

ÉCOLE NATIONALE VÉTÉRINAIRE DE LYON

La profession vétérinaire et l'évolution de l'Agriculture

Réflexions sur la conjoncture actuelle

THÈSE

présentée

A L'UNIVERSITÉ CLAUDE BERNARD - LYON

(Médecine - Pharmacie)

et soutenue publiquement le 20 Décembre 1976

pour obtenir le grade de Docteur Vétérinaire

par

François THIRY

Né le 23 Février 1951

à SAINT-MAUR (94)

La profession vétérinaire et l'évolution de l'Agriculture

Réflexions sur la conjoncture actuelle

THÈSE

présentée

A L'UNIVERSITÉ CLAUDE BERNARD - LYON

(Médecine - Pharmacie)

et soutenue publiquement le 20 Décembre 1976

pour obtenir le grade de Docteur Vétérinaire

par

François THIRY

Né le 23 Février 1951

à SAINT-MAUR (94)

La profession vétérinaire
et l'évolution de l'Agriculture

Réflexions sur la conjoncture actuelle

THÈSE

présentée

A L'UNIVERSITÉ JULES BERNARD - LYON

par



et soutenue publiquement le 20 Décembre 1978
pour obtenir le grade de Docteur Vétérinaire

par

François THIRY

Né le 28 Février 1951
à SAINT-MAUR (94)

PERSONNEL ENSEIGNANT DE
L'ECOLE NATIONALE VETERINAIRE DE LYON

Directeur : Monsieur le Professeur FROGET

Directeurs Honoraires : Messieurs les Professeurs JUNG, TAPERNOUX, FLORIO

P R O F E S S E U R S

1° - Pharmacie et Toxicologie	M. LORGUE
2° - Anatomie descriptive - Extérieur - Anatomie appliquée	M. BARONE
3° - Physiologie - Thérapeutique - Pharmacodynamie	M. BOST
4° - Histologie - Embryologie - Anatomie pathologique	M. LUCAM
5° - Hygiène et Industrie des aliments d'origine animale ..	M. FLACHAT
6° - Parasitologie et Maladies parasitaires	M. EUZEBY
7° - Pathologie médicale des Equidés et des Carnivores - Législation Vétérinaire	M. FONTAINE
8° - Pathologie médicale du Bétail et des Animaux de Basse-Cour	M. COTTEREAU
9° - Technique chirurgicale - Pathologie chirurgicale	M. COULON
10° - Obstétrique - Pathologie de la Reproduction	M. BERTRAND
11° - Pathologie générale - Microbiologie - Immunologie	M. OUDAR
12° - Ethnologie - Zootechnie - Economie rurale	M. FROGET
13° - Botanique appliquée - Agronomie - Alimentation	M. WOLTER
14° - Physique et chimie biologiques et médicales	M. MAGAT
15° - Maladies contagieuses - Zoonoses - Législation sanitaire	M. JOUBERT

P R O F E S S E U R S S A N S C H A I R E

M. FERNEY (Détaché à l'Institut de Médecine et Sciences Vétérinaires
de DAKAR)

MM. CHANTEGRELET, JEAN-BLAIN, LAPRAS.

MAITRES DE CONFERENCES

MM. BOIVIN, DELATOUR, DESCHANEL, LE NIHOUANEN.

MAITRES SSSISTANTS AGREGES

MM. GASTELLU, MOUTHON.

MAITRES ASSISTANTS

Mme CHAUVE, MM. DALBIEZ, FARGES, FRANCK, GEVREY, KECK, Mlle LAVAL,
MM. LEGEAY, PRAVE, RICHARD.

ASSISTANTS

MM. CHERMETTE, DESCHEPPER, Mlle DOMENEC, MM. FAU, HALGRAIN, GOUY,
HARS, HEANEY, LABE, LENNOZ, Mme LENNOZ, MM. LIEVRE, PAYAN, SCLAVON.

EXAMINATEURS DE LA THESE

Président : Monsieur COLIN, Professeur à la Faculté Mixte de Médecine
et de Pharmacie de LYON

Premier Assesseur : Monsieur Michel FONTAINE, Professeur à l'Ecole
Nationale Vétérinaire de LYON

Deuxième Assesseur : Monsieur Claude JEAN-BLAIN, Professeur à l'Ecole
Nationale Vétérinaire de LYON.

L'Université Claude-Bernard (Médecine-Pharmacie) de LYON et l'Ecole
Nationale Vétérinaire de LYON, déclarent que les opinions émises dans
les dissertations qui leur sont présentées, doivent être considérées
comme propres à leurs auteurs et qu'elles n'entendent leur donner ni
approbation ni improbation.

LA PROFESSION VETERINAIRE

ET L'EVOLUTION DE L'AGRICULTURE

REFLEXIONS SUR LA CONJONCTURE ACTUELLE

I N T R O D U C T I O N

Nous constatons que rares sont les étudiants qui consacrent leur travail de thèse, d'une façon générale, à l'aspect socio-économique de la profession, à son histoire, à son avenir.

Il serait erroné d'en conclure un peu rapidement que cet état de fait est caractéristique d'un certain désintéressement de l'étudiant pour l'évolution de la profession. En effet chaque étudiant, dès son entrée dans les Ecoles Vétérinaires, est immédiatement plongé dans le milieu vétérinaire, tant par ses contacts avec le corps enseignant que par ceux avec des praticiens. En outre, au cours de sa scolarité, il est amené à participer de près ou de loin à tout ce qui a trait à l'organisation de la profession, ses problèmes, son évolution. Ainsi sont organisées, souvent à l'initiative du cercle des élèves, des tables rondes ou des assemblées générales où sont conviés des membres d'organisations professionnelles (Ordre, Syndicat) ou extra-professionnelles (éleveurs, IAA ...).

Au cours de ces réunions, parfois houleuses, sont abordées les questions d'actualité telles que l'enseignement, la pharmacie vétérinaire, les auxiliaires vétérinaires, etc ...

Parallèlement, l'étudiant est informé par la voie du cours de législation et celui d'économie rurale. Enfin, il a à sa disposition l'ensemble des revues de la presse professionnelle où sont abordées toutes ces questions.

Ainsi dès sa sortie de l'Ecole l'étudiant a fait, plus ou moins consciemment, une approche politique de la profession qui détermine le choix de la démarche qu'il aura dans la pratique de la branche vers laquelle il s'oriente.

Or cette analyse de la profession au cours de ces quinze dernières années n'a fait l'objet de thèses que dans une soixantaine de cas répartis, grosso modo, de la façon suivante :

- la profession vétérinaire en général (profession libérale, rapports avec le milieu rural, évolution ...) : 16 thèses
- l'organisation de la profession (ordre, syndicat, déontologie, responsabilités du vétérinaire ...) : 12 thèses
- les associations vétérinaires (aspect fiscal, GTV ...) : 9 thèses
- les vétérinaires non libéraux (vétérinaires inspecteurs, inspection sanitaire, salariés ...) : 9 thèses
- questions intrinsèques à la profession (locaux, matériel, femme (de) vétérinaire, pharmacie ...) : 10 thèses

En outre, 8 thèses ont été consacrées à l'étude du monde rural et particulièrement à celle des organisations agricoles. Enfin, une quinzaine de thèses sont consacrées à l'étude de la profession vétérinaire hors de France.

Cette brève revue de thèses nous permet de tirer les conclusions suivantes :

Si l'on considère que 15 années (1960 à 1975) ont vu, à peu près, 4000 soutenances de thèses, 1 étudiant sur 50 a choisi d'écrire noir sur blanc son analyse de la profession. Par contre, 1 étudiant sur 100 fait une remise en question de la profession en termes économiques et politiques.

Une deuxième conclusion est significative ; La thèse qui est pratiquement le seul moyen pour un vétérinaire au début de sa carrière de s'exprimer au sein de la profession est employée dans 98 % des cas pour effectuer un travail très précis (laboratoire, zootechnie, pathologie ...) et surtout très technique et nous en arrivons à cette notion que le jeune vétérinaire se considère essentiellement comme un spécialiste technique des questions animales ou d'origine animale.

Notre travail se divisera en deux grandes parties :

- dans la première, nous dresserons un tableau de la situation agricole française. Cette étude nous semble nécessaire afin de bien y situer la place actuelle de la profession vétérinaire. De l'analyse de l'évolution et de l'insertion du vétérinaire dans un tel contexte, nous tâcherons de faire ressortir les causes de ce que les uns appellent "malaise", les autres "crise", de la profession vétérinaire,
- dans une deuxième partie de notre travail nous étudierons les solutions proposées par la profession à tous les niveaux, puis nous conclurons par une prospective personnelle.

Le plan détaillé de notre étude se trouve à la fin de notre travail. Disons dès maintenant que ce travail, loin de faire le tour complet, chose impossible, d'une profession n'aura qu'un caractère d'actualité tant les événements, surtout en ce moment, se succèdent avec une rapidité et un enchaînement que chaque vétérinaire a du reste peine à suivre.

Nous sommes conscients que dans un proche avenir nos propos n'auront plus leur raison d'être. Notre travail est certainement entaché d'erreurs ou d'imprécisions ; du reste, son but sera atteint s'il suscite des réactions, l'essentiel étant qu'elles soient constructives. De toute façon, c'est une "thèse" et elle "n'engage que son auteur".

PREMIERE PARTIE

L'ECONOMIE RURALE ACTUELLE ET LE MALAISE
DE LA PROFESSION VETERINAIRE POUR S'Y INSERER

CHAPITRE I - LA SITUATION AGRICOLE FRANCAISE ACTUELLE

INTRODUCTION : L'INADAPTATION DE CERTAINES PREVISIONS

Les divers courants que traverse l'agriculture nationale et même mondiale montrent à quel point il est difficile de prévoir à long terme en matière de production et de consommation.

Nous n'alourdirons pas notre exposé de chiffres et de tableaux, sachant d'une part que l'on peut faire dire beaucoup de choses parfois contradictoires aux statistiques, d'autre part que les informations fournies sont souvent tendancieuses, particulièrement quand elles émanent d'importantes sociétés qui ont le monopole de la commercialisation de certains produits et qui, à des fins spéculatives, ont intérêt à cacher la situation réelle du marché, et donc de l'économie.

S'il est donc présomptueux de se référer au passé plus ou moins proche pour se livrer à une prospective lointaine, c'est ce que semblent avoir fait, il y a quelques années, les auteurs de deux rapports auxquels une publicité exceptionnelle a été réservée ; il s'agit du Plan MANSOLT présenté par la Commission des Communautés Européennes et le Rapport VEDEL plus particulier à la situation française.

Il y était notamment préconisé l'abandon de terres consacrées à l'agriculture et à l'élevage (11 millions d'hectares pour la France), seul moyen de résorber l'excédent d'une production consécutive au perfectionnement des techniques agricoles, donc à l'augmentation du rendement.

Les rapports MANSOLT et VEDEL déclarent en outre nécessaire l'abandon des exploitations modestes au profit de plus grosses unités de production animale et végétale; les agriculteurs devenant moins nombreux, les différences entre les revenus de l'agriculture et ceux des autres secteurs de l'économie disparaîtraient.

Si quelques macro-entreprises se sont constituées, rares sont celles qui font face aux problèmes d'administration et de financement : une grosse unité de production est beaucoup plus vulnérable aux aléas de l'économie, voire aux "accidents" (sécheresse, grêle, épizooties ...), que l'exploitation familiale moyenne qui, face à une crise, peut restreindre ses achats et trouver sur place des moyens de subsistance.

Parallèlement, les jeunes agriculteurs ont une conception bien différente de leur métier que leurs aînés : libérés d'un certain complexe d'infériorité, soucieux de leur qualification technique et renonçant à certaines pratiques traditionnelles, ils deviennent d'authentiques gestionnaires. L'exploitation familiale devient une entreprise mettant en oeuvre un capital important, faisant plus ou moins largement appel au crédit.

Les Pouvoirs Publics se sont efforcés de pratiquer une politique des structures des exploitations par plusieurs interventions :

- indemnité viagère de départ (IVD) pour les vieux agriculteurs ;
- subventions d'installation ;
- prêts à taux réduit accordés par le Crédit Agricole à certaines catégories d'exploitants.

Encore faut-il compléter ces mesures par toute une série d'actions, notamment :

- l'aménagement global de l'espace rural ;
- développement de l'action des SAFER ;
- refonte des statuts de fermage pour les non-propriétaires ;
- incitation à l'agriculture de groupe ;
- politique d'aides individualisées et sélectives par le "Fonds Européen d'Orientation et de Garanties Agricoles" (FEOGA).

Les mesures ne sont pas brutales, encore qu'efficaces, mais il convient d'analyser désormais un phénomène qui, loin d'être propre au monde agricole, puisqu'issu du secteur industriel, a le triste privilège de précipiter la classe rurale dans la crise que traverse actuellement le capitalisme. Nous voulons parler des phénomènes d'intégration de la production agricole.

I/ UNE SOLUTION DE RECUPERATION : L'INTEGRATION

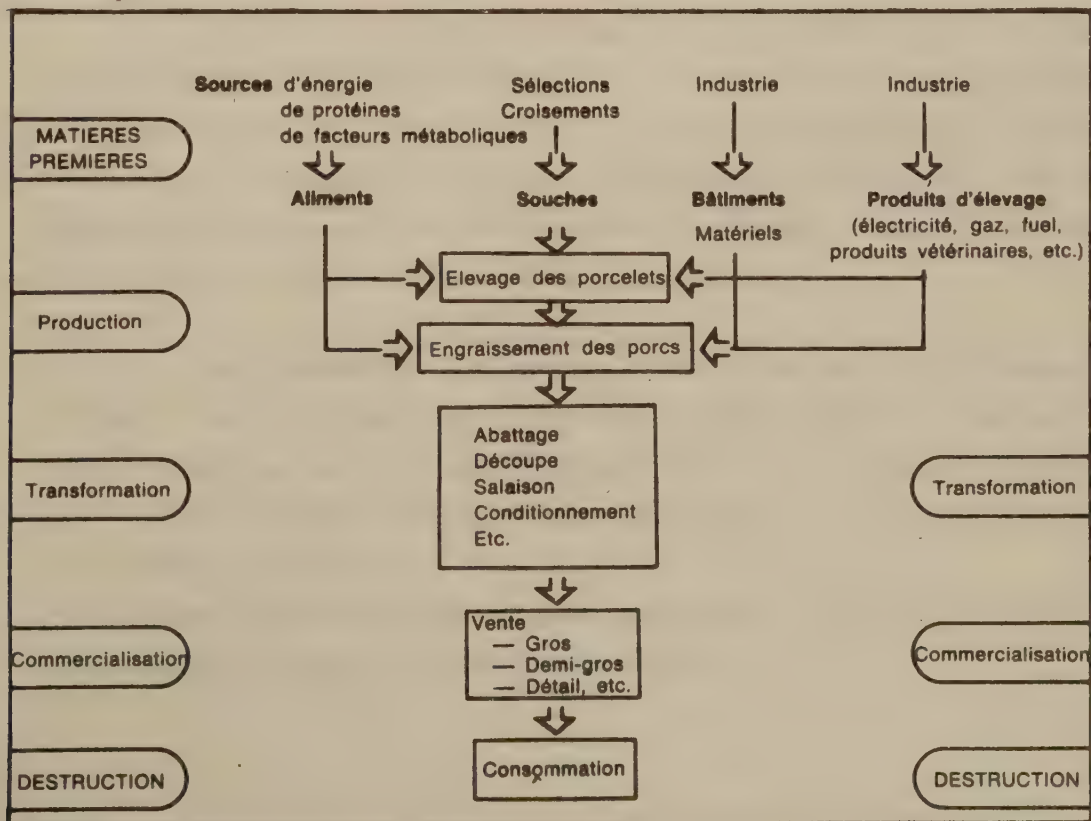
A - DEFINITION, SCHEMA GENERAL :

Nous empruntons à ZANDER la définition suivante :

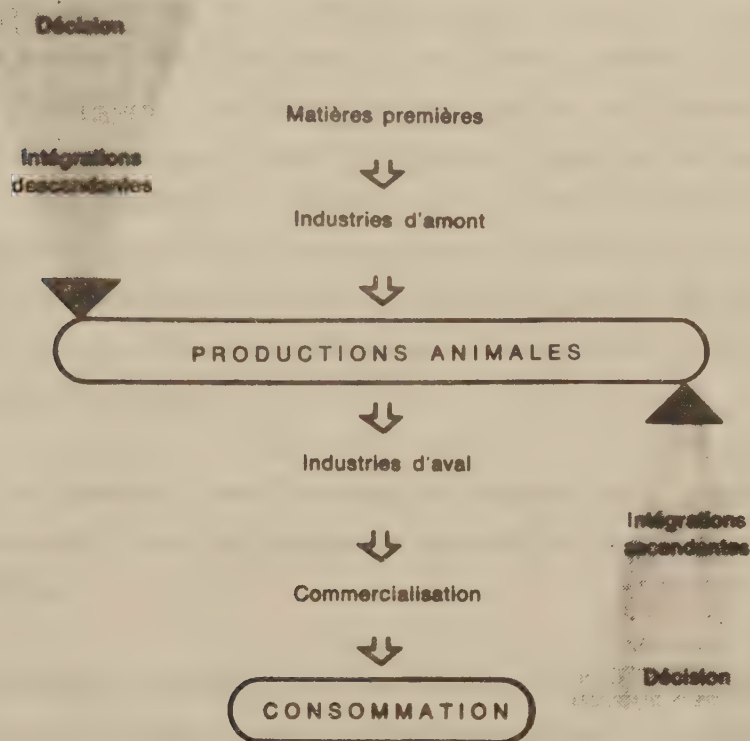
"Intégrer, c'est faire entrer une activité économique dans un système économique ...

... Ces opérations d'ordre technique, commercial, administratif et financier ne peuvent avoir lieu, se poursuivre et évoluer qu'à l'initiative d'un centre de décision, le pôle intégrateur".

Les phases successives de l'intégration en matière d'élevage se résument dans le schéma suivant de la chaîne agro-alimentaire (ex : porcs) :



La place de l'éleveur dans un tel système se comprend plus aisément par l'organigramme suivant :



B - DIFFÉRENTES SORTES D'INTEGRATION :

A côté de l'intégration dite verticale qui coordonne les différentes phases successives (production, transformation, commercialisation, destruction), il y a l'intégration dite horizontale qui coordonne non plus des phases successives, mais des phases identiques comme par exemple plusieurs firmes d'alimentation du bétail groupées en une centrale d'achat.

On distingue également l'"intégration vraie" dans laquelle le centre de décision est propriétaire des moyens de production, de transformation ou de commercialisation, et la "quasi-intégration" qui repose sur des liaisons contractuelles : la décision trouve sa force dans un contrat.

C'est ainsi que les coopératives agricoles sont considérées comme réalisant une forme de quasi-intégration.

L'article 17 de la loi du 6 Juillet 1964 définit les principes de l'intégration reposant sur le régime contractuel :

"sont réputés contrats d'intégration, tous contrats, accords ou conventions conclus entre un producteur agricole ou un groupe de producteurs et une ou plusieurs entreprises industrielles ou commerciales comportant l'obligation réciproque des fournitures de produits ou de services. Sont également réputés contrats d'intégration, les contrats, accords ou conventions séparées, conclus par une ou plusieurs entreprises industrielles ou commerciales avec un producteur agricole ou un même groupe de producteurs agricoles, et dont la réunion aboutit à l'obligation réciproque visée à l'alinéa précédent".

Par ce contrat les éleveurs délèguent leur pouvoir de décision en échange d'une garantie de rémunération et d'écoulement de leurs produits.

L'éleveur a le choix entre l'association coopérative ou l'intégration capitaliste, mais il faut souligner la complexité des phénomènes de dépendance et d'inter-dépendance de ce secteur de l'économie.

C - LES STADES DE L'INTEGRATION :

ZANDER distingue trois stades dans l'intégration:

- le premier est la maîtrise des techniques de production de masse pour répondre à la demande accrue du marché ;
- le second est commercial : Sachant produire, il s'agit de vendre ;
- le troisième est celui des problèmes financiers : il s'agit de rentabiliser les capitaux investis :

"il n'y a là qu'une loi assez générale de l'économie, qui s'applique à toute entreprise : celle-ci se développe dans un environnement économique, en évolution permanente du fait,

soit du marché, soit des techniques : c'est ce que l'on a appelé le "cycle de vie de l'entreprise" ou loi des trois états ; dans un premier état l'entreprise fait son profit à travers un produit. Elle se développe et doit passer alors à une étape dite de fonction où elle fait son profit par son effort marketing ou de commercialisation. Enfin, dans une troisième phase, son profit et son succès passent par son effort de gestion financière et en particulier par son pouvoir d'auto-financement.

Les éleveurs, d'abord dans le domaine des productions avicoles, puis rapidement dans celui des productions porcines, plus difficilement dans celui de la production laitière et très peu dans celui de la production de la viande bovine (sauf dans celui de la production de veaux de boucherie) et surtout les jeunes éleveurs, avides de techniques, se sont lancés dans les structures intégrées qui leur offraient un moyen efficace et rapide d'utilisation des techniques modernes de production et de gestion. En outre, ces techniques aboutissaient à un abaissement du prix de revient, ce qui, au départ, pouvait apparaître au producteur, comme le meilleur moyen d'accroître la valeur ajoutée aux matières premières, et avant tout, son profit".

D - SYNTHESE :

Il est certain que par le biais d'un tel système, de nombreux éleveurs ont sacrifié beaucoup de liberté de décision pour un peu de soi-disante sécurité.

Nous avons vu que l'agriculture devient de plus en plus dépendante du secteur industriel dont les fournitures lui sont indispensables : le paysan perd peu à peu son autonomie car il doit désormais dégager sur le marché des produits agricoles un revenu monétaire lui permettant d'accéder au marché des fournitures industrielles dont il va de plus en plus dépendre.

Parce qu'il doit acheter, l'agriculteur a désormais un double problème : produire et vendre !

La productivité de l'éleveur ne cesse de croître, mais sa part propre ne cesse de décroître car il entre dans sa production une part de plus en plus importante d'achats extérieurs (semences, engrais, traitements, aliments pour bétail, machines, matériel) et de main-d'oeuvre.

Les producteurs ne peuvent répercuter dans leurs ventes toute la variation des achats extérieurs qui entrent dans leur production. Leurs ressources évoluent à un rythme inférieur à celui de leurs dépenses.

Le travail de l'éleveur ne s'exprime qu'à travers son produit ; il est indispensable pour lui d'être propriétaire de ses moyens de production. Il nous est permis de douter d'une telle appartenance face aux aspects de l'intégration que nous venons de décrire.

Les éleveurs qui s'identifient à des travailleurs exploités agissent principalement sur deux secteurs de lutte : la distribution du sol qu'ils considèrent comme un outil de travail et le prix de vente de leurs produits au travers duquel ils peuvent obtenir le paiement de leur travail. Seulement si l'ouvrier peut arrêter sa chaîne, en revanche, l'éleveur ne peut pas faire grève de la production (la production laitière d'une vache ne peut pas être stoppée et remise en route à volonté !) ; à la limite, ces contraintes font que les industriels peuvent obtenir que les paysans continuent de travailler, même si ceux-ci contestent la rémunération de leur travail.

Il nous est donc permis d'être assez pessimiste sur la situation économique et sociale actuelle des éleveurs en France. La privatisation, actuellement favorisée par le jeu des entreprises capitalistes multi-nationales, entraîne l'intégration à outrance de très nombreux secteurs économiques ; en premier lieu l'Industrie et, par contre-coup, l'Agriculture.

Devant l'expansion prise par les Industries Agro-Alimentaires, l'exploitant agricole se trouve catapulté dans un système qui, au départ, devait lui permettre une meilleure rentabilité de sa force de travail mais qui, paradoxalement, non seulement l'astreint plus qu'il ne le libère, mais, et c'est plus grave, le rend beaucoup plus tributaire des fluctuations et contingences économiques.

L'effet tampon qui autrefois caractérisait la classe paysanne dans l'économie nationale se trouve par le fait annihilé. C'est ainsi que les innombrables crises que traverse l'Europe dite Verte influent énormément sur le niveau de vie quotidien de l'exploitant agricole.

II/ LA MULTITUDE DES STRUCTURES AGRICOLES

A - QUELQUES CONSIDERATIONS GENERALES :

Il est nécessaire d'ébaucher un tableau de l'extraordinaire complexité des structures rurales actuelles. Les multiples organisations des agriculteurs forment un réseau compliqué de relations dont tout homme non averti a peine à discerner la trame ; d'autant que des influences politiques ou sociales ont entraîné la constitution d'organisations rivales.

Il convient de préciser que 9 agriculteurs sur 10 se sont déclarés favorables à l'exploitation à responsabilité personnelle ; pour un tiers de ces agriculteurs, l'objectif essentiel est uniquement de produire, pour les deux autres tiers l'objectif est de produire, mais aussi de participer à la transformation et à la commercialisation de leurs produits.

Depuis longtemps déjà, pour payer moins cher leurs engrais, leurs semences, leur matériel, pour assurer la qualité et l'amélioration des troupeaux, pour couvrir leurs risques par l'assurance, les agriculteurs ont créé ensemble leurs premiers syndicats, cellules mères de toute organisation professionnelle : mutuelles, coopératives,

caisses de crédit en vertu des lois de 1884 sur le syndicat et de 1901 sur l'association.

Actuellement, si un certain nombre de risques anciens et traditionnels ont été en partie contenus, un autre risque s'est avancé en gros plan au niveau de la conscience des agriculteurs : le risque économique.

Autrefois, l'agriculture qui était davantage un état qu'un métier, ne s'insérait guère dans le flux des échanges ; le paysan vivait pratiquement en autarcie et ne mettait sur le marché que ses surplus, hétérogènes et irréguliers, tant en quantité qu'en qualité. Des intermédiaires rendaient ces produits réguliers et homogènes à destination des villes. La coopérative n'était considérée que comme le simple prolongement passif de l'exploitation.

Aujourd'hui, les agriculteurs sentent de plus en plus la nécessité de maîtriser l'évolution, tant au niveau des prix que de l'organisation économique, de construire les moyens qu'imposent désormais les impératifs de la distribution moderne et de retrouver, par le groupe, un certain pouvoir économique. Par ce biais, nous avons montré comment l'exploitation tend à ne plus être qu'un des maillons de la chaîne agro-alimentaire qui va des puits de pétrole aux groupes de supermarchés.

L'Etat déclarant que l'exploitation familiale est la clé de voûte de sa politique agricole, il lui a paru indispensable de l'épauler par diverses formes de groupements et d'organisations prévus par des textes laissés, théoriquement, au libre choix et à l'initiative des intéressés. Il est une fois de plus à noter la tendance de l'Etat, par son omniprésence et sa pesanteur, à vouloir tout planifier, tout coordonner, tout contrôler.

Avant d'envisager ces structures, il faut discerner la différence principale entre une "institution", de droit public, qui résulte d'une décision de la puissance publique et une "organisation", de droit privé, qui repose sur l'initiative de ses promoteurs et sur le volontariat de ses adhérents.

B - LES INSTITUTIONS :

1/ Nature et rôles : On distingue classiquement :

a) Les Administrations de Gestion :

Ce sont les Services Centraux des Ministères et Préfectures ; au niveau départemental, la Direction Départementale de l'Agriculture est l'échelon de terrain du Ministère de l'Agriculture.

Elle est chargée de concrétiser la politique agricole, forestière et d'aménagement de l'espace rural, arrêtée par le Ministre, et d'exécuter les missions particulières qui lui sont confiées par les différents Ministères, notamment le Secrétariat d'Etat à l'Environnement du Ministère de la Qualité de la Vie.

Seul représentant du Ministre de l'Agriculture à l'échelon départemental, et sous l'autorité du Préfet, le Directeur Départemental de l'Agriculture exerce sa mission dans quatre domaines :

- Il dirige les activités de la DDA ;
- Il coordonne les activités des autres Services Départementaux de l'Agriculture : la Direction des Services Vétérinaires, l'Inspection des Lois Sociales en Agriculture, le Service de la Répression des Fraudes et du Contrôle de la Qualité, le Service de la Protection des Végétaux ;
- Il exerce sa tutelle sur les Services de l'Enseignement et du Développement Agricoles ;
- Enfin, il assure les relations avec les Organisations Professionnelles Agricoles et Forestières, comme avec les Collectivités locales.

b) Les Administrations de Mission :

Pour les problèmes d'aménagement du territoire, notamment l'espace rural, il s'agit principalement de la DATAR (Délégation à l'Aménagement du Territoire et à l'Aménagement Rural) ; elle dispose d'un fonds d'intervention ; son rôle s'étend jusqu'au niveau de la Région.

Depuis la création de la CEE, des organismes assimilés à une administration centrale dont l'autorité est au moins égale à celle d'un Ministère mais qui s'exerce sur un sujet très limité, sont essentiellement représentés par :

- Le FORMA (Fonds d'Orientation et de Régulation des Marchés Agricoles) créé en 1960 ; il a pour rôle de préparer et d'exécuter les décisions du Gouvernement relatives aux interventions de l'Etat sur les marchés agricoles. Il bénéficie de l'autonomie financière ; son action est directe pour ce qui est de l'organisation des marchés et de l'orientation de la production, indirecte lorsqu'elle passe des conventions et propose des contrats dans le cadre de sociétés d'économie mixte pour la transformation et la commercialisation des produits agricoles ;
- L'ONIBEV (Office National Inter-professionnel du Bétail et des Viandes) créé en 1972 ; il a un fonctionnement analogue à celui du FORMA mais sa compétence s'exerce uniquement pour les bovins et les ovins, parfois pour les porcs s'il y a convention avec le FORMA ;
- L'ONIC (Office National Inter-professionnel des Céréales) créé en 1936 mais qui s'appelait alors Office National du Blé ; cet organisme, à l'égal de l'ONIBEV mais concernant la production végétale, n'intéresse pas directement notre travail, de même que :
- L'ONF (Office National des Forêts) créé en 1964 ;
- Enfin, le Crédit Agricole : Il date de 1894 mais, en 1966, est créée la CAISSE NATIONALE de CREDIT AGRICOLE, établissement public de l'Etat ; elle a un rôle de coordination et de soutien des Caisses Régionales qui sont des sociétés civiles de type coopérative.

Celles-ci statuent sur les demandes de prêts et ont une tutelle sur les Caisses Locales qui sont des sociétés coopératives de droit privé.

Après avoir mentionné la nature et les rôles des principales Institutions, il convient de faire une étude spéciale de ce que l'on peut qualifier d'intermédiaire entre les Institutions et les Organisations :

2/ Les Chambres d'Agriculture :

Les Chambres d'Agriculture Départementales et Régionales, et l'Assemblée Permanente des Chambres d'Agriculture sont des Institutions professionnelles créées par la Loi et auxquelles la Loi a reconnu le caractère d'Etablissements Publics, c'est-à-dire soumises à la tutelle de l'Etat (même catégorie que les Chambres de Commerce et d'Industrie ainsi que les Chambres de Métiers).

L'article 502 du Code Rural stipule :

"les Chambres d'Agriculture sont auprès des Pouvoirs Publics, les organes consultatifs et professionnels des intérêts agricoles de leur circonscription".

La loi du 3 Janvier 1924, complétée par le décret du 24 Décembre 1954 tendant à assurer la participation des Chambres d'Agriculture à l'expansion économique mentionnée dans les articles 502 à 548 du Code Rural, a donné aux Chambres d'Agriculture la possibilité de créer ou de subventionner, dans leurs circonscriptions, tous Etablissements, Institutions ou Services d'utilité agricole, Entreprises collectives d'intérêt agricole.

Ses membres sont nommés par voie d'élection. Notons que si les syndicats sont représentatifs de la quasi-unanimité des exploitants agricoles, ce sont les candidats qu'ils présentent qui sont élus à la Chambre d'Agriculture ; dans ce cas, les avis émis par la Chambre d'Agriculture reflètent les positions du syndicalisme. Mais celui-ci est loin d'être unitaire puisqu'il assiste à des luttes de tendance lors des élections.

Les Chambres d'Agriculture ont construit des immeubles pour abriter leurs services, ceux du syndicalisme assez souvent, ceux de nombreuses organisations de seconde ligne, et aussi quoique plus rarement, des services de l'Etat ; de là une certaine source de qui-proquos et de contradictions.

Un peu comme au sein du Parlement, les élus reçoivent des consignes plus ou moins formelles des partis politiques sous le sigle desquels ils ont été élus. Bien souvent les Pouvoirs Publics ont à leur rappeler qu'ils sont membres d'une Institution et non d'un Groupement privé.

Ainsi, si les Chambres d'Agriculture sont tout de même un pas dans la voie de la concertation et de la participation, elles sont toujours en recherche de leur véritable rôle entre les Organisations de droit privé, et les Services de l'Administration.

3/ Articulation entre les Institutions et les Organisations : le développement agricole

a) A l'échelon national :

Après avoir consulté l'ANDA, Association Nationale pour le Développement Agricole, rassemblant des représentants de l'Etat, des Chambres d'Agriculture, des syndicats, des coopératives, des mutualités et du Crédit Agricole et après avoir étudié les dossiers réalisés par le CNEPDA, Conseil National d'Etudes Pour le Développement Agricole, dont les membres sont nommés par le Ministre de l'Agriculture, ce dernier définit une action de développement réalisée par les groupements de producteurs et les organismes publics à vocation agricole selon une convention qui précise les modalités de contrôle et l'engagement de réalisation. Les subventions nécessaires sont attribuées par l'ANDA et proviennent du FNDA, Fonds National de Développement Agricole, dont les crédits sont répartis par le Ministre.

b) A l'échelon départemental :

Les programmes sont établis par le CDDA, Conseil Départemental de Développement Agricole, où sont représentés l'INRA, les Chambres d'Agriculture, les groupements de producteurs et les collectivités locales. Par la suite, les programmes sont soumis à l'ANDA et au CNEPDA, puis au Ministre de l'Agriculture. Si le programme est conforme à la politique nationale, le CDDA étudie les conditions de son application définie au Ministère. La coordination et le financement du programme sont assurés par le SUAD, Service d'Utilité Agricole du Développement, géré par le Président de la Chambre d'Agriculture assisté d'un conseil paritaire. Enfin, la réalisation du programme incombe aux organisations que nous allons maintenant étudier.

C - LES ORGANISATIONS :

1/ Bases légales, agrément :

Le titre III de la loi complémentaire à la loi d'orientation agricole du 8 Août 1962 définit le groupement de producteurs. Ce mode d'organisation professionnelle proposé par les Pouvoirs Publics se superpose à des structures déjà anciennes d'organisation collective des ruraux : syndicats, coopératives, SICA (Société d'Intérêts Collectifs Agricoles) ...

Cette superposition est réalisée par l'acte de reconnaissance du Ministre de l'Agriculture qui permet aux groupements de recevoir des avantages de la part des Pouvoirs Publics et à l'Etat de développer et moderniser la production agricole.

Les Pouvoirs Publics ont défini des secteurs prioritaires où les groupements de producteurs pourront être reconnus s'ils le demandent ; ainsi ils ont voulu associer les paysans aux décisions économiques et sociales et développer la participation dans le monde rural.

2/ Les groupements de producteurs au sens large :

a) Définition :

Par ses objectifs, le groupement de producteurs "reconnu" peut être assimilé à un type d'intégration horizontale : il contrôle les quantités produites afin de prévoir la production de ses membres, prévision qui permettra alors d'influer sur les prix ; le groupement de producteurs tente alors de conquérir des débouchés. Il veille à ce que la qualité de la production soit continue et normalise les produits. Cet objectif qui, dans un premier temps, assure la satisfaction des besoins des consommateurs doit permettre, par la suite, d'orienter les goûts vers un type de consommation.

b) Les différents types de groupements de producteurs :

- Le syndicat (Code du Travail, Livre trois, Titre un) : c'est un groupement ayant exclusivement pour objet l'étude et la défense des intérêts économiques (industriels, commerciaux ou agricoles) de ses membres. A cette fin, le syndicat achète, pour les louer ou les prêter, des outils agricoles à ses adhérents ;
- L'association (régie par la loi du 1er Juillet 1901) : c'est une convention par laquelle deux ou plusieurs personnes mettent en commun d'une façon permanente leurs connaissances et leurs activités dans un but autre que de partager des bénéfices ;
- La coopérative (régie par la loi du 10 Septembre 1947) : c'est une société civile qui a pour objet :
 - . soit de réduire au bénéfice de ses membres et par l'effort commun de ceux-ci, le prix de revient et, le cas échéant, le prix de vente de certains produits ou de certains services en assurant les fonctions des entrepreneurs ou intermédiaires dont la rémunération grèvera ce prix de revient ;

- . soit d'améliorer la qualité marchande des produits fournis à ses membres ou de ceux produits par ces derniers et livrés aux consommateurs.

Les compétences économiques d'une société coopérative sont donc très étendues, de l'approvisionnement à la vente des produits. En contre partie de ces possibilités, le sociétaire doit utiliser exclusivement les services de la coopérative et ne peut se retirer avant la fin de la période d'engagement. Les agriculteurs gèrent eux-mêmes la coopérative.

- La SICA (régie par le décret du 5 Août 1961) : proche de la coopérative dans ses compétences, elle permet cependant l'adhésion de non-paysans, mais les agriculteurs sont majoritaires de droit.

A la différence des Syndicats et Associations, dont l'action se limite à l'organisation de la production, les coopératives et SICA sont compétentes pour la mise en marché du produit. Aux groupements de producteurs, il convient d'ajouter une autre forme de regroupement d'agriculteurs de type coopératif à l'échelon de l'exploitation ; il s'agit du GAEC :

- Le GAEC (Groupement Agricole d'Exploitation en Commun, régi par la loi du 8 Août 1962) :

C'est une forme d'association pour les agriculteurs désireux de mettre en commun, dans un dessein de production, tout ou partie de leurs exploitations individuelles. Ces groupements s'adressent particulièrement aux petits propriétaires et fermiers qui, isolés, se verraient interdire l'usage de techniques avancées. A la différence des associations coopératives, les GAEC ne rejettent pas la recherche du profit. Recherche des bénéfices et volonté de partager les pertes sont même l'une des conditions de fond exigées des agriculteurs pour la constitution d'un GAEC.

En plus d'une rémunération minimum, chaque associé reçoit une part de bénéfice, généralement proportionnelle à la valeur de son apport initial en capitaux. Il est à noter que les apports "en industrie" donnent également droit à une part d'intérêt. Des limites ont été fixées quant à la superficie des exploitations et quant au nombre des associés (pas plus de dix).

Le GAEC peut être total ou partiel. Dans le premier cas, les agriculteurs mettent en commun l'ensemble de leur exploitation. Dans le second, ils ne se groupent que pour l'une de leurs activités, par exemple l'élevage. Dans tous les cas, le but est de faciliter l'acquisition d'un équipement plus moderne, diminuer les charges et opérer une spécialisation du travail afin d'obtenir une plus grande efficacité.

Tous ces organismes sont des groupements privés :

- ils ne réunissent en fait qu'un nombre limité de personnes, les agriculteurs sont tous volontaires. Ils profitent de leur action, sinon exclusivement, du moins par priorité,
- à l'origine de ces groupements se trouve un contrat, une convention dont le contenu est librement défini et débattu par les adhérents qui, au sein de l'Assemblée Générale, ont tout pouvoir pour en modifier la teneur : les statuts.

3/ Etude critique :

Lorsque l'Etat ou les organismes publics accordent une aide individuelle, ils transforment l'éleveur en un agent économique assisté ; cette attitude va à l'encontre de la responsabilité et du dynamisme. L'aide accordée aux paysans par l'intermédiaire du groupement oblige ces derniers à faire des choix économiques collectivement qui évitent le surinvestissement ou l'investissement non productif. D'autre part, les administrateurs sont élus par l'Assemblée Générale des membres à cause de leur personnalité (syndicalistes par exemple).

Leurs analyses de la situation agricole impressionnent les éleveurs qui n'ont pas les moyens ni le temps d'analyser les problèmes liés à l'assurance d'un revenu qui leur permette de rester dans l'agriculture. Il arrive fréquemment que les gros exploitants soient élus parce que les petits éleveurs attendent d'eux qu'ils gèrent le groupement avec autant de réussite que leur exploitation.

En réalité, la liberté d'action des paysans et des administrateurs est réduite par des efforts antérieurs :

- les fournisseurs peuvent imposer les prix de leurs ventes aux groupements : engrais, machines, produits vétérinaires, etc ...
- les acheteurs de ces groupements sont surtout les grandes surfaces. Celles-ci peuvent entreprendre des ventes promotionnelles, c'est-à-dire qu'elles vont vendre à bas prix, des produits pour liquider les petites épiceries de quartier. Pour éviter que l'opération ne se traduise par une trop grande baisse de profit, les grandes surfaces vont exiger de leurs fournisseurs une baisse des prix. Ces derniers, dans la mesure où ils leur livrent des quantités importantes, sont de fait liés à elles et ne pourront pas refuser cette baisse,
- la banque peut augmenter le taux d'intérêt des prêts, ou même refuser d'accorder des crédits,
- les importations de produits alimentaires et de viande ne peuvent que faire baisser les prix intérieurs.

Considéré un peu rapidement comme la panacée aux problèmes de l'élevage (par les Pouvoirs Publics aussi bien que par les éleveurs), le groupement de producteurs se heurte aujourd'hui à de nombreux problèmes pour atteindre les objectifs prédéfinis :

- Problèmes de taille : la plupart des groupements sont de taille très modeste et insuffisante ;
- Profit inexistant : les subventions ne couvrant qu'à peine les charges d'encadrement de la production et la marge commerciale étant souvent très faible ;

- Dépendance financière : aussi bien dans l'exploitation courante que dans le financement à long terme, le groupement de producteurs dépend très étroitement du Crédit Agricole et des autres organismes de subvention ;
- Insécurité de la commercialisation :
 - . malgré une certaine concentration de l'offre réalisée par le groupement de producteurs, les bases de transactions échappent au groupement de producteurs, aussi bien pour le prix que pour le contrôle de la qualité ;
 - . ajoutons que le rapport de force est aussi influencé par l'obligation matérielle, pour le groupement de producteurs de vendre ses animaux. Absence de choix qui limite la puissance de négociation ;
 - . enfin, et surtout, les relations commerciales sont souvent incertaines, fluctuantes, et peu de contrats existent qui garantissent les débouchés ;
- Dynamisme insuffisant : Outre un certain immobilisme des Conseils d'Administration de groupements (formation souvent insuffisante), les dirigeants ne sont pas, la plupart du temps, de véritables chefs d'entreprise. Le groupement de producteurs n'est pas ressenti comme un centre de profit, ni par les adhérents, ni par le directeur, d'où une absence de motivations qui freine considérablement le dynamisme.

Ces problèmes sont ceux du groupement moyen, le plus fréquent, et que l'on peut qualifier de traditionnel.

Nous arrivons à cette contradiction : le groupement doit être important pour éviter l'exploitation du paysan et la taille du groupement amène l'exploitation. Vis-à-vis des paysans membres du groupement il arrive qu'un groupement de producteurs pour satisfaire les goûts des consommateurs, agisse en sens opposé à l'intérêt des éleveurs en remettant en cause la nature de leur travail et à la limite leur existence de producteurs.

Le développement de liaisons verticales, la quasi-intégration, les politiques contractuelles et la concertation sont à la fois nécessaires, inévitables et aboutissent désormais à la création de complexes agro-alimentaires de forme et de dimensions gigantesques. Il est évident que les groupements de producteurs, représentant la fonction production, sont directement intéressés par ces transformations ; ils doivent, dans leur intérêt, les susciter et les rechercher et non pas les suivre et les subir.

En résumé, il apparaît que les groupements de producteurs de commercialisation deviennent des entreprises capitalistes comme les industries agro-alimentaires, les groupements de producteurs de production deviennent des sous-traitants qui fabriquent les matières premières.

La coopération, au sens large, au lieu d'être un moyen de garantir un revenu aux éleveurs est, en réalité, un outil de leur intégration dans le système capitaliste.

4/ Etude complémentaire :

Après l'étude des organisations propres à l'élevage, et particulièrement les groupements de producteurs au sens large, nous devons faire une mention spéciale de quelques autres types de structures appliquées à l'élevage et qu'il est difficile de rattacher aux institutions et aux organisations. Il s'agit : des établissements départementaux de l'élevage, des groupements de défense sanitaire et des instituts techniques.

a) Les Etablissements Départementaux de l'Elevage :

Le titre II de la loi du 28 Décembre 1966 et les décrets d'application du 14 Juin 1969 instaurent la création, dans chaque département, d'un établissement de l'élevage. Celui-ci doit orienter, coordonner et contrôler les actions collectives de développement concernant l'élevage et la mise en vigueur des programmes de développement agricoles.

C'est lui qui assure l'identification des animaux, l'enregistrement des renseignements concernant les sujets inscrits à un livre généalogique, l'enregistrement des productions des animaux soumis au contrôle des performances. Une dizaine d'autres décrets d'application sont relatifs à l'organisation de l'insémination artificielle.

En fait, les EDE tendent à regrouper, au sein du département, tous les organismes de vulgarisation et de développement de l'élevage sur le plan technique. Mais des difficultés sont apparues pour le financement dans la mesure où les EDE ont droit de regard sur la répartition des subventions de l'ANDA. Or, au niveau départemental, il y a déjà le SUAD qui coordonne ces opérations financières. Ainsi le SUAD coiffe plus ou moins l'EDE. Il semble qu'on s'achemine de plus en plus vers une fusion des EDE et des SUAD en des SUAE (Service d'Utilité Agricole et d'Elevage), comme c'est le cas dans de nombreux départements.

b) Les Groupements de Défense Sanitaire :

Ces organismes, créés en 1954, pour lutter contre la fièvre aphteuse et la tuberculose, rassemblent, sur une base volontariste, des Directeurs départementaux des Services Vétérinaires, des éleveurs, des vétérinaires et des négociants en bestiaux. Certaines primes attribuées par l'Etat dans le cadre de la lutte contre les maladies du bétail, sont versées aux intéressés par le canal de ces GDS.

Ainsi EDE (ou SUAE) et GDS, généralement regroupés au sein de la Chambre d'Agriculture, tentent avec plus ou moins de succès, l'articulation, à la fois financière et technique, entre les Pouvoirs Publics et les éleveurs. Toutefois, ces organismes sont inopérants, voire inexistants, dans certains départements dans la mesure où ils sont écrasés par d'autres organisations professionnelles plus puissantes telles les Syndicats de Contrôle Laitier ou de Contrôle des Performances Bouchères, voire même les associations d'éleveurs désignés sous le nom de Herd Book, ou Livre Généalogique, et les Coopératives d'Elevage et d'Insémination Artificielle.

Ces groupes possèdent chacun leur organisation nationale et ont conservé leur existence juridique :

- Comité Fédératif National de Contrôle Laitier (CFNCL),
- Fédération Nationale des Organismes de Contrôle des Performances des Animaux de Boucherie (FNOCPAB),
- Fédération des Livres Généalogiques Bovins (FLGB),
- Union Nationale des Coopératives d'Elevage et d'Insémination Artificielle (UNCEIA),

c) Les Instituts Techniques :

Ce sont des organismes créés par la profession agricole et dont le but est l'amélioration des conditions d'élevage au sens large. Ces organismes consultatifs interviennent au niveau de la production et des marchés pour promouvoir les techniques nouvelles. Ils collaborent tant avec les Institutions qu'avec les Organisations professionnelles agricoles. Ce sont principalement :

- l'Institut Technique de l'Elevage Bovin (ITEB),
- l'Institut Technique du Porc (ITP),
- l'Institut Technique Ovin et Caprin (ITOVIC).

D - CONCLUSION :

Nous venons de voir combien la mécanique est lourde et compliquée, encore n'avons-nous pas parlé de bien d'autres structures qui ne feraient qu'alourdir le tableau. Force nous est de constater que la situation de l'éleveur considéré en tant qu'individu n'est guère florissante. Aux problèmes nationaux viennent se greffer les problèmes internationaux et même mondiaux : La CEE a certainement une responsabilité particulière dans le développement de la crise. Elle a mis beaucoup d'empressement à accepter la clause de pénurie qui a permis d'inonder le marché européen de viande importée, elle a mis beaucoup de délais à supprimer cette clause, puis à lui substituer

(pour un temps limité) la clause de sauvegarde qui stoppe ces importations ; sans parler des problèmes internes à la Communauté (viticulture par exemple). Sans doute la CEE a-t-elle des préoccupations anti-inflationnistes justifiées, mais ses décisions sont guidées par une connaissance inexacte des marchés, de même qu'il y a une appréciation inexacte du potentiel de production interne de la CEE.

Si gouverner c'est prévoir, il faut bien constater que nous n'avons pas de gouvernement européen, encore que l'existence de la CEE puisse servir d'alibi à l'inaction des gouvernements nationaux. L'évolution agricole française paraît avoir été étudiée plus en fonction d'impératifs économiques à court terme que d'impératifs politiques à long terme.

L'agriculteur se compare désormais à une industrie lourde. Qui plus est, tout en devenant l'une des activités dont les besoins d'argent sont les plus grands, par tête de travailleur, elle combine cette caractéristique avec deux autres, que l'on ne trouve pas dans les autres industries lourdes ; d'une part, les cellules de production sont, tout compte fait, de petite dimension ; d'autre part, la rotation des capitaux est lente, ce qui augmente encore les besoins d'argent.

La réalité se traduit par une série d'à-coups qui sont préjudiciables à une activité de longue haleine. L'agriculture moderne postule des investissements importants et d'abord un investissement intellectuel majeur ; la formation des hommes qui s'y consacreront. C'est un métier terriblement compliqué où il faudrait être bon en tout, et comme la dimension de l'unité de production ne permet pas l'emploi de tous les spécialistes voulus, le chef d'exploitation doit, avec ou sans l'assistance des organisations agricoles, faire face à tout, choisir ses productions, produire au meilleur coût, vendre au meilleur prix, investir et emprunter rationnellement, et surtout savoir compter, non pas sur le jour qui passe ou l'année qui vient, mais sur dix ou sur quinze ans. Nous avons cru bon de faire un chapitre spécial sur la formation agricole en France,

chapitre qui aura pour but de montrer, entre autres, que l'enseignement supérieur agricole, autrefois cantonné à l'Institut National Agronomique et aux Ecoles Nationales Vétérinaires, offre aujourd'hui un éventail d'activités tel que ces Etablissements, INA et ENV, sont actuellement dilués dans la masse avec pour conséquence une perte considérable de prestige et de notoriété.

III/ L'ENSEIGNEMENT AGRICOLE :

A - MOTIVATION DU DEVELOPPEMENT DE L'ENSEIGNEMENT AGRICOLE :

Le milieu rural a longtemps souffert d'une sous-scolarisation. En effet, l'agriculture est longtemps restée un domaine à part où la transmission du savoir acquis se faisait de génération en génération. Les jeunes ruraux, associés aux travaux de l'exploitation familiale, étaient tenus à l'écart des études qui, pour les plus doués, se traduisaient de toute manière par une ambition de promotion hors de ce milieu. D'autre part, le faible développement donné à l'enseignement agricole par le passé ne pouvait assurer le renouvellement des moyens et des méthodes techniques. Le bouleversement des structures d'exploitation, consécutif à l'essor de l'agriculture dans les années d'après-guerre, fit apparaître la nécessité de rénover l'enseignement agricole et de l'adapter à une réalité en évolution permanente. Dans le marché de pénurie d'après-guerre, la vulgarisation était envisagée comme un moyen d'augmenter, par l'agriculture, la production de matières premières alimentaires ou industrielles. Dans un second temps, la vulgarisation agricole cherchait à diffuser au maximum le progrès technique auprès des agriculteurs afin d'améliorer leur revenu.

Ce transfert progressif des objectifs assignés à la vulgarisation s'est accompagné d'une prise de conscience, par les agriculteurs, de la nécessité de maîtriser eux-mêmes leur propre réussite économique, et, par conséquent, d'avoir la responsabilité de la mise en oeuvre des actions y conduisant. Ainsi, à mesure que les organisations professionnelles s'engageaient dans un processus de concertation avec les Pouvoirs Publics pour l'élaboration de la politique agricole, la notion de vulgarisation a été progressivement remplacée par la notion de développement.

Le passage de la vulgarisation au développement agricole implique donc :

- une attitude dynamique de l'agriculteur face au progrès technique, économique et humain,
- une notion de responsabilité des agriculteurs.

Cette double exigence a conduit à créer des structures institutionnelles et des mécanismes financiers basés sur la responsabilité des organisations professionnelles et la satisfaction des besoins exprimés par les agriculteurs, tout en maintenant une tutelle des Pouvoirs Publics. En particulier, l'Organisation pour l'Alimentation et l'Agriculture (FAO), l'Organisation des Nations Unies pour l'Education, la Science et la Culture (UNESCO) et l'Organisation Internationale du Travail (CIT) ont créé un "comité consultatif commun sur l'enseignement, la formation et les sciences agricoles" marquant ainsi leur volonté de coordonner leur action, et elles ont organisé en 1970, à Copenhague, la première conférence mondiale sur l'enseignement et la formation agricole. Cette conférence a permis de donner une vue globale des situations et des perspectives dans ce domaine. Ce comité devait jouer un rôle décisif pour promouvoir les "échanges d'expériences, les innovations pédagogiques et institutionnelles, l'insertion et la diffusion de la technologie éducative, l'intégration des formations rurales et agricoles dans les systèmes globaux d'éducation".

Le rapport général du groupe de travail du Comité Consultatif, précédemment cité, et de l'Organisation de Coopération et de Développement Economique (OCDE) constate en 1975 : "qu'avant la deuxième guerre mondiale et quelque temps après, la plupart des conseils était d'ordre technique, mais plus récemment on a mis l'accent sur les aspects économiques ; prévoir en particulier la structure la plus rentable pour les facteurs de production, la meilleure combinaison des spéculations et prévoir des méthodes d'évaluation de l'efficacité technique et économique de chacune d'entre elles et de l'exploitation dans son ensemble. On prend davantage conscience du fait que les fonds consacrés à l'amélioration des structures agricoles sont perdus en grande partie si les agriculteurs ne sont pas bien encadrés sur le plan technique et économique".

Dans un mémorandum d'Octobre 1973, la Commission des Communautés Européennes rappelle "le problème de l'insuffisante formation professionnelle des agriculteurs et salariés agricoles, qui est souvent à la base de l'insuffisante productivité de l'agriculture et partant de revenus insuffisants". Les analyses menées sur les mécanismes de la croissance économique ont établi que l'augmentation de la production n'était pas seulement due à l'augmentation des moyens (capital, travail), mis en oeuvre. Une partie importante de l'accroissement de production ne peut s'expliquer qu'en faisant appel à un troisième facteur de production immatériel que certains appellent "facteur résiduel" ou "facteur intellectuel". Ce facteur traduit la part des augmentations imputable aux activités de recherche, d'enseignement, de formation et de diffusion du progrès. Ces activités sont regroupées dans le terme général "d'investissements intellectuels".

Le système actuel des "investissements intellectuels" s'est mis en place progressivement :

- l'organisation de la recherche agronomique date de 1946 (loi du 18 Mai 1946 créant l'INRA),
- l'enseignement agricole fut profondément rénové par la loi d'orientation agricole du 2 Août 1960 et les décrets d'application du 20 Juin 1961,
- la vulgarisation agricole fut redéfinie en 1959 et la formation des adultes en 1971 : loi "relative à diverses dispositions tendant à la promotion sociale" du 31 Juillet 1959 et loi "portant organisation à la formation professionnelle dans le cadre de l'éducation permanente" du 16 Juillet 1971 qui reprend la loi d'orientation et de programme" du 3 Décembre 1966.

B - STRUCTURES :

1/ Secteurs d'activité :

a) La recherche publique :

Elle est effectuée par l'Institut National de la Recherche Agronomique (7000 personnes dont 1700 chercheurs et ingénieurs),

par les membres de l'enseignement supérieur agronomique et vétérinaire (600 enseignants), par le Centre Technique du Génie Rural des Eaux et Forêts (CTGREF, 160 ingénieurs), et par le Centre National d'Etudes et d'Expérimentation du Machinisme Agricole (CNEEMA, 220 personnes) ; enfin, 600 chercheurs des Instituts Techniques complètent ce large éventail (ITAVI, ITEB, ITOVIC, ITP pour les productions animales).

b) L'enseignement supérieur :

Il est dispensé à près de 6000 élèves dans 24 établissements publics et 7 établissements privés.

c) L'enseignement technique agricole :

En 1975, il a été dispensé à 11500 élèves répartis dans

79 lycées agricoles,
110 collèges agricoles,
181 centres de formation professionnelle agricole pour jeunes,
9 écoles spécialisées de l'enseignement public,
942 établissements privés.

d) Mise en place des cycles de formation professionnelle continue :

Celle-ci a subi une progression remarquable puisque de 26000 stagiaires formés en 1971 on en comptait 70000 en 1975.

Nous laisserons de côté la recherche proprement dite pour nous intéresser davantage à l'enseignement agricole. Depuis la promulgation de la loi du 2 Août 1960 cet enseignement présente un caractère spécifiquement professionnel : il vise à fournir à l'agriculture les chefs d'entreprise, les cadres et les techniciens nécessaires à son expansion.

2/ L'enseignement technique agricole :

Il est important de noter que cet enseignement ne vise pas tant à diffuser la connaissance des techniques du moment qui, à moyen terme, risquent d'être périmées, mais davantage à former des agriculteurs et des cadres ouverts à l'étude de l'évolution des phénomènes techniques et économiques, et capables d'opérer en eux-mêmes les reconversions nécessaires.

L'enseignement technique agricole répartit la formation en 3 cycles :

- le cycle court prépare :

- . au certificat d'aptitude professionnelle agricole (CAPA),
- . au brevet d'études professionnelles agricoles (BEPA),

- le cycle long prépare :

- . au brevet de technicien agricole (BTA),
- . au baccalauréat de sciences agronomiques et techniques (bac D'), qui débouchent sur des emplois de techniciens "qualifiés" ou qui permettent d'accéder à l'enseignement supérieur.

- le cycle supérieur :

- . le cycle supérieur court prépare au brevet de technicien supérieur agricole (BTSA),
- . le cycle préparatoire à l'enseignement supérieur agricole assure la préparation des élèves aux concours d'entrée dans :

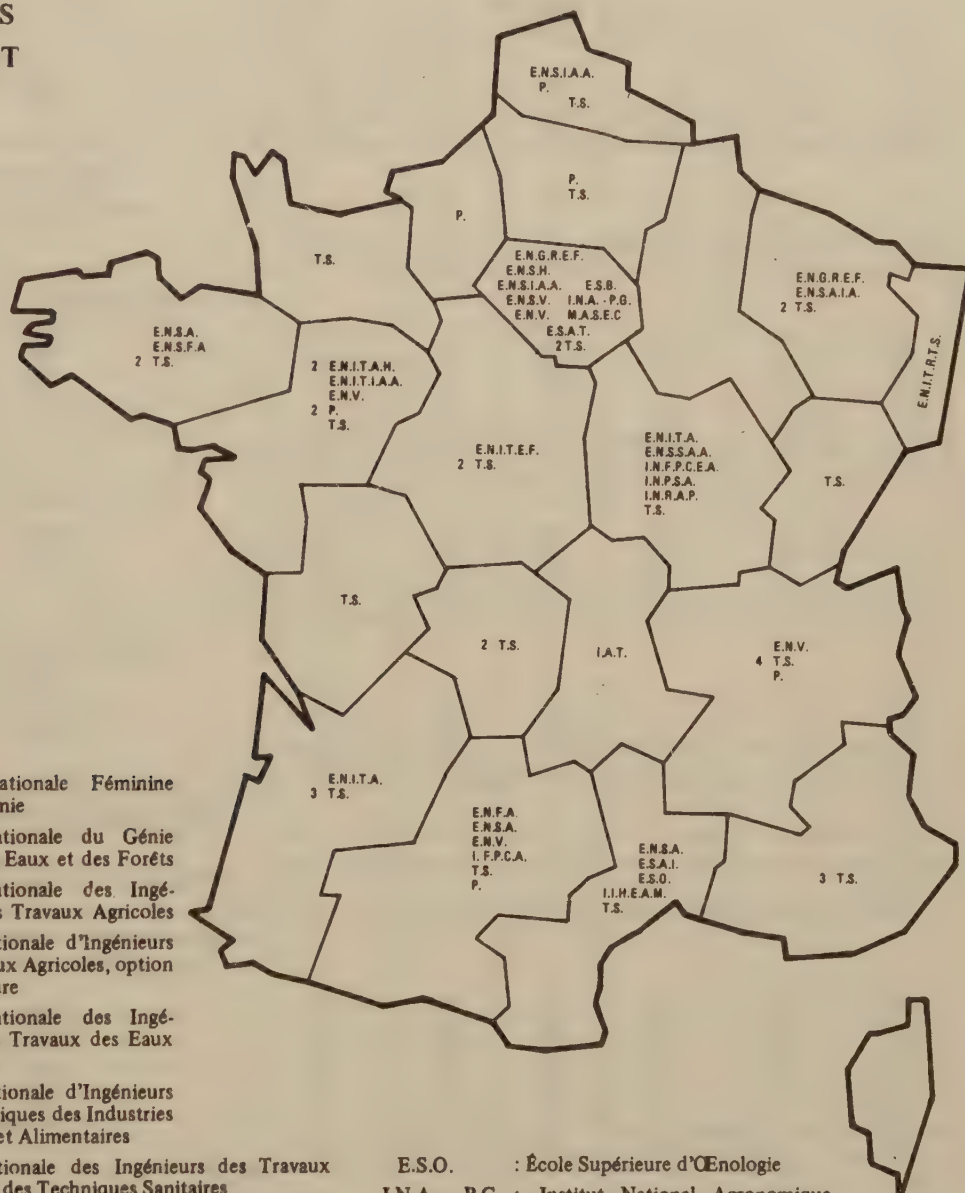
les Ecoles Nationales Supérieures Agronomiques,
les Ecoles Nationales d'Ingénieurs des Travaux,
les Ecoles Nationales Vétérinaires.

Il est à noter que les diplômes du cycle court et le BTA permettent à leur titulaire d'acquérir une qualification professionnelle leur facilitant l'entrée dans la vie active. De nombreuses passerelles permettent de passer d'une formation à l'autre offrant ainsi aux élèves une relative souplesse d'accueil dans une formation technique agricole. Outre la formation d'exploitant agricole qui est la mission essentielle de l'enseignement agricole court, le tableau suivant permet de voir les emplois et débouchés offerts aux titulaires d'un BTA, ou d'un BEPA :

Secteur d'activité	Formation B.E.P.A.	Formation B.T.A.
Exploitation Culture - Elevage - Arboriculture Horticulture - Viticulture - Sylviculture - etc. . .	Ouvrier qualifié Contre-maître Chef d'équipe	Chef de culture Chef d'élevage
Technico-commercial Produits phytosanitaires - Aliments du bétail - Machines agricoles - Engrais - etc. . .	Agent technico-commercial	Agent technico-commercial
Coopératives Céréalières - Fruitières et légumières - Vinicoles - Approvisionnement - Elevage - Matériel agricole Laiterie - Fromagerie - etc. . .	Contre-maître Employé Magasinier	Technicien Agent en cultures Chef de silos Agent technico-commercial
Industries agricoles et alimentaires Laiterie - Fromageries - Conserverie Jus de fruits - etc. . .	Contre-maître	Technicien Chef de fabrication
Administration Services publics - Crédit - Mutualité agricole - Chambres d'agriculture - Centres de gestion - Etablissements bancaires - Assurances	Secrétaire Aide-comptable Prospecteur (crédit)	Contrôleur Rédacteur Comptable Technicien Démarcheur (banque)
Enseignement	Agent de service Moniteur	Répétiteur Maître-auxiliaire Animateur socio-culturel Secrétaire économe Professeur technique adjoint
Laboratoire - Expérimentation	Agent technique	Technicien Assistant technique d'expérimentation
Enquêtes - Etudes		Agent - enquêteur

L'enseignement supérieur assure quant à lui la formation des ingénieurs agronomes à vocation générale, des ingénieurs spécialisés, des techniciens supérieurs et des docteurs vétérinaires. Nous nous contenterons de reproduire deux tableaux émanant du Ministère de l'Agriculture, l'un montrant l'extrême diversité des Etablissements d'enseignement supérieur agricole et leur répartition nationale, l'autre montrant les effectifs de l'enseignement supérieur agricole.

ÉTABLISSEMENTS D'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR AGRICOLE



EN.F.A. : École Nationale Féminine d'Agronomie

EN.G.R.F.F. : École Nationale du Génie Rural des Eaux et des Forêts

EN.I.T.A. : École Nationale des Ingénieurs des Travaux Agricoles

EN.I.T.A.H. : École Nationale d'Ingénieurs des Travaux Agricoles, option Horticulture

EN.I.T.E.F. : École Nationale des Ingénieurs des Travaux des Eaux et Forêts

EN.I.T.I.A.A. : École Nationale d'Ingénieurs des Techniques des Industries Agricoles et Alimentaires

EN.I.T.R.T.S. : École Nationale des Ingénieurs des Travaux Ruraux et des Techniques Sanitaires

EN.S.A. : École Nationale Supérieure Agronomique

EN.S.A.I.A. : École Nationale Supérieure d'Agronomie et des Industries Alimentaires

EN.S.F.A. : École Nationale Supérieure Féminine d'Agronomie

EN.S.H. : École Nationale Supérieure d'Horticulture

EN.S.P. : École Nationale Supérieure du Paysage

EN.S.I.A.A. : École Nationale Supérieure des Industries Agricoles et Alimentaires

EN.S.S.A.A. : École Nationale Supérieure des Sciences Agronomiques Appliquées

EN.S.V. : École Nationale des Services Vétérinaires

EN.V. : École Nationale Vétérinaire

E.S.A.T. : École Supérieure d'Agronomie Tropicale

E.S.B. : École Supérieure du Bois (Établissement privé reconnu)

E.S.O. : École Supérieure d'Oenologie

INA - P.G. : Institut National Agronomique PARIS - GRIGNON

I.A.T. : Institut Agricole de Technologie

I.F.P.C.A. : Institut de Formation des Professeurs de Collèges Agricoles.

I.I.H.E.A.M. : Institut International des Hautes Études Agronomiques Méditerranéennes

I.N.F.P.C.E.A. : Institut National de Formation des Professeurs Certifiés de l'Enseignement Agricole (pour lycées)

I.N.P.S.A. : Institut National de Promotion Supérieure Agricole

I.N.R.A.P. : Institut National de Recherches et d'Applications Pédagogiques de l'Enseignement Agricole

M.A.S.E.C. : Machinisme Agricole et Sciences Économiques Connexes

P. : Autres établissements Privés reconnus

T.S. : Établissements Secondaire ayant des sections de Techniciens Supérieurs

STATISTIQUES ENSEIGNEMENT SUPERIEUR AGRICOLE ET VETERINAIRE

	ANNEE 1973-1974			ANNEE 1974-1975		
	GARCONS	FILLES	TOTAL	GARCONS	FILLES	TOTAL
I - ENSEIGNEMENT SUPERIEUR PUBLIC						
Etablissements supérieurs formant des ingénieurs agronomes et spécialisés :						
- I.N.A. Paris-Grignon	502	81	583	464	81	545
- E.N.S.A. Montpellier	226	28	254	226	39	265
- E.N.S.A. Rennes	215	23	238	198	34	232
- E.N.S.A. Nancy	—	—	—	—	—	—
- E.N.S.A. Toulouse	—	—	—	—	—	—
- E.N.S.I.A.A. Massy-Douai	135	20	155	128	28	156
TOTAL	1.078	152	1.230	1.016	182	1.198
Ecoles d'application :						
- E.N.G.R.E.F. Paris	155	5	160	95	4	99
- E.N.S.S.A.A. Dijon	63	5	68	59	18	77
TOTAL	218	10	228	154	22	176
Centres de troisième cycle :						
- E.N.S.H. Versailles	33	29	62	17	1	18
- C.N.E.A.T. Nogent-sur-Marne	21	3	24	34	3	37
- C.N.E.E.M.A. Antony	—	—	—	—	—	—
TOTAL	54	32	86	51	4	55
Etablissements formant des ingénieurs des travaux agricoles et assimilés :						
- E.N.I.T.A. Bordeaux	159	9	168	149	15	164
- E.N.I.T.A. Dijon	144	7	151	146	11	157
- E.N.I.T.A.H. Angers	111	17	128	107	26	133
- E.N.I.T.I.A. Nantes	19	2	21	65	7	72
- E.N.I.T.R.T.S. Strasbourg	124	9	133	117	10	127
- E.N.I.T.E.F. Nogent-sur-Vernisson	108	7	115	62	10	72
TOTAL	665	51	716	646	79	725
Etablissement d'enseignement vétérinaire :						
- E.N.V. Alfort	374	132	506	352	163	515
- E.N.V. Lyon	338	34	372	333	44	377
- E.N.V. Toulouse	543	21	564	508	34	542
TOTAL	1.255	187	1.442	1.193	241	1.434
Instituts et écoles diverses de l'enseignement supérieur agricole :						
- E.N.S.F.A. Rennes	—	137	137	—	148	148
- I.F.P.C.A. Toulouse	22	54	76	28	32	60
- I.N.F.P.C.E.A. Dijon	21	20	41	—	—	—
- I.N.P.S.A. Dijon	66	24	90	—	—	70
TOTAL	109	235	344			278
Techniciens supérieurs (inscrits dans les établissements d'enseignement supérieur)			339			373
TOTAL			339			373
TOTAL ENSEIGNEMENT SUPERIEUR PUBLIC			4.385			4.239
II - ENSEIGNEMENT SUPERIEUR PRIVE						
Etablissements formant des ingénieurs en agriculture						
- E.S.A. Angers	209	38	247	202	37	239
- I.S.A. Beauvais	270	29	299	264	37	301
- I.S.A. Lille	190	39	229	197	47	244
- E.S.A. Purpan	344	50	394	337	55	392
- I.S.A.R.A. Lyon	167	26	193	184	30	214
- E.S.I.T.P.A. Paris	289	33	322	274	53	327
- Ecole Supérieure du Bois	—	—	100	—	—	109
TOTAL	1.469	215	1.784	1.458	259	1.826
Etablissements formant des techniciens supérieurs						
- E.S.I.T.P.A. Paris			98			57
- Ecole Supérieure du Bois			48			51
TOTAL			146			108
TOTAL ENSEIGNEMENT SUPERIEUR PRIVE			1.930			1.934

Nous concluons ce chapitre relatif à l'enseignement par l'organigramme de l'enseignement supérieur agricole et vétérinaire.

CONCLUSION :

Cette étude relativement longue de la situation agricole française nous montre deux choses :

- Le vétérinaire n'est plus le seul à assurer, sur le terrain, un rôle de spécialiste en matière d'élevage : le développement de la formation agricole à tous les degrés du savoir et du pouvoir a mis sur le marché tout un personnel, assez hétérogène, qui empiète sur le domaine autrefois réservé au vétérinaire.
- Le développement et la mise en place des structures agricoles, sur des bases économiques et juridiques, ne mentionnent nullement les rôles particulièrement dévolus aux vétérinaires. C'est dire que c'est à eux de s'organiser et de s'imposer pour mettre en oeuvre les qualités techniques et la compétence que leur auront conférées deux siècles d'histoire.

Nous allons maintenant montrer que l'évolution de la profession qu'on aurait pu attendre, au regard de l'évolution agricole, est loin de s'être faite et a entraîné une inadaptation et un retard aujourd'hui difficiles à rattraper.

CHAPITRE II - L'INSERTION DU VETERINAIRE DANS L'ECONOMIE ACTUELLE

I/ HISTORIQUE : LE VETERINAIRE, NOTABLE RURAL

A - Développement de la profession vétérinaire :

Le mépris qu'a longtemps inspiré l'animal s'est amenuisé au cours des siècles ; de ce fait, l'Art Vétérinaire s'est lentement développé :

longtemps entaché d'empirisme, il prend une réelle importance au XVIII^{ème} siècle avec la création d'un enseignement vétérinaire. Cependant, le vétérinaire reste confondu avec l'empirique et le maréchal ferrant.

La tâche du vétérinaire devient plus précise en 1813, date à laquelle les préfets utilisent les vétérinaires dans le cadre des prophylaxies. Le véritable essor de la profession vétérinaire, lié à l'accession à un rang social élevé, se situe entre 1830 et 1900, période qui correspond à l'arrivée au pouvoir de la Bourgeoisie.

L'histoire de la Médecine Vétérinaire et en particulier son caractère libéral est lié dès cette époque à l'importance politique de la Bourgeoisie issue du développement du commerce et de l'industrie. La Troisième République est le reflet de cette accession définitive.

Les épizooties, en menaçant l'économie rurale mais aussi la cavalerie de l'Armée, vont stimuler le développement de la profession vétérinaire et, par la même, augmenter sa compétence. La plus-value donnée aux productions animales et agricoles par le commerce ainsi que l'amélioration de l'élevage multiplient les interventions du praticien. L'Epoque Pastorienne de la fin du XIX^{ème} siècle symbolise et concrétise le prestige de l'Art Vétérinaire.

B - L'accession à la notabilité :

L'étudiant vétérinaire est en général fils de gros fermier ou propriétaire, c'est-à-dire issu de la bourgeoisie rurale qui s'est affirmée depuis la Révolution. Instruit, universitaire, il s'imposera face aux empiriques et aux maréchaux ferrants dotés d'une formation insuffisante pour répondre aux problèmes nouveaux de l'élevage, tant dans le domaine sanitaire que pathologique. L'animal étant considéré comme individu, compte tenu de la composante affective des rapports éleveur-animal et au vu des structures agricoles du début du siècle, on s'explique facilement l'orientation de la pratique vétérinaire vers une médecine individuelle et curative à l'image de celle de l'homme.

A l'égal du médecin, le vétérinaire dont l'acte de guérir lui gagne le respect de l'éleveur, s'élève dans la hiérarchie sociale. Issu du milieu rural et qui plus est de la classe possédante, le vétérinaire est jugé comme porteur d'idées nouvelles génératrices de progrès.

Le praticien devient le médiateur entre la bourgeoisie citadine, classe dominante, et la masse paysanne. Il devient souvent le représentant élu de la classe paysanne dans tout système politique local, régional ou national.

C - Le vétérinaire, intellectuel libéral :

Le remplacement des structures féodales par le mode de production capitaliste passe par le développement de diverses couches intellectuelles qui cherchent à accéder aux fonctions d'hégémonie et de domination dans le domaine politique. Comme le déclare GRAMSCI :

"chaque groupe social, naissant sur le terrain originel d'une fonction essentielle, dans le domaine de la production économique, crée en même temps que lui, organiquement une ou plusieurs couches d'intellectuels qui lui donnent son homogénéité et la conscience de sa propre fonction, non seulement dans le domaine économique, mais aussi dans le domaine politique et social".

BON & BURNIER dans "les nouveaux intellectuels" déclarent quant à eux :

"une fois le danger de la Restauration écarté, la III^{ème} République s'installe et s'affirme définitivement une République Bourgeoise. En même temps qu'elle affermit son pouvoir sur la société, elle amène à la surface une couche intellectuelle nouvelle : juristes, médecins, professeurs, notaires, pharmaciens (vétérinaires) ... dont l'importance ne cesse de croître. En lutte contre les conceptions plus traditionnalistes qui régnaient auparavant, cette couche remplace progressivement les anciens notables, conquiert le Parlement ...

(elle peut) se réclamer de la Philosophie des Lumières, de la totalité ou d'une partie du legs de la Révolution Française et d'une longue lutte pour le Libéralisme et la République".

Ainsi, plus par leur culture, leur mode d'expression, leurs relations que par leur stricte qualification professionnelle, les vétérinaires en milieu rural ont été les vecteurs de l'idéologie bourgeoise.

Tant que l'animal a gardé, dans le cadre de l'exploitation familiale, une valeur foncière et affective, l'éleveur fut longtemps en état de dépendance technique du vétérinaire. L'exercice libéral caractérise également les conditions d'élevage, de marchandage du service proposé par le praticien. D'autre part, lors du contrat tacite de soins, l'indépendance du praticien est l'un des termes de ce contrat et rien n'impose au vétérinaire le partage de son savoir. La pression du vétérinaire sur l'éleveur est basée sur l'ignorance et l'inaptitude de l'éleveur à pouvoir porter un jugement sur ses actes professionnels. De même, le secret professionnel constitue un autre élément du contrat tacite de soins et s'il garantit l'indépendance technique et morale du praticien dans ses actes, il contribue à augmenter cette position de force du vétérinaire par rapport à son client. Son mode de rémunération est le paiement direct à l'acte des honoraires par l'éleveur responsable de l'appel du praticien.

Ainsi, dans le cadre libéral, les rapports sont très individualisés ; la liberté de prescription, le secret professionnel sont les garants de l'indépendance surtout technique du praticien dans la délivrance de son service.

Donc l'histoire de la médecine vétérinaire ne se trouve explicitée que par rapport au système économique et politique dans lequel il a vu le jour et à partir duquel il a défini un sens à son projet. Le libéralisme économique appliqué aux structures agricoles s'est appliqué aussi au mode de production de la médecine vétérinaire : celui-ci est libre et individuel.

Trois dates importantes reflètent cette accession à la notoriété et à la notabilité :

- la loi du 31 Juillet 1923 qui institue le diplôme de Docteur Vétérinaire,
- la loi du 17 Juin 1938 accordant aux vétérinaires le monopole d'exercice de la médecine et de la chirurgie des animaux,
- la création, en Février 1942, de l'Ordre des Vétérinaires.

A titre indicatif, l'Annuaire ROY (édition de 1975) signale parmi les vétérinaires occupant une fonction électorale :

- 1 membre du Gouvernement,
- 7 membres à l'Assemblée Nationale et 10 suppléants,
- 2 membres au Sénat et 6 suppléants,
- 115 conseillers généraux,
- 137 maires et 108 maires adjoints,
- 14 membres au Conseil Economique et Régional.

II/ LE VETERINAIRE TECHNOCRATE :

A - La mutation de l'agriculture :

Au lendemain de la dernière guerre mondiale, deux principes sont à la base de la réorganisation économique : modernisation de l'équipement et augmentation de la productivité ;

cette politique a, entre autres buts, de faire de l'agriculture un secteur rentable.

Les objectifs principaux sont :

- l'augmentation des rendements à l'hectare et par tête de bétail,
- le remplacement de la traction animale par la traction motorisée,
- l'amélioration génétique du cheptel par l'insémination artificielle,
- l'encadrement coopératif et le remembrement,
- la création de services de recherche, d'enseignement et de vulgarisation.

Dès 1948 l'aide importante de l'Etat (900 milliards de francs de l'époque à l'agriculture) a pour conséquence d'offrir à la petite exploitation familiale de nouvelles possibilités d'adaptation. Parallèlement, les industries agricoles et alimentaires connaissent un développement remarquable (voir première partie).

La Caisse Nationale de Crédit Agricole, en contrôlant 90 % du financement, se place en position de monopole et favorise ainsi la pénétration capitaliste dans ce secteur : aux prêts à court terme illustrant un ajustement des exploitations se substituent des prêts à moyen et long termes traduisant investissement et restructuration.

B - Evolution de la pratique vétérinaire :

Le développement de la traction motorisée a eu pour conséquence une baisse d'activité et de rentabilité des clientèles rurales qui inquiéta les praticiens. Il était urgent que la profession s'intéresse aux changements qui se produisirent dans le monde agricole et surtout y participe.

Au niveau syndical, c'est dès le congrès de 1949 à Paris que l'on prit conscience de cette évolution et l'on y décida la création de sections techniques par espèces ou par spécialités chargées de la formation professionnelle des praticiens.

En matière sanitaire, le rôle assigné aux services vétérinaires fut de réduire les pertes dues aux affections et maladies : la priorité est donnée à la prophylaxie collective des maladies et en premier lieu à la tuberculose et la fièvre aphteuse.

A la notion de pratique curative et individuelle s'est donc substituée progressivement celle de médecine préventive et collective : les changements qu'elle implique quant à sa mise en oeuvre imposent des connaissances et une pratique vétérinaire spécifiques et nouvelles.

De nombreux praticiens comprirent que de thérapeutes ils devaient devenir hygiénistes à tous les échelons de la production animale. Plus ou moins rapidement l'action syndicale fut donnée dans le sens d'une augmentation et d'une diversification de la technicité des praticiens en vue de conserver à la profession la place prépondérante qu'elle tient dans le domaine des productions animales et d'étendre son champ d'activité.

C - La place du vétérinaire dans le cadre économique et politique :

Tant que son activité reste libérale, le vétérinaire n'appartient ni à la classe qui entretient des rapports d'exploitation (intégrateurs, IAA ...), ni à celle qui subit cette exploitation (masse paysanne). En effet, le travail de ces vétérinaires ne donne lieu ni à un rapport d'exploitation, ni à une production directe de plus-value ; celui-ci ne relève donc pas du mode de production capitaliste mais de la forme de production marchande simple.

Ainsi comme le déclare IMBERT dans sa thèse :

"Le travail des vétérinaires est distribué sous la forme de services dont les produits ou les activités sont consommés directement comme valeur d'usage et qui ne s'échangent pas contre du capital mais contre du revenu".

A l'inverse, la salarisation des vétérinaires, contemporaine du développement du capitalisme monopoliste en agriculture, donne lieu à un rapport domination-subordination ; lequel se réfère non seulement

à la division travail intellectuel-travail manuel, mais surtout à la division technique du travail directement lié au monopole du savoir et du pouvoir. Ainsi aux intellectuels libéraux se succèdent deux couches intellectuelles :

- l'une liée à la fonction du pouvoir, les technocrates,
- l'autre liée à la fonction du savoir, les techniciens.

La Technocratie se définit comme la classe exerçant la fonction de pouvoir dans une société axée sur la science et le progrès technique ; c'est à cette couche qu'appartiennent les fonctionnaires administratifs.

Les Techniciens par contre, au-delà du sens commun ou professionnel, sont plutôt représentés par les salariés vétérinaires du secteur privé (firmes d'aliments du bétail, laboratoires pharmaceutiques, salariés de groupements de producteurs ...) et par certaines catégories de fonctionnaires (voir chapitre plus loin).

Quelle que soit la catégorie socio-professionnelle du vétérinaire, on retrouve cependant une même communauté d'idées qui le rattachent à l'ensemble petit bourgeois.

Malgré les tensions vives qui existent au sein de la profession, notamment entre salariés et libéraux et dont nous reparlerons plus loin, on dénote un lien idéologique qui assure une relative cohésion de l'ensemble de la profession.

En substance le Président LE BERRE déclarait :

"ayant les mêmes grands anciens, issus d'une même formation, possesseurs d'un même diplôme, d'un même titre, les vétérinaires sont inévitablement condamnés à une totale solidarité".

Cette idéologie corporative fait rétrocéder les rapports économiques et politiques au second plan et, par le fait, contribue à l'isolement économique du vétérinaire. Ainsi donc les vétérinaires sont à la charnière entre l'idéologie capitaliste représentée par le pouvoir bourgeois, détentrice des moyens de production, et l'ensemble des salariés.

Cependant, la collusion des vétérinaires avec l'Etat, du fait de leur participation à la politique de l'Etat (fonctionnaires, salariés d'entreprises multinationales) ou du fait de son éthique corporatiste et de son idéologie dominante, amène la profession à se détourner de la classe ouvrière et paysanne.

Ce choix est la reconnaissance d'une même appartenance de classe : la Petite Bourgeoisie.

III/ LA REALITE ACTUELLE DU PRATICIEN LIBERAL RURAL :

A - Le vétérinaire face aux petits éleveurs :

Nous retiendrons les points suivants comme autant de problèmes qui se posent :

- insuffisance des effectifs vétérinaires ruraux,
- excès de travail et servitude des tâches,
- difficultés dans les rapports avec les éleveurs,
- faible niveau technique de la plupart des interventions.

Il y a bien sûr rapport de cause à effet entre ces différents points.

Du fait de l'augmentation du cheptel et de la plus grande fragilité des animaux sélectionnés et à haut rendement, du fait de la nécessité d'éliminer par des mesures de prophylaxie édictées par l'Etat des maladies et affections de plus en plus nombreuses (classiquement fièvre aphteuse, tuberculose, brucellose mais bientôt mammites, stérilité, parasitismes, etc ...), la somme de travail demandée à la profession vétérinaire s'est beaucoup accrue. Si les rapports entre vétérinaires et petits paysans pratiquant une polyculture de survie restent encore ceux d'une époque révolue, il n'en est plus de même avec la nouvelle génération d'éleveurs dont nous avons parlé au tout début de notre travail : les relations sont alors réduites à leur plus simple expression.

Parallèlement ce client, qui plus est s'il a fait quelques études en lycée agricole, préfère souvent "se débrouiller" seul face aux problèmes pathologiques et sanitaires. Le vétérinaire ne sera alors consulté qu'en dernier ressort et bien souvent il est trop tard : aux frais de soins s'ajoute la perte de l'animal ou du moins sa non-valeur économique. L'efficacité technique de l'intervention du vétérinaire est alors, à tort, mise en doute.

Par contre, on peut parler du faible niveau technique de la plupart des interventions du vétérinaire rural qui ne sont que la répétition de quelques gestes devenus faciles, l'application de recettes thérapeutiques. Ces éleveurs de plus en plus nombreux sentent ces interventions à leur portée. Il n'y a plus autour d'une technique autrefois délicate et difficile cette auréole de mystère qui contribuait à la notoriété du praticien.

Cependant le praticien, du fait de l'insuffisance des effectifs ruraux, et par sa volonté de tout faire, conserve encore actuellement cette clientèle que nous qualifieront de traditionnelle ; le vétérinaire est toujours sollicité, si son champ d'intervention s'amenuise, sa journée de travail bien que routinière reste bien remplie, mais son image de marque s'est considérablement détériorée.

B - Le vétérinaire face aux gros éleveurs ou à l'élevage programmé :

Il convient de faire une différence entre ceux que nous qualifions de "gros éleveurs" et ceux qui appartiennent à l'élevage dit "programmé", c'est-à-dire ceux qui pratiquent l'intégration.

Si les premiers concernent les élevages importants quant aux unités de cheptel et à l'importance des capitaux investis, pour les seconds cette terminologie ne préjuge pas du nombre d'animaux, certains élevages de veaux en batterie, de taurillons ou de truies nourrices ne dépassent parfois pas quelques dizaines d'animaux. L'objet de ce paragraphe est d'analyser les raisons de l'éviction pure et simple du vétérinaire libéral de ces structures. Nous voyons à cela deux causes majeures :

- la démesure du coût d'intervention par rapport à l'acte,
- l'incompétence du praticien dans de nombreux domaines.

1/ Importance économique de l'acte vétérinaire

Le paiement direct à l'acte est la caractéristique essentielle de l'exercice libéral ; le praticien, comme tout membre d'une profession libérale, décidant seul du montant de sa rémunération, caractérise ses actes par une relation socialement hiérarchisée entre l'éleveur et lui-même. Le montant des honoraires se trouve davantage lié à la nature de l'intervention qu'à son efficacité économique.

Nous divisons les éléments en présence dans la rémunération d'un acte vétérinaire en deux parties :

- une première, que nous qualifierons d'honoraires au sens strict ;
il y entre en ligne de compte :
 - . l'amortissement des moyens techniques employés (matériel, voiture, documentation, temps passé, personnel, locaux, etc ...)
 - . la contribution à l'entretien de la vie et de la science du vétérinaire (acquisition, entretien et augmentation du savoir)
 - . charges afférentes à l'organisation professionnelle (syndicat, ordre, sécurité sociale, retraite ...)
 - . le paiement des éventuelles sujétions (travail de nuit, déplacements inutiles ...)
 - . le pourcentage du profit obtenu par le client pour le maintien ou l'accroissement de ses biens.
- une deuxième partie, constituée par la marge bénéficiaire que s'octroie le praticien sur la vente des médicaments ; cette marge s'accroît même parfois lorsqu'il administre lui-même le médicament, surtout si la voie utilisée (intraveineuse, intrapéritonéale) n'est pas à la portée de l'éleveur. Ce bénéfice alourdit nettement la note puisqu'il peut parfois la doubler.

Le paiement direct à l'acte reflète donc la situation de classe du vétérinaire. S'il existe une tarification minimum pour chaque acte, celle-ci est laissée à l'appréciation personnelle du praticien et revêt donc un caractère unilatéral dans la relation éleveur-vétérinaire.

Par ce mode de rémunération, la recherche du plus grand profit entraîne une multiplication des visites quotidiennes, ce qui incite à une médecine rapide qui en compromet plus ou moins la qualité. Ainsi la rémunération ne sanctionne pas un acte bien ou mal fait ; elle est liée à la personne qui exerce, à sa notoriété, non à sa compétence technique ; cependant qu'une rémunération salariée, que ce soit sous forme de vacations, de contrat ou d'un fixe au mois, n'est pas sujette aux variations très subjectives du paiement direct à l'acte.

Ainsi comme le conclut BOURDEAU dans sa thèse : "à valeur professionnelle égale, le technicien coûte moins cher que le docteur vétérinaire".

Telle est l'une des causes de l'éviction du vétérinaire libéral de l'élevage programmé encore appelé un peu pompeusement "élevage industriel" qui emploie souvent à temps plein ou un technicien d'élevage ou un vétérinaire salarié.

2/ L'incompétence du vétérinaire dans de nombreux domaines :

Nous distinguons d'abord une incompétence liée à une mauvaise application des connaissances sensées être acquises à l'Ecole, à savoir la zootechnie enseignée en première et deuxième années, l'alimentation enseignée en deuxième année. Au cours des deux années suivantes principalement axées sur la pathologie, aucune révision et surtout aucune corrélation ne sont faites avec ces deux matières. L'étudiant a donc tout loisir d'oublier ces connaissances. Si bien qu'en face d'une question pratique posée par un éleveur, le praticien est rarement capable de faire un rationnement ou un bilan énergétique ; souvent, il prétextera le manque de temps plutôt que son ignorance et il se cantonnera dans des explications imprécises ou erronées.

Il en est de même pour des problèmes concernant l'environnement (habitat, technique de production, machinisme ...). Par exemple, en cas de mammites, le vétérinaire incrimine rarement l'hygiène de la traite ou le mauvais réglage de la machine à traire.

En cas de stérilité, de rétention placentaire, il n'est pas souvent apte à juger d'une déficience hormonale ou plus simplement d'un déséquilibre phospho-calcique d'une ration, etc ...

D'autre part, le vétérinaire n'est pour ainsi dire jamais consulté pour des problèmes touchant de près ou de loin la génétique (sélection, rendement laitier, qualité des carcasses).

Nous distinguons enfin une incompétence liée à une carence évidente dans sa formation en matière d'économie rurale au sens large. Nous sommes conscients que ce domaine n'est pas strictement lié au rôle du vétérinaire considéré d'abord comme un pathologiste mais dans la mesure où son travail est tributaire de la condition de la classe paysanne, le praticien se doit d'être (au moins) au courant des problèmes fondamentaux du monde rural, tant dans le domaine purement technique (rentabilité, gestion d'une exploitation) que dans le domaine économique et social (exode rural, problèmes fonciers, marché des prix ...).

C - Conséquences directes :

a) L'isolement du vétérinaire rural dans l'économie actuelle :

Dans l'organisation corporatiste de la profession et le service proposé par les praticiens, on perçoit très nettement la défense d'une situation acquise selon laquelle le vétérinaire est le meilleur spécialiste en matière de production animale ; la technicité, les connaissances et donc la haute qualification leur apparaissent souvent comme la meilleure défense de la profession.

Cependant, nous avons vu que la volonté de tout faire avait pour conséquence d'entraîner les praticiens dans les besognes les plus simples et les plus routinières. La conception volontairement restée "médicale" et le monopole des soins aux animaux ont contribué à inadapter l'intervention du vétérinaire à l'élevage moderne, notamment lorsque celui-ci conçoit les problèmes sanitaires en terme de prévention et à l'échelon du troupeau et non plus uniquement en termes de guérison et à l'échelon individuel.

Comme le déclare MEUNIER dans sa thèse : "le malaise vétérinaire est peut-être dû au fait que le praticien est utilisé à son insu pour pérenniser certains rapports dans l'agriculture, mais qu'au fond il est en retard sur ceux qui profitent directement de la survivance de ces rapports (industriels, capitaux divers, agriculteurs dynamiques ...). Ceux là mêmes qui profitent de cette survivance sauront d'ailleurs parfaitement utiliser d'autres organisations professionnelles (salariés vétérinaires, ingénieurs agronomes, techniciens agricoles) en cas de carence du libéralisme vétérinaire".

b) La supplantation par les techniciens d'élevage :

Compte tenu des conditions actuelles de diffusion et de commercialisation des médicaments vétérinaires, de la liberté de prescription des conseils associée à la vulgarisation vétérinaire, le monopole d'exercice de la médecine vétérinaire échappe de plus en plus au praticien.

Nous avons déjà défini précédemment ce que l'on entend par "technicien". FROMM, dans sa thèse, distingue "les techniciens constituant l'aristocratie ouvrière par une culture technico-empirique et les intellectuels techniciens qui se caractérisent par une culture technico-scientifique".

Très grossièrement et au vu de l'enseignement technique agricole que nous avons étudié au début de notre travail, nous pouvons avancer qu'au niveau de la production et surtout au niveau des rapports sociaux les titulaires d'un CAPA ou d'un BTA appartiennent plutôt à la première catégorie de techniciens, alors que ceux titulaires d'un BTSA ou issus de l'enseignement supérieur agricole appartiennent à la deuxième catégorie.

Cette nouvelle couche sociale ainsi que le développement de nombreuses structures (Etablissement Départemental de l'Elevage, Groupement de Défense Sanitaire, Chambres d'Agriculture, Coopératives ...) entraînent un effritement du domaine d'activité autrefois réservé aux praticiens.

De tels pôles d'activité vétérinaire, souvent mis en place sans les vétérinaires, aussi bien dans la chaîne agro-alimentaire que dans le circuit pharmaceutique, aidés par un corps de techniciens dont la profession libérale a toujours refusé la création, se substituent progressivement au praticien libéral dans l'exercice de la médecine vétérinaire. Les praticiens assurent de moins en moins l'encadrement technique de l'élevage. Ils ne sont plus les seuls à diffuser le progrès et les connaissances.

Avec le développement du mode de production capitaliste un nouveau pouvoir, qui a ses lois et sa logique propres, s'est instauré. Les libéraux et avec eux les anciennes structures libérales font figure d'arrière-garde et se trouvent écartés des structures nouvelles et surtout des pôles de décision.

CONCLUSION :

Au terme de l'étude de l'insertion du vétérinaire dans l'économie agricole, nous avons vu une perte d'influence progressive du praticien traditionnel auprès du monde paysan au profit d'une nouvelle couche de techniciens à laquelle appartiennent du reste de nombreux vétérinaires salariés. Nous avons vu que la mise en place des nouvelles structures agricoles s'est faite sans le concours des vétérinaires libéraux.

L'ensemble des vétérinaires cherche à conserver une influence technique, sociale et politique soit par le jeu du pouvoir (le vétérinaire notable rural, le vétérinaire technocrate), soit par le jeu du savoir (le vétérinaire technicien).

Cependant, au niveau de la pratique libérale rurale, le vétérinaire est resté un "médecin" : le contrat de surveillance et de prévention s'est rarement substitué au contrat de soins. Le technicien d'élevage, outre le fait qu'il coûte "relativement" moins cher que le praticien traditionnel, est plus attentif aux variations des facteurs d'environnement (alimentation, habitat) qu'à l'apparition des symptômes morbides, les premiers causant souvent, donc, précédant les seconds.

D'autre part "la maladie", révélatrice ultime d'un dérèglement dans la conduite d'un élevage, est en général connue du fait de la meilleure information des éleveurs. Ceux-ci sont souvent à même de la traiter (plus ou moins bien).

Dans un second temps l'éleveur, aidé du technicien, mettra en place un plan de prophylaxie. Cet état de fait concourt à augmenter l'influence du technicien (parfois imposé) et par là même son audience auprès de l'éleveur.

Malgré tout, le comportement collectif des intellectuels techniciens est difficile à saisir ; cette couche est en voie de formation. En apparence elle est fortement intégrée au système néo-capitaliste qui envahit le secteur agricole. Celui-ci leur fait une place de choix : leur niveau d'intervention donne accès aux privilèges de la classe dominante.

Cependant, et c'est assez récent, de nombreux intellectuels techniciens apparaissent comme une force de contestation de la logique capitaliste. Nous reprendrons cette idée plus loin.

Ainsi, dans la profession vétérinaire, on peut noter deux tendances qui s'opposent :

- une tendance réactionnaire et conservatrice qui condamne l'évolution actuelle et prône le respect des situations acquises ;
- une tendance réformiste dont l'ambition est d'ajuster l'exercice professionnel à l'évolution en cours.

Au sein de cette deuxième tendance, on distingue les Techniciens et les Technocrates, mais aussi une fraction des libéraux et dont nous reparlerons plus loin.

Après cette étude globale de l'évolution de la profession vétérinaire et de son insertion actuelle dans l'économie agricole française, il convient maintenant d'analyser les causes profondes du malaise que traverse actuellement la profession.

CHAPITRE III - LES CAUSES VERITABLES DU MALAISE

INTRODUCTION

Il ne fait aucun doute qu'actuellement la profession vétérinaire se trouve en discordance avec sa raison d'être. Pour dire mieux, la structure économique qui sert de base à la profession et sur laquelle elle est organisée, évolue de façon accélérée.

Cette modification du milieu dans lequel nous nous déplaçons n'est pas suivie par une mise à jour de notre structure organique, syndicale, enseignante et administrative, pas plus que de nouvelles directives et de nouveaux programmes.

Si nous examinons les caractéristiques professionnelles majeures, inchangées depuis trente ans, et les comparons avec le substratum économique dont nous dépendons (agriculture, courants de production et de consommation, industrialisation) nous nous rendons compte des rythmes d'évolution différents qu'ils ont subi et, par conséquent, du déphasage dont nous venons de parler.

Nous croyons que le premier devoir est de créer une conscience professionnelle d'abandon des vieilles procédures pour s'adapter à la structure économique nouvelle qui a évolué sans demander notre avis.

Nous allons voir qu'un des points critiques du malaise actuel vient d'un enseignement inadapté. En la matière beaucoup de choses ont été dites, redites, contredites ; beaucoup d'encre a coulé mais les heures d'études et de préparation, l'argent et le temps employés en colloques, commissions ou autres motions pour rechercher un perfectionnement ne suffisent pas si la Société qui pourrait en être l'utilisateur ignore ce que nous valons et ce à quoi nous servons.

En premier lieu nous allons voir que l'information des candidats à la profession est mauvaise ; nous étudierons ensuite les problèmes spécifiques à l'enseignement ; enfin, nous aborderons les

questions relatives à l'organisation de la profession, à savoir le Syndicat, l'Ordre et la Déontologie.

I/ MAUVAISE INFORMATION DE CE QU'EST LA PROFESSION VETERINAIRE

A - DEFINITION "POPULAIRE" DU VETERINAIRE :

Dans l'esprit du commun des mortels, le vétérinaire est le médecin des animaux.

A l'image du médecin humain c'est un pathologiste et un thérapeute, c'est-à-dire un spécialiste qui, par son savoir et son expérience, découvre la cause d'une maladie et la soigne.

Outre le fait qu'il rétablit la santé de l'animal, il concourt au réconfort moral de son propriétaire, tant sur le plan économique s'il s'agit d'un animal de rapport que sur le plan affectif, voire social, s'il s'agit d'un animal de compagnie.

Si la considération est plus forte auprès du client vis-à-vis du médecin de famille pour ce qui est du poids de la responsabilité du praticien face au malade, le vétérinaire tire un prestige supérieur à celui du médecin dans l'approche sémiologique du patient ; combien de fois a-t-on pu entendre dire : "vétérinaire c'est plus dur que docteur car les animaux ne parlent pas".

Ainsi le vétérinaire est avant tout un clinicien. Secondairement on lui donne un rôle dans la protection de la santé publique (inspection des viandes, hygiène alimentaire) ou dans le vaste domaine de la recherche scientifique, mais alors la fonction du vétérinaire auprès de l'opinion publique reste floue, si ce n'est totalement ignorée.

B - LES FACTEURS D'ENGOUEMENT POUR LA PROFESSION :

1/ L'essor de l'animal de compagnie :

L'animal a toujours joué auprès de l'homme un rôle essentiel :

il représente la vie vraie et libre, avec tout ce qu'elle comporte de non-conditionnement, de réactions instinctives, de comportements naturels, autant d'éléments, qui peu à peu, se sont retirés de la vie de l'homme d'aujourd'hui.

Ce phénomène conduit notamment le citadin à tisser avec l'animal de compagnie des liens d'autant plus étroits qu'ils s'avèrent par ailleurs difficiles avec ses propres semblables.

Le Docteur Ange CONDORET, dans son livre "l'animal, compagnon de l'enfant", déclare en l'occurrence : "l'homme a toujours eu envers les animaux des rapports passionnels, que ce soit pour les chasser, les apprivoiser, les dompter, les élever, les manger, les diviniser, s'en vêtir ; l'homme a mis les animaux au centre de sa pensée et de ses actions ...

... c'est à ce titre que l'animal deviendra un langage, qu'il sera le support de l'expression de tout ou partie de l'être intérieur, de ses tendances bonnes ou mauvaises, de ses paradoxes, de ses contradictions, de ses angoisses".

L'essor de l'animal de compagnie, surtout en milieu urbain, associé au battage publicitaire que l'on fait autour de la protection de la Nature, en particulier des espèces animales, suscite un intérêt de plus en plus vif, surtout chez l'enfant pour ce domaine.

2/ Le caractère libéral de la profession vétérinaire : critère de choix chez l'adolescent :

L'adolescent et particulièrement le lycéen, confronté plus tôt qu'autrefois aux problèmes des rapports humains et conscient des agressions tant psychiques que physiologiques de la société actuelle recherchera pour son avenir une activité appropriée à son besoin de liberté et d'indépendance. L'idée que l'adolescent se fait du caractère libéral d'une profession, associée au fait que la pratique vétérinaire allie le travail manuel au travail intellectuel, font que le choix pour cette activité est souvent très précoce.

Lorsque ce choix s'affermir et cherche à se concrétiser, une première difficulté se présente au candidat à la profession vétérinaire : la sélection dès la préparation au baccalauréat ; pour les uns ce sera l'abandon d'un rêve, pour les autres une motivation supplémentaire à ce choix : la sélection au niveau de l'entrée en classe préparatoire, puis au concours d'entrée devient un critère de réussite sociale.

C - LA CLASSE PREPARATOIRE :

Pour la majorité des préparationnaires, exceptés les chanceux ou les sujets particulièrement doués, la nécessité de réussir à un concours où les connaissances demandées sont non seulement astronomiques mais surtout inadaptées à une réelle préparation au métier de vétérinaire, font de ce passage une période de repli sur soi, d'individualisme, de sclérose de l'esprit critique : pendant un, plus souvent deux, parfois trois ans, le seul objectif est de faire mieux que le voisin.

Le vétérinaire gardera toute sa vie le souvenir de la préparation au concours pendant laquelle il aura appris à travailler à la limite de ses moyens, souvent seul (ou tout au plus en équipe de deux ou trois) et à l'écart de tout ce qui ne touche pas de près ou de loin à sa réussite personnelle (vie de famille, loisirs, informations, activités sociales ou culturelles ...).

La classe préparatoire, véhiculant des idées bourgeoises et réactionnaires (prestige des Grandes Ecoles, valeur et force morale de l'effort intellectuel, nécessité du travail personnel pour une place au soleil, etc ...) et l'impact psychologique que cette période crée, surtout au seuil de sa formation, contribuent largement à l'insertion tronquée et donc à l'inadaptation du vétérinaire dans les structures économiques actuelles.

D - PREMIERES CONCLUSIONS :

On choisit généralement la profession vétérinaire pour des raisons bien précises ; les motivations parfaitement justifiées sont très précoces, mais le jeune qui se destine à la profession a généralement une notion floue, en tout cas très incomplète de ce qu'elle est réellement : nous retiendrons les faits suivants comme autant de points que les candidats à la profession ignorent :

- en milieu rural le vétérinaire deviendra de plus en plus un hygiéniste, un économiste, un conseiller technique, alors que son rôle de pathologiste, dans le cadre d'une profession libérale, aujourd'hui encore critère de choix, ira en s'amenuisant, ou du moins ne sera plus celui que l'on croit trouver ;
- en milieu urbain, outre la pléthore qui commence à se faire sentir et dont on fait rarement mention, le côté "médecin de l'animal" reste ancré dans les esprits : à notre connaissance on n'a pas encore avancé le rôle que peut jouer le vétérinaire dans la relation homme-animal sur le plan du comportement psychologique des individus vivant en milieu urbain concentrationnaire ;
- enfin et surtout, le vétérinaire n'est pas uniquement un clinicien : la demande actuelle en vétérinaires concerne d'une part le domaine de la technologie et du contrôle de la qualité des denrées alimentaires d'origine animale, d'autre part celui de la recherche.

Enfin, un nombre important de postes administratifs reste vacant, faute de vétérinaires.

Il est donc urgent d'entreprendre une vaste campagne d'information auprès de l'opinion publique sur ce que l'on attend de la profession vétérinaire afin de ne pas voir s'assombrir la situation actuelle qui voit un désintéressement total du jeune vétérinaire pour la fonction publique, une diminution des effectifs ruraux face à l'astreinte et aux difficultés de cette activité au profit d'un engorgement croissant des villes en praticiens canins.

II/ ENSEIGNEMENT INADAPTE :

A - INTRODUCTION : LA PRISE DE CONSCIENCE

L'enseignement vétérinaire est actuellement au premier rang des préoccupations de la profession. Déjà, il s'est incrusté dans l'étude et les discussions réglementant la pharmacie vétérinaire ; il fait actuellement l'objet d'un projet de loi visant à sa réforme à la suite de la remise au Ministre de l'Agriculture, en Novembre 1975, du "Rapport de la Commission d'Etude de la Réforme de l'Enseignement Vétérinaire".

Signalons d'autre part le rapport GOLVAN, fruit d'une commission de travail des Affaires Economiques et du plant, dont le but était d'attirer "l'attention du Gouvernement sur les graves problèmes posés par l'enseignement vétérinaire français". Ce rapport insistait sur les déplorables conditions matérielles des Ecoles Nationales Vétérinaires, sur les inadaptations des systèmes actuels d'enseignement, sur l'insuffisance notoire du nombre des élèves admis chaque année dans les Ecoles, compte tenu des besoins actuels de notre économie, sur le malthusianisme caractérisant la politique pratiquée et sur le malaise réel régnant chez les enseignants et les enseignés. Sont dénoncés avec vigueur la crise du cours magistral, l'absentéisme des professeurs, l'évasion permanente des étudiants, le manque évident de travaux pratiques suffisants, la pauvreté de la clinique pour grands animaux, le manque de stages obligatoires chez les praticiens, enfin le manque de moyens techniques en matériel et en personnel.

Au cours des débats à l'Assemblée Nationale à propos de la loi sur la pharmacie vétérinaire, Mme VEIL, Ministre à la Santé, a notamment déclaré :

"Certes, il (le gouvernement) ne méconnaît pas le problème de l'insuffisance du personnel sanitaire depuis l'instauration et l'extension des mesures de prophylaxie des maladies animales ; c'est pourquoi mon collègue de l'Agriculture envisage la mise en place de trois ordres de mesures : l'augmentation des effectifs des agents techniques, le recrutement et la formation de personnes habilitées à assister le

vétérinaire, la création d'une quatrième Ecole Nationale Vétérinaire, opération pour laquelle un crédit de cinq millions de francs figure d'ores et déjà au budget de l'exercice 1975".

C'est également au cours de ces débats que le Professeur EECKHOUTTE devait insister sur ces problèmes de l'enseignement de la façon suivante :

"Pour renouveler ce corps de 5000 vétérinaires à durée de vie professionnelle relativement courte, nos écoles vétérinaires forment chaque année une promotion de 300 à 320 étudiants ; nombre largement insuffisant ...

... De ce malthusianisme découle un certain nombre de maux : premièrement, cette sélection post-baccalauréat effectuée dans les grands lycées français, exclusivement sur les dossiers scolaires et qui élimine pratiquement trois élèves sur cinq à l'entrée des classes préparatoires aux Ecoles Nationales Vétérinaires ; deuxièmement, l'archaïsme invraisemblable du concours d'entrée, qui est figé depuis trente ans ; troisièmement, la sélection extrêmement dure du concours d'entrée qui, pratiquement, élimine cinq sur six des heureux qui avaient pu entrer dans les classes préparatoires ...

... La quatrième conséquence, et non la moindre, est l'ampleur de tâches discontinues - j'insiste sur cet adjectif - de prophylaxie que les praticiens ne peuvent plus assurer, parce qu'ils n'en ont pas le temps, et qui les fait recourir systématiquement aux élèves des Ecoles Nationales Vétérinaires, qui ne résistent pas à l'attrait du gain considérable pour une tâche répétitive et sans attrait avec un corollaire - et l'universitaire que je suis le déplore - un absentéisme invraisemblable aux cours et aux travaux pratiques et, par conséquence, une très mauvaise formation ...

... La situation actuelle est dangereuse pour la Nation, non seulement pour la santé des Français, mais aussi parce qu'elle nous met en très mauvaise position exportatrice vis-à-vis des autres pays. Elle est, je ne crains pas de le dire, inconfortable pour une profession que j'aime, qui est d'une importance économique majeure, mais qui ne doit plus vivre dans sa tour d'ivoire. Enfin, elle est intolérable pour beaucoup d'agriculteurs".

Enfin, citons la déclaration du Professeur BRESSOU, hors de ces débats, qui dénonce : "la coupable habitude récemment prise de confier des tâches prophylactiques à des élèves de nos Ecoles ; elle est contraire à tout principe d'enseignement et elle aboutit à de regrettables excès. Ces errements sont graves parce qu'ils témoignent d'un abandon général, de la pusillanimité d'une administration pourtant armée de textes formels qu'elle aurait dû faire respecter, de l'apathie d'un corps professoral qui n'exerce plus aucun contrôle sur la scolarité, de l'aveuglement d'une corporation trop abandonnée à la facilité et au bénéfice. Si notre profession veut conserver la prééminence qu'elle mérite, elle devra d'abord, comme par le passé, faire preuve d'une meilleure connaissance et de plus de savoir".

L'ensemble de la profession, étudiants compris, est conscient de la crise que traverse l'enseignement ; les solutions proposées abondent, tant par leur diversité que par leur nature. Souvent, elles sont contradictoires. Les motions, les projets, les rapports se succèdent les uns aux autres.

Nous analyserons dans un prochain chapitre le dernier en date que nous avons déjà mentionné puisque c'est celui qui entrera en ligne de compte dans l'établissement de la future loi sur l'enseignement vétérinaire.

Il convient de voir désormais, dans ses grandes lignes, les causes du malaise que nous venons de décrire.

B - FONDEMENT DES CRITIQUES

1/ Problèmes de fond :

Avant de parler de réformer les structures et le contenu de l'enseignement, nous nous devons d'analyser l'état d'esprit qui règne dans les Ecoles :

Dès son entrée à l'Ecole, l'étudiant, encore sous le coup de son passage en classe préparatoire, est catapulté dans un système de castes hiérarchisées bien que les "brimades" aient peu à peu disparu du cadre du folklore étudiantin :

le "poulot" est pris en charge par l' "ancien". Le corps enseignant, conscient de ce phénomène, va parfois jusqu'à souhaiter qu'on lui livre un étudiant soumis, discipliné, appauvri dans son comportement critique.

Chaque enseignant se considère, dans sa chaire, comme le dépositaire légal du pouvoir et du savoir. La position hiérarchique qu'il occupe face au professeur sans chaire, au chef de travaux, au maître de conférence, au maître assistant, à l'assistant et enfin à l'étudiant, lui donne une autorité morale et disciplinaire dont les fondements manquent mais qu'il remplace par un paternalisme bon-enfant.

Cette nature des rapports est difficilement acceptée par l'étudiant, mais encore moins par le (maître) assistant pour qui l'agrégation apparaît comme une libération plus ou moins lointaine. L'engrenage de la contrainte, insidieuse car sans à-coups révélateurs et même cohérente, existe jusqu'à la thèse, ou l'agrégation pour quelques uns.

La carence et le malaise actuels de l'enseignement viennent du fait que les propositions sont inspirées par l'image d'une technicité au service de l'art de réussir dans la vie, au service aussi du prestige de la profession pour la maintenir à un rang conventionnel dans la Classe Petite-bourgeoise par rapport aux véritables détenteurs du pouvoir ; l'enseignement vétérinaire, enseignement supérieur agricole, est attaqué de toute part, tant par l'Etat, par les organisations agricoles, que par les praticiens eux-mêmes, car, vecteur d'une idéologie dépassée, il ne répond pas à la demande en vétérinaires dignes de ce nom, c'est-à-dire compétents et compétitifs dans les structures actuelles.

La vraie critique, timidement formulée par quelques universitaires, devrait en fait porter sur l'incapacité du corps enseignant à assumer un rôle moteur et déterminant pour la transformation permanente de la profession.

Le fait est là : s'il y avait une neutralité de l'enseignement, un apolitisme véritable, dont bon nombre d'enseignants se réclament (!), c'est-à-dire un champ anarchique libertaire qui refuse les moyens d'un engagement conceptuel du métier de vétérinaire et qui refuse à l'étudiant toute adhésion exprimée ou insidieuse à une quelconque idéologie, le problème serait clarifié.

Le malaise de l'enseignement vétérinaire n'est pas spécifique ; nous allons montrer qu'il est celui de l'enseignement universitaire en général.

2/ Philosophie générale de l'évolution, application à la profession vétérinaire :

Il y a un piège dans lequel tombent les catégories professionnelles techniques lorsqu'elles idéalisent leur rôle au cours d'une période donnée. Pendant longtemps elles ont admis le postulat d'une maîtrise totale de la connaissance, comme si un individu titulaire d'un de ces diplômes pourrait contrôler l'intégralité de la connaissance concernant un domaine donné, ce qui dispensait d'entrer en contact productif avec le monde extérieur. Or, désormais ce qui est important dans l'exercice d'une compétence c'est le mode de communication active entre les hommes et chacun ne dispose plus que d'une connaissance parcelle et éphémère.

On peut se poser la question de savoir si le système vétérinaire français, c'est-à-dire l'ensemble des éducateurs, des éduqués, des chercheurs, des praticiens, des salariés, cherche à s'adapter aux diverses conditions de la conjoncture économique actuelle ou s'il ne cherche pas plutôt à imiter ce que font déjà depuis de nombreuses années les pays voisins et qu'ils sont eux-mêmes en train de remettre en cause.

Comme on l'entend souvent dire : "quant on a pris du retard il y a une règle d'or à suivre, c'est de prendre des raccourcis".

Il conviendrait de faire en France ce que les autres, plus avancés en matière d'enseignement vétérinaire, s'apprêtent à faire dans la prochaine décennie.

Les besoins en vétérinaires sont précis et l'on a vu précédemment que lorsqu'on ne fait pas les efforts nécessaires pour les satisfaire, d'autres formations s'en occupent.

Notre propos ne s'adresse pas spécialement à l'enseignement vétérinaire ; il décrit la force de résistance organique, constitutionnelle de tout enseignement à tout changement qu'il ne contrôle pas lui-même.

Ce n'est pas entièrement la qualité des hommes ou des méthodes pédagogiques qui sont directement en cause, mais l'orientation et l'organisation générale des études.

L'enseignement vétérinaire souffre de son incapacité à faire preuve d'esprit d'initiative et d'expérimentation dans des voies nouvelles et dans de nouveaux modes d'organisation.

Le Professeur DRIEUX déclarait notamment au congrès de l'Union Internationale des Etudiants Vétérinaires à Edimbourg en Août 1968 :

"L'enseignement vétérinaire se trouve impliqué dans le courant de rénovation qui agite tumultueusement l'Université. Les principaux reproches que l'on peut faire aux structures actuelles sont d'une part leur caractère fermé qui les maintient en marge de l'enseignement supérieur, d'autre part un certain archaïsme des matières et des modalités de l'enseignement, enfin le caractère irrévocable du déroulement des études qui conduit l'étudiant, soit à l'exercice professionnel, soit à l'impasse totale sans possibilité de reconversion ...

... Il importe désormais de former les vétérinaires, non pour qu'ils se résignent à la vaine contemplation de leur diplôme, mais pour qu'ils se comportent comme des spécialistes utiles à l'économie générale de la Nation".

Le Professeur VUILLAUME déclare, quant à lui :

"Dans le monde moderne où les découvertes scientifiques se succèdent à un rythme accéléré, ce n'est plus l'accumulation de connaissances qui doit être recherchée, mais bien le développement harmonieux de la compréhension, du jugement, de l'esprit critique et de l'esprit de synthèse ...

... Plutôt que d'apprendre des choses aux étudiants, on leur montrerait la manière d'apprendre, fut-ce par eux-mêmes ; c'est-à-dire qu'à partir d'informations mises à la disposition sous forme d'ouvrages, de publications ou d'observations de cas concrets, on les amènerait à réfléchir, à comparer, à critiquer, à sélectionner. Ce qui implique une modification assez profonde des habitudes actuelles.

Une telle conception apporterait quelques secousses salutaires à notre enseignement, en introduisant la notion de rendement. Ce qui, entre autres conséquences, pourrait conduire à une réduction du temps accordé au "cours magistral", mis à l'honneur au XIII^{ème} siècle, lors de la fondation de la Sorbonne, par des maîtres auxquels faisaient défaut tous autres moyens de diffusion aujourd'hui largement à notre portée (livres, photocopies, méthodes audio-visuelles)".

Citons enfin le Professeur FERRANDO :

"Les enseignants doivent sans cesse précéder leur profession dans ses conceptions, même s'ils doivent parfois le faire contre son opinion générale. Seul, en effet, le corps enseignant peut avoir, à cause des multiples contacts extérieurs qu'il a l'obligation et la possibilité de provoquer, une vue plus large des problèmes qui se poseront dans l'avenir ...

... Nos étudiants sont trop passifs, trop liés à des notes de cours souvent mal rédigées et par conséquent mal apprises. Enseignons à nos élèves des faits et des techniques, certainement, mais apprenons-leur surtout à penser et à travailler ; c'est la meilleure façon de leur permettre d'acquérir des idées générales et de finir par dominer les faits et les techniques".

C - LA REFORME DES STRUCTURES : BIEN-FONDE OU FAUX PROBLEME ?

Quels sont, dans la forme, les aménagements majeurs réclamés pour l'enseignement vétérinaire ?

L'accord est unanime pour les points suivants :

- obtention de crédits substantiels pour l'équipement et le fonctionnement des trois écoles :
 - . finition de l'école de Toulouse ;
 - . rénovation de celle d'Alfort ;
 - . reconstruction de celle de Lyon ;
- accroissement des effectifs d'encadrement des élèves (enseignants et personnel technique) ;

- développement et coordination d'un enseignement post-universitaire (formation continue) ;
- révision du contenu des programmes d'enseignement ;
- instauration de stages pratiques dans le cadre des études.

Les opinions concordent moins quant aux points suivants :

- nombre des vétérinaires à former ;
- ouverture de l'enseignement à des non-vétérinaires ;
- spécialisation dans le cadre d'une cinquième année ;
- suppression à plus ou moins long terme du concours d'entrée et intégration de l'enseignements vétérinaire dans l'Université.

Enfin, de nombreuses discussions ont lieu sur des points, certes importants, mais qui n'apparaissent pas comme primordiaux dans la mesure où ils seraient en partie résolus par les réformes envisagées ci-dessus et qui s'avèrent plus urgentes :

- tronc commun pour les études médicales et para-médicales (médecine, pharmacie, dentaire, vétérinaire) et programme commun aux concours d'entrée dans les Ecoles Supérieures d'Agriculture ;
- enseignement sanctionné par des unités de valeur, ce qui résoudrait le problème du contrôle continu et celui des mono-vétérants ;
- participation des étudiants aux tâches prophylactiques.

Sans entrer dans le détail des controverses et des multiples solutions proposées, nous jugeons utile de donner notre opinion personnelle sur l'enseignement à la recherche de ses nouvelles voies :

d'ores et déjà quelques points semblent acquis :

- admission de 400 à 450 élèves chaque année au concours ;
- construction d'une quatrième école à Nantes.

Cependant, l'ouverture de cette quatrième école ne résoudra rien si on y instaure un enseignement identique à celui des trois autres, comme c'est le cas pour la nouvelle école de Lyon ;

la France est tout simplement en train de se doter de locaux neufs pour abriter un enseignement bicentenaire et en retard de cinquante ans. Il y a un déphasage regrettable entre l'élaboration d'une réforme de l'enseignement dont on parle depuis plusieurs dizaines d'années, que les vétérinaires n'ont pas su prendre en main eux-mêmes et la décision des Pouvoirs Publics de débloquer les crédits qui auraient dû permettre la mise en place de ce nouvel enseignement.

Il est certain qu'aucun système éducatif ne se réforme de l'intérieur, mais il est non moins certain qu'il n'est pas uniquement tributaire de crédits ou de textes législatifs. Sans abonder pleinement dans le sens du Professeur COTTEREAU, nous partageons ses propos quand il déclare :

"Personne ne s'est posé sérieusement la question : est-il besoin de réformer cet enseignement ? J'ose affirmer que non. De simples améliorations de détail suffiraient amplement à le rénover. Il garde dans sa structure actuelle toutes les possibilités de "continuité et d'ouverture", de "changement dans la continuité", selon les expressions imagées des hommes politiques. Je suis pourtant obligé de reconnaître que quelque chose ne va pas. Ce quelque chose c'est : l'état d'esprit des hommes ...

... Le contenu de l'enseignement, les matières enseignées, la façon de les enseigner peuvent être modifiées sans bouleverser les structures. Il suffit que l'Inspecteur Général des Ecoles Vétérinaires et les Directeurs des Ecoles convoquent chaque année enseignants et représentants des élèves pour organiser ensemble dans le cadre réglementaire les programmes d'enseignement ...

... Les écoles ont toute liberté pour organiser des enseignements intégrés, des enseignements de spécialisation, des travaux dirigés et toute autre forme moderne et pédagogie. Il est même permis d'affirmer que, sans réforme de structure, le règlement des études actuel ne s'oppose pas à ces innovations. Depuis plusieurs années, des expériences pédagogiques ont été tentées et réalisées avec succès dans nos trois écoles".

On a beaucoup parlé de la nécessité de la spécialisation.

On a dit que, pour chacun des aspects de la profession, il est nécessaire d'avoir un titre ou justification qui serait un motif d'exclusivité ou de monopole envers le reste de la profession et face aux multiples organisations qui ont besoin de nos services.

Nous ne pouvons partager cette idée ; si nous n'affirmons pas que notre force repose précisément sur la très large base de connaissances et la formule polyvalente des programmes, encore qu'il y ait de nombreuses carences, et si, à l'inverse, nous lions leur efficacité en exigeant des titres supplémentaires de spécialisations, nous nous exposons à sacrifier notre avenir dès sa gestation.

Notre opinion est que, en principe, les droits professionnels émanent directement du titre universitaire, en l'occurrence le Doctorat Vétérinaire, plus que des diplômes ou certificats prouvant un complément d'études plus ou moins efficient pour une spécialisation déterminée.

CONCLUSION

Nous avons tenté, au cours de ce paragraphe, de faire une analyse synthétique et critique de l'enseignement vétérinaire pris dans son ensemble. Nous avons essayé de montrer que la réforme indispensable des études doit être précédée d'une analyse socio-économique de la profession et d'un changement au niveau conceptuel. La léthargie et les velléités n'ont que trop duré. Déjà, en 1961, le Professeur Marcel JEANBLAIN déclarait :

"Il est juste de dire que depuis 1946, les Ecoles Vétérinaires ont reçu des secours. Malgré l'importance qu'ils ont pu revêtir, ils n'ont joué qu'un rôle comparable aux ballons d'oxygène administrés aux pneumoniques à l'agonie. Les petits moyens ne suffisent plus à combler le déficit de soixante-dix ans d'abandon. C'est une réforme de structure profonde, étendue, qu'il faut entreprendre dans les plus brefs délais pour faire face aux besoins d'un pays dont l'élevage est en pleine expansion ...

... S'il le faut, déclarons : "les Ecoles Vétérinaires sont mortes. Vivent les Instituts ou les Facultés de Médecine des animaux domestiques". Et dépêchons-nous de mettre sur pied une création conforme aux besoins de la France ! ".

Si l'enseignement soulève au grand jour tout un potentiel d'énergie, il n'en est plus de même quant aux difficultés que traversent les structures en place de la profession, à savoir le Syndicat et l'Ordre. Ces difficultés révèlent des conflits d'intérêt et une inadaptation bien moins avouables, mais non moins révélatrices du malaise actuel.

III/ LES STRUCTURES SYNDICALES ET ORDINALES :

L'organisation professionnelle comprend deux organismes distincts et indépendants :

- Le Syndicat National des Vétérinaires Français, dont le rôle est d'organiser l'activité professionnelle et de défendre les intérêts communs.
- L'Ordre National, qui est chargé de maintenir la morale et la dignité professionnelle en imposant et en faisant respecter des règles de loyauté et d'honneur.

Au cours de ce paragraphe, nous allons voir que les difficultés syndicales d'une part, une déontologie surannée d'autre part, sont deux des aspects du malaise actuel de la profession.

A - SYNDICATS ET SYNDICALISME VETERINAIRES :

1/ Définition, idéologie syndicale :

Le Code du Travail définit le syndicalisme comme étant "l'étude et la défense des intérêts économiques, industriels, commerciaux et agricoles".

IMBERT, dans sa thèse, voit, dans le syndicalisme, deux conceptions :

"la première, celle de lutte, conception antagoniste, met l'accent sur les rapports de force ; la seconde, conception fusionniste, est celle du concours privilégié, de l'accord et de l'entente".

Le but poursuivi par les dirigeants syndicaux vétérinaires a toujours été de justifier la défense des intérêts privés de la profession par la défense de l'intérêt national : protection du diplôme et du monopole d'exercice de la profession vétérinaire. Le discours syndical a développé l'image de marque du vétérinaire protecteur de la Santé Publique et insisté sur la qualité du service rendu dans l'intérêt des éleveurs et des consommateurs menacés par des manoeuvres politiques et des groupes de pression.

L'Etat, à travers son administration, est le partenaire désigné et, face à lui, le syndicat a toujours entendu privilégier concertation et collaboration. Si l'Etat adopte une attitude franchement répressive vis-à-vis des associations ouvrières, il regarde d'un oeil bienveillant les sociétés patronales ou de notables.

Ainsi l'histoire du syndicalisme vétérinaire est celle de la défense corporative d'une profession subordonnant ses intérêts économiques et sociaux à l'obtention d'un monopole et d'une protection de droit garantissant son indépendance. Par principe, et malgré sa collusion avec le Pouvoir en place, le syndicalisme vétérinaire ne rattache son projet à aucune doctrine économique ou politique.

La croyance en un Etat neutre au-dessus des classes sociales et la tendance à considérer le rôle de l'Etat comme celui d'un arbitrage social parmi les classes sociales en présence ont contribué à l'isolement économique des vétérinaires. Ceux-ci ont toujours attendu que l'Etat, en tant que médiateur politique, serve de droit ses intérêts. La lutte ouverte se trouve exclue, par définition, de ce système de relations.

Enfin, il convient de dire que l'ensemble des syndiqués est peu attentif à la vie syndicale ; l'esprit syndical ne se réveille qu'au moment des grandes options sur l'avenir de la profession ou de ses institutions. C'est le cas actuellement et nous allons voir que les différents courants d'intérêts au sein du SNVF ont entraîné un effritement et un échec de l'unité syndicale.

2/ Les syndicats vétérinaires :

Il existe actuellement et statutairement six groupes syndicaux réunis en une fédération :

- les vétérinaires praticiens ;
- les vétérinaires salariés ;
- les vétérinaires de la coopération technique ;
- les vétérinaires directeurs d'abattoirs et des services d'hygiène alimentaire ;

- les vétérinaires biologistes ;
- les vétérinaires du corps enseignant.

L'hétérogénéité structurelle et syndicale est donc la caractéristique principale de cette fédération. La diversité des groupes traduit une diversité d'activité et surtout une diversité de statuts sociaux et d'intérêts.

Il y a d'autre part des recoupements au niveau de la constitution de ces groupes : ainsi les fonctionnaires sont répartis dans trois groupes syndicaux, les salariés dans tous les groupes, sauf celui des praticiens. Seuls les praticiens forment un syndicat homogène où activité et statut social sont confondus. Enfin, il existe un syndicat vétérinaire non affilié au SNVF, le Syndicat National des Vétérinaires Inspecteurs du Ministère de l'Agriculture, qui constituait jusqu'en 1963 une section syndicale du SNVF, qui s'appelait jusqu'en 1971 le Syndicat National des Services Sanitaires Vétérinaires.

Cependant, tout récemment, le SNIVMA a montré sa volonté de se réintégrer au SNVF afin que les salariés, et principalement les fonctionnaires, puissent faire bloc, face aux praticiens.

3/ Les dissensions au sein du SNVF :

Si pendant longtemps le groupe des praticiens monopolisait la tribune des Assemblées Générales et Congrès, il n'en est plus de même actuellement. Les praticiens se sentent lésés dans la représentation de leur groupe au sein du Conseil d'Administration et du Bureau National du SNVF.

On peut se poser la question de savoir si le syndicalisme vétérinaire doit s'orienter vers une démocratie proportionnelle au détriment d'une démocratie représentative. D'autre part, l'absence de liens entre assemblée générale et organismes directeurs illustre le divorce existant entre les éléments de base et les organismes exécutifs. D'ores et déjà on peut constater l'éclatement du corporatisme : si par le passé le SNVF pouvait parler au nom de tous les groupes et donner un visage unitaire à ses revendications, les désaccords sont tels à

l'heure actuelle et d'autant plus profonds qu'ils cachent des conflits d'intérêts de moins en moins conciliables ; la stabilité syndicale sera compromise tant que ces contradictions ne seront pas résolues au sein de la profession. Le seront-elles ? Personnellement, nous ne le pensons pas, du moins dans le contexte actuel.

La loi sur la pharmacie vétérinaire n'a fait qu'exacerber les conflits latents existant au sein du syndicalisme vétérinaire ; elle a montré les limites de l'unité syndicale et a révélé les contradictions entre les groupes syndicaux face à la réalité sociale et politique.

Pour éviter la confusion entre SNVF et SNVPF à l'égard de l'Administration, des organisations agricoles et de tous ses interlocuteurs, et pour assurer aux praticiens une représentation au sein du Conseil d'Administration du SNVF où il est actuellement minoritaire, le Conseil d'Administration du SNVPF a proposé une modification des statuts du SNVF.

Le fameux vote du 20 Novembre 1975 n'a pas pu requérir la majorité pour que les modifications proposées puissent être adoptées ; avec les 2485 oui, demandant la modification des statuts, il n'a manqué que 74 voix pour obtenir la majorité des "inscrits" au syndicat (il y a eu à ce sujet une contestation sur les résultats du vote : les uns considérant la majorité comme celle des cotisants, 2452, les autres celle des inscrits, 2559). Toujours est-il que 800 praticiens, en exercice et inscrits au SNVPF, à jour de leur cotisation, n'ont pas voté. On peut se demander si ces quelques centaines de praticiens, qui se sont abstenus, ont pris conscience des menaces qui pèsent sur leur avenir et que la structure syndicale actuelle ne permet pas de combattre efficacement.

A notre sens, la situation actuelle exige que les vétérinaires praticiens prennent en main leurs propres intérêts et soient majoritaires au Conseil d'Administration du SNVF, à moins qu'ils ne se désolidarisent complètement du SNVF et que l'on en arrive à la création de deux syndicats distincts :

- un syndicat de praticiens ;
- un syndicat de non-praticiens.

4/ Conclusion :

Tant que la conscience de classe primait sur la conscience de groupe, le syndicalisme vétérinaire a montré une volonté participationiste sur la consultation organisée et officialisée du syndicat avec les Pouvoirs Publics et d'Administration. Le développement du capitalisme concurrentiel et monopoliste dans la sphère agro-alimentaire a orienté le syndicalisme vétérinaire dans une défense acharnée des structures libérales de la profession face aux organisations agricoles dont "les élus sont des pantins dont les ficelles sont tirées par des administratifs. Ils ont mis en place des technostruc-tures qui les dominent ; les directeurs de ces fédérations, de ces établissements d'élevage, de ces instituts, de ces groupements sont devenus les maîtres absolus de l'élevage. Ce sont eux qui pensent, qui représentent, qui dirigent" (Rémi MORNET).

Cet anti-capitalisme du syndicat praticien s'est rapidement heurté aux intérêts contraires des technocrates et techniciens vétérinaires dont nous avons précédemment parlé et qui représentent le groupe des salariés.

La loi sur la pharmacie, les projets de lois concernant l'enseignement et les auxiliaires vétérinaires ont fait éclater le conflit latent au sein du syndicalisme corporatiste. Les querelles intestines grevées de querelles de personnes ne font que discréditer la profession vétérinaire aux yeux des Pouvoirs Publics et des organismes agricoles. L'absence de lutte ouverte comme moyen de transformation sociale et l'action syndicale, actuellement bipolarisée, mais restant entachée d'un conservatisme bourgeois, place le syndicalisme vétérinaire à l'arrière-garde du mouvement de la lutte des classes.

B - L'ORDRE DES VETERINAIRES ET LE LIBERALISME VETERINAIRE :

1/ Historique :

La loi du 16 Août 1940 et le décret du 9 Octobre 1940 ont entraîné la dissolution de toutes les organisations professionnelles ouvrières ou patronales, et donc celle du syndicat vétérinaire.

La création, en Février 1942, de l'Ordre des Vétérinaires, fondu au sein de la Corporation Paysanne qui fut le symbole de l'action politique et sociale du régime de Vichy, constituait alors la seule expression de la corporation vétérinaire. L'organisation professionnelle et juridictionnelle fut élaborée dans le cadre d'un code de déontologie. Celui-ci définit les principes d'exercice de la profession, précise les devoirs généraux du vétérinaire dans la vie publique et privée, les devoirs de confraternité, les règles définissant les rapports entre vétérinaires d'une part, entre vétérinaires et clients d'autre part, enfin il institue un tarif des honoraires.

Reconduits dans leurs fonctions, les ex-dirigeants syndicaux présidèrent à la tête de l'ordre, aux destinées de la profession et définirent la voie dans laquelle devait s'orienter dorénavant leur politique. Au lendemain de la guerre, on a assisté au rétablissement des libertés syndicales. La loi du 20 Août 1947 rétablit le Syndicat National des Vétérinaires tel qu'il existait auparavant. Cependant, la loi du 23 Août 1947, à la demande de la majorité de la profession, maintient l'Ordre National des Vétérinaires Français.

Souvent fonctions ordinales et syndicales sont cumulées et si l'Ordre est inévitablement amené à empiéter sur le domaine purement syndical, les responsables souhaitent que les deux organismes s'épaulent et se soutiennent dans la défense de l'intérêt commun.

2/ Le procès du libéralisme :

a) Données du problème :

On assiste actuellement, au sein des professions libérales, à une croisade commune pour la défense et la promotion de l'exercice libéral. Aux yeux de beaucoup de gens, l'exercice libéral apparaît comme un statut anachronique et suranné s'apparentant plus aux institutions bourgeoises du XIX^{ème} siècle qu'aux structures de notre temps et se voyant appelé à une prochaine disparition. En effet, dans de nombreuses professions, l'indépendance se trouve entamée par des sujétions économiques ou administratives, qui risquent de déboucher un jour sur une fonctionnarisation généralisée.

Pour l'ensemble de ces professions, le statut libéral, à la condition de lui donner son vrai visage, constitue plus que jamais à notre époque, une garantie des libertés humaines et peut, sans trahir ses critères fondamentaux, s'adapter au monde moderne.

Préserver l'indépendance du professionnel libéral serait préserver le libre choix, la certitude du secret, la pureté de la prestation, c'est-à-dire avant tout l'usager lui-même auquel sont dues ces garanties.

Les multiples définitions que l'on donne de l'exercice libéral insiste sur l'absence de tout lien de subordination, de directive tant vis-à-vis de l'administration que du client. Enfin, le caractère intellectuel du travail dissocie les professions libérales des professions artisanales.

SABATIER, dans son "Etude juridique et pratique de la profession libérale" (thèse de Doctorat en Droit - Poitiers 1947), déclare :

"Pour caractériser les professions libérales, il faut en réalité recourir à une analyse psychologique de la relation qui unit le professionnel aux personnes qui s'adressent à lui. On découvre qu'il y a dans les professions libérales un rapport de confiance plus profond et plus intime entre le professionnel et son client que dans les autres professions. Le client des professions libérales confie au professionnel sa personne et ses intérêts les plus intimes et, en échange, il lui demande de s'engager, lui aussi, avec toute sa responsabilité et toutes ses qualités, non seulement techniques mais morales. Selon la belle expression du Professeur PORTER, premier Président de l'Ordre des Médecins : "nous nous trouvons ici devant une confiance qui rejoint une conscience".

b) Application à la profession vétérinaire :

Si pour M. GUICHARD, "être indépendant c'est être SON maître dans SA clientèle et n'avoir à répondre de SES actes qu'à SA conscience professionnelle", il convient de voir quelles sont les limites actuelles du libéralisme, c'est-à-dire vis-à-vis de qui et de quoi le vétérinaire entend défendre son indépendance.

La profession vétérinaire, en se mobilisant sur la défense du monopole des prophylaxies obligatoires comme sur le privilège de la distribution des produits pharmaceutiques par le vétérinaire libéral, laisse apparaître le souci de ses intérêts, alors que les prophylaxies comme le commerce des médicaments vétérinaires ne sont pas directement liées à l'exercice libéral.

Comme le déclare BOURDEAU dans sa thèse :

"La notion d'indépendance ne permet pas de différencier les professions libérales d'autres professions indépendantes comme celles d'agriculteur ou de commerçant. Par contre, elle permet d'opposer corps salarial et corps libéral".

Il nous semble que le caractère libéral de la profession vétérinaire est beaucoup plus entaché d'individualisme que justifiable dans la conjoncture économique actuelle. Face au service demandé au vétérinaire, la liberté de jugement et de décision en matière de thérapeutique, la notion de contrat de soins lié au monopole d'exercice de la médecine vétérinaire, sont désormais précaires, voire illusoirs. Nous constatons tous les jours que le libéralisme n'est pas condition exclusive de liberté et encore moins garantie de moralité.

Il semble que le code de déontologie soit beaucoup plus une charte des droits et des devoirs du vétérinaire qu'un instrument de défense de ses intérêts. De ce fait, il se trouve en porte-à-faux avec l'évolution actuelle de la profession.

3/ Les carences et contradictions de la déontologie :

- L'article 8 du code de déontologie et l'article 378 du code pénal sont incompatibles avec l'exercice rationnel de la médecine vétérinaire en milieu rural.

Article 8 : Les vétérinaires sont tenus au secret professionnel dans les limites prévues par l'article 378 du code pénal.

Article 378 : Les médecins, chirurgiens et autres officiers de santé ainsi que les pharmaciens, les sages-femmes et toute autre personne dépositaire par état ou profession ou par fonction temporaire, permanente des secrets qu'on leur confie, qui, hors le cas où la loi les

oblige ou les autorise à se porter dénonciateurs, auront révélé ces secrets seront punis ...

En effet, dans la mesure où la médecine vétérinaire se veut collective et préventive, l'ensemble des mesures à prendre rend nécessaire la parfaite connaissance à l'échelon local, voire national du détail des foyers pathologiques à éradiquer ; les exemples abondent pour lesquels des plans de prophylaxie, tant obligatoires (fièvre aphteuse, tuberculose, brucellose) que facultatifs (mammites, stérilités, parasitismes ...), échouent par simple fait de cacher tel ou tel foyer, soit de la part de l'éleveur, par méfiance et individualisme, soit de la part du vétérinaire sous prétexte de secret professionnel.

- L'article 16 précise que la clientèle vétérinaire n'a pas caractère de territorialité : il est en contradiction avec l'article 31 du même code précisant les limites géographiques d'installation d'un jeune confrère par rapport à un ancien patron. D'autre part, ce même article 31, quand bien même il est rarement observé, est une limite au caractère libéral de la profession.
- Lorsque l'article 22 stipule qu'"il est interdit de donner des consultations ouvertes au public, gratuites ou payantes, dont pourrait tirer un bénéfice moral ou matériel une personne physique ou morale n'appartenant pas à la profession, sauf s'il s'agit d'une association reconnue d'utilité publique dont l'objet principal est la protection des animaux ...", la déontologie interdit donc la participation d'un vétérinaire à des réunions d'éleveurs où sont abordés des problèmes pathologiques et où la compétence technique du praticien est sollicitée hors du cadre d'un acte médical.
- Dans l'article 47 relatif aux honoraires, "le forfait pour l'efficacité d'un traitement est interdit en toutes circonstances", cette allusion va à l'encontre de toute pratique contractuelle d'un praticien vis-à-vis d'un groupement de producteurs ou d'un éleveur en particulier.
- D'autres articles restent ambigus ou imprécis : l'article 25 interdit au vétérinaire de faire gérer un cabinet par un confrère, l'article 30 interdit la médecine vétérinaire foraine, l'article 34 interdit de donner des consultations par correspondance.

Ce sont autant de points qui réduisent le champ d'action et la qualité du service rendu. Ils cantonnent le vétérinaire dans sa sphère locale, amenuise son rôle de conseiller auprès des éleveurs, écarte toute possibilité de rotation de clientèle et, par là même, de collaboration effective entre confrères de clientèles différentes.

- D'un autre côté, on peut se demander dans quelle mesure sont respectés l'article 19 interdisant à tout vétérinaire de faire de la publicité (il suffit d'observer les raisons sociales de nombreux cabinets vétérinaires pour s'en rendre compte) et l'article 54 interdisant le droit de tenir officine ouverte au public.

Notre analyse, certes sévère, joue peut-être un peu avec les mots, mais si tel ou tel article peut subir des dérogations, être interprété ou ajusté à chaque circonstance, à chaque type de pratique ou de praticien, quel est le bien-fondé d'un code de déontologie ?

Une ambiguïté concerne le cas des vétérinaires salariés. On sait que les vétérinaires investis d'une fonction publique à part entière n'ont pas le droit d'être inscrits au tableau de l'Ordre. Ceux-ci sont entièrement dépendants de l'Administration en vertu de l'article 312 du Code Rural. D'autre part, rien n'oblige un vétérinaire salarié d'être inscrit à l'Ordre, par contre la prescription est un droit réservé aux vétérinaires inscrits à l'Ordre. Les vétérinaires salariés pourvus du droit de prescription sont alors astreints au respect des articles 50 à 53 du code de déontologie.

Si cette propension à vouloir une inscription obligatoire à l'Ordre revêt un aspect défensif, elle n'en est pas moins source de difficultés et de litiges de plus en plus nombreux au sein de la profession.

Le problème de l'appartenance à l'Ordre rejoint celui des structures syndicales que nous avons précédemment évoquées. Nous rejoignons FROMM qui déclare dans sa thèse :

"Il apparaît aberrant qu'un salarié vétérinaire soit inscrit à l'Ordre alors que celui-ci est de toute évidence le gérant de la profession libérale. Si les salariés vétérinaires doivent être dépendants d'un code, c'est du Code du Travail qu'il s'agit, s'ils doivent se regrouper c'est dans une confédération salariale".

CONCLUSION GENERALE DE L'ANALYSE CRITIQUE DE L'ECONOMIE RURALE
ACTUELLE ET DU MALAISE DE LA PROFESSION VETERINAIRE POUR S'Y INSERER :

Au cours des chapitres précédents, nous avons d'abord analysé le cadre socio-économique de l'Agriculture. Devant le progrès technique du lendemain de la deuxième guerre mondiale, la mutation de l'élevage ne s'est pas opérée sans difficultés : au plan de sa réalisation européenne, mais aussi au niveau de la pratique puisque les groupements de producteurs n'ont pas encore véritablement trouvé l'équilibre et la rentabilité préconisés par certains, et notamment les promoteurs de l'intégration.

A cela nous voyons deux causes majeures :

- d'une part, le manque de coordination entre les Etats membres de la Communauté Economique Européenne et en ce sens l'Europe Verte n'est et ne restera qu'un leurre tant que l'Europe politique ne sera pas envisagée ;
- d'autre part, la relative inertie d'un monde rural qu'on ne peut pas comparer avec la classe ouvrière, tant dans ses aspirations que dans son mode de lutte sociale.

Cependant, un effort important a été consenti pour l'enseignement agricole à tous les niveaux et s'il n'est pas, pour l'instant, un instrument de promotion sociale, il n'en a pas moins révélé une prise de conscience et une volonté, de la part des ruraux, de prendre en main leurs responsabilités ; l'agitation pratiquement permanente qui règne désormais dans l'agriculture nationale est révélatrice de cet état de fait.

Face à l'emprise du Capitalisme Monopoliste sur la sphère rurale, nous avons analysé ensuite les difficultés d'adaptation de la profession vétérinaire, notamment celles du mode libéral de la prestation de service. Aux difficultés d'ordre intellectuel liées à la volonté de défendre l'idéologie Bourgeoise, s'ajoutent des difficultés pratiques qui ne sont en fait que la conséquence des premières,

à savoir les problèmes de l'enseignement vétérinaire, ceux du syndicalisme et ceux de l'Ordre.

Nous allons maintenant, dans une deuxième partie de notre travail, aborder les orientations nouvelles de la profession vétérinaire :

- Dans un premier chapitre, nous analyserons les propositions apportées par la profession au niveau de la pratique en milieu rural, avec principalement l'action des Groupements Techniques Vétérinaires ;
- Nous analyserons, dans un deuxième chapitre, les efforts relatifs à l'organisation de la profession au niveau européen ;
- Dans un troisième chapitre, nous envisagerons la loi sur la pharmacie vétérinaire et les projets de lois sur les auxiliaires vétérinaires et la réforme de l'enseignement ;
- Enfin, dans un quatrième chapitre, nous analyserons l'action menée par les Pouvoirs Publics, et notamment l'Administration Vétérinaire, pour promouvoir la profession hors de son cadre libéral.

DEUXIEME PARTIE

LES SOLUTIONS PROPOSEES PAR LA PROFESSION

CHAPITRE I - LES GROUPEMENTS TECHNIQUES VETERINAIRES

Créés en 1966, les GTV ont été présentés à la profession et aux organisations professionnelles agricoles en 1968 au congrès de Saint-Malo. Il est important de signaler que les GTV ont été créés par le SNVPF, c'est-à-dire à l'initiative de certains praticiens ruraux qui ont analysé les mutations de l'élevage au niveau des techniques et des structures et ont alors cherché à adapter la pratique vétérinaire à cette évolution.

Le Dr. DELAFOLIE, Président de la Section Nationale des Groupements Techniques Vétérinaires (SNGTV), a très bien résumé l'analyse et les objectifs dans le bulletin N° 0 des GTV "Un nouvel instrument pour la formation vétérinaire continue".

I/ DOCTRINE DES GTV :

1 - La volonté d'agir sur le terrain : DELAFOLIE déclare :

"Ce n'est pas dans les textes, fussent-ils législatifs, ce n'est pas dans une défense acharnée des situations acquises, effectuée par un Syndicat actif et combatif, ce n'est pas dans une conception conservatrice de l'indépendance des professions libérales, que nous trouverons les voies de cette évolution, et donc de la garantie de notre avenir.

C'est à l'intérieur de nous-mêmes, c'est dans notre capacité à nous organiser et à modifier nos structures professionnelles, c'est dans notre capacité technique à résoudre les problèmes posés par l'élevage sous sa nouvelle forme, que nous trouverons la solution de nos problèmes. Et quand je parle de capacité technique, je ne parle pas seulement de la capacité technique individuelle, mais de la capacité technique collective de notre profession, face à cette concurrence que nous subissons depuis quelques années dans ce domaine qui nous était alors réservé, le domaine sanitaire".

2 - Le membre d'un GTV reste avant tout un praticien vétérinaire libéral qui se veut être indépendant, responsable, disponible, imprégné de sens pratique.

3 - Idée maîtresse : la politique contractuelle

Les GTV essayent de conserver l'indépendance du praticien dans le cadre d'une certaine inter-dépendance : la politique contractuelle permet, dans une certaine mesure, de planifier le poste sanitaire par la signature de contrats de prophylaxie ou de soins, librement discutés et élaborés entre éleveurs et représentants des GTV. Ces contrats permettent de garantir aux éleveurs les mêmes soins avec des médicaments à des prix compétitifs, tout en assurant aux vétérinaires le maintien d'une activité libérale. Cette politique a deux objectifs : l'insertion dans les organismes d'élevage et le perfectionnement technique des praticiens par la formation permanente.

4 - La formation permanente :

En ce sens il faut noter, tout à l'avantage des GTV, que c'est le seul organisme professionnel qui ait effectivement pris en main la question cruciale de la formation continue alors que les structures de l'Enseignement étaient jusqu'alors restées passives.

Dans le cadre de la loi du 16 Juillet 1971 "portant organisation de la formation continue dans le cadre de l'éducation permanente", il est prévu la création d'un "fonds d'assurance formation" avec lequel seront financées les actions de formation professionnelle continue. Pour l'instant, le financement de la formation permanente des GTV se fait à partir des cotisations syndicales de chaque membre.

5 - Le vétérinaire doit être un Technicien dans tous les domaines de l'élevage. Or, un praticien déclarait à ce propos :

"Lorsque la médecine vétérinaire ne s'intéressait presque exclusivement qu'au cheval, les connaissances du vétérinaire en maréchalerie étaient si complètes qu'il n'ignorait rien de l'art du maréchal-ferrant, pas même son langage technique !

Il faut avouer qu'il n'en est plus de même en élevage bovin et en élevage porcin : Non seulement le vétérinaire ignore le langage du Technicien, mais il en ignore même les connaissances ; alors que fait-il, par réaction ... Il le critique !".

Aussi les GTV ont-ils désormais affirmé que leurs interlocuteurs privilégiés n'étaient ni l'Administration vétérinaire, ni les fabricants de médicaments, mais les éleveurs, leurs clients.

6 - Les instruments pratiques de l'action des GTV sont :

- a) Le bulletin des GTV dans lequel on trouve des analyses groupées par sujet et les références des articles parus dans les revues professionnelles ; ainsi il suffit au praticien de classer ces dossiers, selon une nomenclature préétablie, pour pouvoir être, à tout moment, en possession d'un dossier technique complet sur tel ou tel sujet, pour ses besoins personnels ou pour des exposés de vulgarisation.
- b) L'audio-visuel : la SNGTV a constitué une banque de moyens audio-visuels qui sont à la disposition des GTV départementaux ; il est apparu que la vidéo-cassette était pour le praticien un instrument incomparable, surtout lorsqu'il s'agit de présenter des techniciens opératoires, des astuces techniques, peut-être même les symptômes de certaines maladies. Le choix peut être également étendu à des sujets qui ne sont pas strictement vétérinaires (techniques d'élevage, économie rurale, etc ...).
- c) Les Commissions Techniques à l'échelon national : composées de praticiens, elles peuvent inviter tel ou tel spécialiste d'une question pour les informer ; elles ont pour but :
 - . de donner l'avis technique des praticiens sur les solutions à apporter à un problème sanitaire ;
 - . de donner aux praticiens un cadre technique objectif et indépendant pour aborder ce problème sur le terrain ;
 - . de proposer aux éleveurs des plans de lutte ou de prophylaxie contre tel ou tel problème sanitaire, en toute indépendance technique et commerciale ;

- . de conseiller les GTV départementaux dans la recherche des appuis et des collaborations pour la réalisation de ces tâches (EDE, GDS, centre d'insémination artificielle ...) ;
- . de proposer au Bureau National des modèles de contrats pour l'application des plans retenus.

Comme on peut le constater ce programme, à la fois réaliste et très concret, est ambitieux. Tant mieux, mais il convient de voir comment ont évolué les choses depuis bientôt dix ans, quels ont été et quels sont les problèmes soulevés et rencontrés par les GTV dans leur action.

II/ LES DIFFICULTES DE LA SNGTV

A - VIS-A-VIS DES AUTRES VETERINAIRES :

Nous avons déjà évoqué les divergences entre les vétérinaires praticiens et les vétérinaires salariés (au sens large). Ces divergences se sont répercutées au niveau des rapports de la SNGTV avec la Fédération, surtout dans la réalisation des commissions. Le SNVF avait déjà mis en place des sections techniques, mais si celles-ci s'apparentent à des sociétés savantes orientées vers des études scientifiques, le but poursuivi par les commissions techniques des GTV n'est pas le même puisque, outre la formation permanente du praticien, elles proposent la mise en place de plans sanitaires sur le terrain.

D'autre part, les sections techniques de la Fédération (section technique porcine par exemple) ne sont pour ainsi dire fréquentées que par des confrères salariés. Peut-être cela est-il dû au fait que les praticiens hésitent à se déranger pour une seule demi-journée ou ne le peuvent pas. Sans doute préféreraient-ils des réunions régionales, comme cela se fait en Bretagne où une soixantaine de confrères passent tous les mois une journée avec les vétérinaires de la station de Ploufragan. A ce propos, le Président DELAFOLIE dit ne pas être d'accord sur la façon dont sont organisées ces journées où tout le monde est invité, notamment les autorités locales.

De telles réunions ont trop souvent le caractère de manifestation de relations publiques, en tout cas pas au profit des praticiens. En ce sens les relations avec les DSV et les laboratoires départementaux, dans un souci de collaboration, sont quasiment inexistantes. Enfin, aucune articulation n'est réellement faite avec les Ecoles Nationales Vétérinaires mais là, le tort est certainement partagé !.

D'un autre côté, l'action des GTV est trop malheureusement liée à la personnalité et à l'efficacité de ses adhérents au niveau départemental. Si quelques départements réalisent effectivement leur projet, et non sans mal, de très nombreuses sections tournent au ralenti ou sont même totalement inexistantes ; ceci est dû au délaissement total de la part des praticiens, inutile de revenir là-dessus, soit au désintéressement des organisations agricoles locales qui cherchent à éviter, voire même à enrayer, tout circuit vétérinaire en place, quel qu'il soit.

B - LES DIFFICULTES DANS LA REALISATION DES BUTS POURSUIVIS :

Elles sont dues, à notre sens, à la volonté ferme de la part de la SNGTV de ne pas dépendre de groupes extérieurs à la profession vétérinaire pour les seules raisons d'indépendance et d'économie.

La volonté de la SNGTV de se démarquer du SNVF pour obtenir une existence juridique et un budget distincts est un des aspects de la cission actuelle qui existe dans la fédération.

Pour ce qui est des relations avec les organisations professionnelles agricoles à travers une politique contractuelle, la SNGTV n'arrive pas à réaliser son projet ; elle revient même sur son intention première puisque, de préférence aux contrats collectifs que des groupements concluent trop souvent dans le seul but de percevoir des subventions de l'Etat et qu'ensuite ils respectent plus ou moins, le Président DELAFOLIE est maintenant partisan des contrats individuels. En fait, les difficultés tiennent souvent à ce que les vétérinaires, et notamment les GTV, ne disposent pas en quelque sorte du pouvoir exécutif. Qu'ils viennent par exemple à mettre en cause tel aliment et ils risquent alors d'être tenus en échec sous la pression de certains intérêts économiques.

CONCLUSION :

Nous pensons que l'actuelle difficulté de la SNGTV est caractéristique du malaise de la profession vétérinaire. L'action des GTV est partie d'une intension louable et si elle est actuellement le seul moyen efficace d'assurer la formation permanente du praticien à l'échelon collectif, et en ce sens elle a réussi, elle n'a pas encore su sortir du strict cadre de la profession. A vouloir rester indépendant, on ne dépend plus de personne et personne n'a plus besoin de vous. Encore faut-il souligner le manque d'intérêt, et donc le manque de motivations de la plupart des praticiens pour ce type d'activité relativement éloigné des conceptions traditionnelles.

Nous pensons que l'action des GTV est à continuer et à renforcer, mais afin qu'elle ne reste pas un pis-aller, elle doit élargir son mode de prestation de services. Il est nécessaire de tirer parti de la possibilité prévue par l'article 48 de la loi du 16 Juillet 1971 et de multiplier les centres reconnus par les organisations professionnelles ou syndicales, et donc susceptibles de recevoir une aide de l'Etat. Ces centres, en collaboration avec les Ecoles Nationales Vétérinaires et les multiples organisations agricoles, sont chargés d'identifier les besoins de formation et de négocier avec les organisations intéressées les actions de formation correspondantes. Le concours de l'Etat, et son monopole, permettrait dans cette optique de construire et d'équiper ces centres et de financer des études et expérimentations.

Le problème est de savoir si cette perspective, à travers la politique contractuelle, est compatible avec le caractère libéral de la profession et permettrait de tirer parti de l'application (future) de la loi sur la pharmacie.

CHAPITRE II - LES VETERINAIRES ET LE MARCHE COMMUN

I/ HISTORIQUE : LE TRAITE DE ROME

Les objectifs du Traité de Rome, signé le 17 Mars 1957, sont multiples et il suffira d'énoncer les principaux pour en montrer l'importance : abolition progressive des frontières douanières, liberté de circulation des travailleurs, libre circulation des capitaux dans la mesure nécessaire au bon fonctionnement du marché, liberté d'établissement et prestation des services pour les activités non salariées, coordination des politiques économiques, l'harmonisation des systèmes sociaux, rapprochement des législations, uniformisation de la politique commerciale, établissement d'une politique agricole commune, l'abolition, entre les Etats membres, des obstacles à la libre circulation des personnes, des services et des capitaux, etc ...

Il faut savoir que la notion de profession libérale est très peu explicitée dans le Traité ; elle n'apparaît d'ailleurs qu'en deux endroits du Traité, à savoir l'article 60 où il est dit que les services comprennent "les activités libérales" et à l'article 193 qui signale que parmi les membres du Comité Economique et Social figurent des représentants des professions libérales.

Pour l'ensemble des activités de la vie économique et sociale, et donc pour les professions libérales, le Traité prévoit le droit d'établissement et la libre prestation des services. En effet, la Commission chargée de la mise en oeuvre du Traité, formée de 14 représentants des Etats membres qui ont sous leurs ordres une administration de 3500 fonctionnaires, a établi trois propositions de directives relatives aux trois points suivants :

- les modalités de réalisation de la liberté d'établissement et de la libre prestation des services pour les activités non salariées du vétérinaire ;
- les modalités de la reconnaissance mutuelle des diplômes, certificats et autres titres ;
- la coordination des dispositions législatives, réglementaires et administratives concernant les activités non salariées du vétérinaire.

La première directive vise à la suppression des restrictions au droit d'établissement et à la libre prestation des services. La restriction principale était, certes, la condition de nationalité ; elle est évidemment supprimée : tout vétérinaire d'un pays pourra s'établir ou prêter ses services dans un des autres pays de la Communauté.

La deuxième directive traite de la reconnaissance mutuelle des diplômes, certificats et autres titres du vétérinaire. Elle établit les modalités de la reconnaissance des diplômes et des titres légalement exigés pour l'accès aux activités vétérinaires. Comme les conditions de formation requises pour l'accès aux activités non salariées sont identiques à celles requises pour l'accès aux activités salariées, la directive est applicable aux uns et aux autres.

Enfin, la troisième directive détermine les bases minimales sur lesquelles doit être fondée la formation en vue de l'exercice professionnel.

Le fait que ces directives prévues n'aient pas encore été arrêtées et publiées ne saurait priver les intéressés de ce droit. Celui-ci est acquis depuis la fin de la période de transition de douze années, c'est-à-dire depuis le 28 Janvier 1970.

II/ ORGANISATION EUROPEENNE DES VETERINAIRES

A - Les organismes :

Trois grand organismes européens regroupent les vétérinaires. On distingue :

- la Fédération Européenne des Vétérinaires qui succède au Comité de Liaison des Vétérinaires de la CEE, créé en 1961, et qui rassemble les vétérinaires par Etat et par spécialisation ;
- l'Union Européenne des Vétérinaires Praticiens, créée en 1970, qui rassemble et défend les praticiens libéraux ;
- enfin la Fédération Européenne des Vétérinaires de la Recherche et de l'Industrie vient d'être créée au 20^{ème} Congrès Mondial de Salonique en 1975.

Il convient de voir la position de l'UEVP à l'égard de la Fédération Européenne des Vétérinaires ; en effet, l'UEVP a été fondée en grande partie parce que l'absence de vétérinaires praticiens au Comité de Liaison de l'époque avait été constatée et déplorée. Bien que la situation se soit un peu améliorée, l'Union a, pour principale mission, de chercher l'intégration du vétérinaire praticien dans le monde européen ; son souci majeur est de préserver le caractère libéral de la profession.

Aux yeux de nombreux vétérinaires, une participation des praticiens à la Fédération est souhaitable, mais selon les règles démocratiques de la proportionnalité. Sinon les problèmes spécifiques des vétérinaires praticiens se verraient dilués au niveau de la Fédération alors que les propositions de directives élaborées à Bruxelles ont essentiellement trait à la libre circulation des praticiens.

On retrouve donc au niveau européen les mêmes problèmes évoqués à propos du syndicalisme vétérinaire français :

- la Fédération Européenne est le pendant du SNVF ;
- l'Union Européenne est le pendant du SNVPP.

B - LE TRAVAIL EFFECTUÉ :

A l'image de ce qui se passe en France, on retrouve donc la situation suivante :

- la Fédération se borne à poser les problèmes, tant de fond que de forme, sans trop chercher à les résoudre ;
- l'Union est beaucoup plus active et déterminée puisqu'elle a pour principal souci d'harmoniser l'activité libérale de la profession à travers une série de mesures étudiées par un Conseil Supérieur Vétérinaire et différentes Commissions (formation continue, pharmacie, enseignement, déontologie ... au plan européen).

Si, sur le plan national, tous les problèmes auxquels se heurte la profession sont loin d'être résolus, on imagine aisément l'ampleur de la tâche à réaliser au niveau européen tant il y a de différences entre les pays, aussi bien dans les structures et les modes d'exercice que dans les législations.

Donnons quelques exemples :

- En matière de pharmacie, les législations existantes ont empêché une harmonisation de la réglementation communautaire. Ainsi aux barrières douanières qui vont en diminuant ; se substituent des barrières sanitaires reposant sur les législations propres à chaque pays.

Nous n'entrerons pas dans le détail de ces législations, ce qui alourdirait considérablement notre travail.

La France, par sa nouvelle législation, se situe à mi-chemin entre le système le plus libéral (Pays-Bas) et celui le plus élaboré et sévère (Grande Bretagne). Notons que la notion de distribution aux groupements de producteurs ne se retrouve dans aucune législation.

La Commission des Communautés Européennes, Direction Générale du marché intérieur et du rapprochement des législations a, en s'inspirant d'une Directive communautaire pour les médicaments humains, en date du 26 Janvier 1965, établi une proposition de Directive relative aux médicaments vétérinaires. Cette proposition, 13506 5/XIV/72-F, devrait avoir pour premier effet de faciliter la circulation des médicaments vétérinaires dans les différents pays de la CEE.

- Nous laisserons de côté les questions relatives aux différents types d'enseignements tant elles sont connues, et éternellement débattues à tous les niveaux de la profession.
- Un point de détail illustre la difficulté de réalisation de l'Europe vétérinaire : en Grande Bretagne, l'inspection des denrées alimentaires d'origine animale est entre les mains d'"inspecteurs de la santé publique" qui ne sont pas des vétérinaires. L'UEVP a demandé, en Mars 1974, au Gouvernement du Royaume Uni, d'accepter en principe que les vétérinaires assument la responsabilité de cette inspection, comme il en est dans les autres pays de la Communauté et de la leur transférer aussitôt que possible. Il y a plus de deux ans que cette demande a été faite, sans résultat.
- La déontologie européenne est toujours à l'état de projet. Cependant, en 1972, l'UEVP avait proposé d'adapter les Codes nationaux à certaines règles sans vouloir les remplacer par des articles trop précis. Cette proposition n'eut aucune suite.

CONCLUSION :

La Cour de Justice de la Communauté, siégeant à Luxembourg, a décidé par un arrêt très longuement et très solidement motivé, en date du 21 Juin 1974, que, depuis la fin de la période transitoire, c'est-à-dire le 28 Janvier 1970, les dispositions du Traité de Rome interdisant toute discrimination fondée sur la nationalité, sont effectivement entrées en vigueur et peuvent être directement invoquées dans un pays d'accueil par tous les autres citoyens des autres Etats membres. Or, un fait relativement récent est significatif de la position discriminante et réfractaire de l'Ordre des Vétérinaires Français : la décision d'un Conseil Régional de l'Ordre rendue le 1er Juillet 1975 refusant d'inscrire un vétérinaire de nationalité française et titulaire du diplôme de Docteur en Médecine Vétérinaire délivré par la Faculté Belge de Cureghem.

Ce fait pourrait nous amener à penser qu'il n'est que le reflet d'une Communauté Européenne, qui, n'étant pas encore ressentie avec réalité par ses membres, tarde à se matérialiser, se heurtant à des mentalités toujours réticentes.

CHAPITRE III - LES LOIS ET LES PROJETS DE LOIS

I/ LA PHARMACIE VETERINAIRE

A - INTRODUCTION

1/ Historique :

La loi sur la pharmacie notée après quatre débats : deux à l'Assemblée Nationale (13 Juin 1974 et 17 Avril 1975) et deux au Sénat (21 Novembre 1974 et 15 Mai 1975) était en préparation et a fait l'objet de discussions et de commentaires dans la presse professionnelle depuis plusieurs dizaines d'années. Nous en tenons pour preuve un "projet de proposition de loi relative à l'exercice de la pharmacie vétérinaire" paru dans un supplément au bulletin du Syndicat National des Vétérinaires en Juillet-Août 1951.

Ce projet qui, soulignons-le, n'eut pas de suite et ne fut jamais discuté aux Assemblées concernait dans son ensemble :

- Titre premier : Préparation et détention des médicaments vétérinaires en vue de leur vente au détail ;
vente au détail des médicaments vétérinaires ;
- Titre second : Importation, préparation des médicaments vétérinaires en vue de leur vente en gros et vente en gros des médicaments vétérinaires ;
- Titre troisième : Dispositions particulières aux spécialités ;
- Titre quatrième : Comité technique, dispositions diverses ;
- Titre cinquième : Pénalités.

Précisons que ce projet, traduisant l'accord des représentants syndicaux des pharmaciens et des vétérinaires, prévoyait la suppression du colportage sous toutes ses formes et toute vente directe au public (articles 6 et 7) ; il proposait l'acquisition, la détention, la

cession des médicaments non soumis à la réglementation des substances vénéneuses par les groupements d'éleveurs et coopératives agricoles agréés par le Ministre de l'Agriculture (article 4) ; aucune spécialité ne pouvait être exploitée sans un visa des Ministres de la Santé Publique et de l'Agriculture (article 13) ; enfin, un Comité Technique d'Inspection et de Contrôle était proposé en vue de l'application de la loi (articles 16 à 19). Il aura donc fallu 25 ans aux Pouvoirs Publics pour reprendre ces points et aboutir à la loi N° 75-409 du 29 Mai 1975.

2/ Etat antérieur de la législation :

Il est inexact de dire, comme on l'a trop souvent répété au cours de ces dernières années, qu'il n'existait aucune réglementation pharmaceutique vétérinaire. Celle-ci résultait des textes suivants :

- Article L 511 du Code de la Santé Publique donnant une définition valable du médicament humain aussi bien que vétérinaire ;
- Articles L 611 à L 615 du même code réglementant la fabrication et l'emploi, en médecine vétérinaire, des matières virulentes, sérums et vaccins, et autres produits d'origine organique dont la détention était strictement réservée aux vétérinaires qui les administrent eux-mêmes et aux pharmaciens qui ne pouvaient les délivrer que sur ordonnance vétérinaire ;
- La loi du 19 Juillet 1916, le décret du 14 Septembre 1916 repris par les décrets du 19 Novembre 1948 et du 26 Novembre 1956 relatifs aux médicaments renfermant des substances vénéneuses ;
- D'autres décrets apportaient des précisions de détail : décret du 13 Août 1965 en application de la loi du 1er Août 1905 (!) concernant la protection de la Santé Publique ;
- Arrêté ministériel du 6 Août 1971 et circulaire du 2 Juin 1972 précisant certaines conditions et précautions d'emploi en vue du contrôle des résidus dans les denrées alimentaires provenant des animaux traités.

B - ASPECTS PRINCIPAUX DE LA NOUVELLE LOI

1/ Points positifs :

Les textes précités conféraient pratiquement aux vétérinaires un monopole d'emploi de ces médicaments. Cependant, la fabrication et la délivrance des autres médicaments considérés comme ne présentant qu'un danger mineur étaient libres. C'est principalement pour cette raison que le législateur de 1975 s'est préoccupé de renforcer les mesures destinées à préserver la Santé Publique (article L 614). Mais la grande nouveauté de la loi est l'extension à tous les médicaments vétérinaires du contrôle à la fabrication (articles L 615 à L 617-5).

Ainsi le législateur a eu deux objectifs principaux :

- faire du médicament vétérinaire un médicament de qualité en établissant principalement une autorisation de mise sur le marché ;
- protéger le consommateur en réglementant la distribution et l'utilisation des médicaments en obligeant le fabricant à donner des précisions sur les taux résiduels des médicaments qu'il fabrique, etc ...

Enfin, et c'est très important, les dispositions réglementant la délivrance du médicament obligent les vétérinaires à sortir de leur domaine purement médical en leur imposant une responsabilité réelle au niveau des groupements professionnels agricoles (articles L 612 et L 613).

2/ Points obscurs :

Tout d'abord, nous émettons des réserves quant à la nuance faite entre "l'aliment médicamenteux" considéré comme médicament vétérinaire et "l'aliment supplémenté" non considéré comme médicament vétérinaire (articles L 607 et L 608) ; l'avenir nous réservera certainement des surprises face à ce risque de voir se développer une "sous-pharmacie vétérinaire".

Bien plus graves sont les dispositions prises par l'article L 612, notamment le deuxième alinéa qui veut dire en clair que certains groupements pourront acheter en gros et détenir :

- des matières virulentes et produits d'origine microbienne ;
- des substances d'origine organique ;
- des substances toxiques et vénéneuses, etc ... (article 617-6).

Si une relative sécurité réside dans l'obligation de la délivrance de ces produits par une ordonnance vétérinaire, il n'en reste pas moins vrai qu'une brèche existe dans la distribution de certains médicaments d'usage courant qui pourra se faire sans prescription vétérinaire. Nous osons affirmer que ces dérogations en faveur d'une plus grande libéralité vis-à-vis des groupements de producteurs instaurent un néo-colportage bien plus grave que celui que l'on cherche à abolir. Et ce pour plusieurs raisons :

- la notion de listes arrêtées conjointement par les Ministres de la Santé et de l'Agriculture démarquant les médicaments soumis à prescription de ceux non soumis à prescription, soulèvera d'énormes difficultés, tant dans leur élaboration première que dans la perpétuelle nécessité de mise à jour ; les produits changent, les étiquettes aussi et il faudra revoir ces listes fréquemment, autant d'objets de litiges ;
- la simple délivrance d'une ordonnance par un vétérinaire ne constitue pas une garantie suffisante car, ce qui est dangereux, ce ne sont pas les médicaments eux-mêmes (qui seront d'ailleurs soumis à la procédure du visa), mais leurs conditions d'utilisation : celles-ci seront justement précisées par le programme sanitaire.

Or, les problèmes de l'organisation de la production animale, de l'encadrement technique et sanitaire pour une activité économique réelle au sein d'un groupement de producteurs ou d'un Groupement de Défense Sanitaire visés à l'article L 612, sont loin d'être résolus, voire même définis. L'article L 613 précise que l'acquisition, la détention et la délivrance des médicaments, détenus par les groupements, doivent être faites sous le contrôle d'un docteur vétérinaire ou d'un pharmacien participant effectivement à la Direction Technique du Groupement.

Or, les difficultés que traversent actuellement la plupart des groupements de producteurs viennent justement du fait qu'ils n'ont pour ainsi dire pas de direction technique au sens où l'entend la loi,

d'où le rôle que peut jouer le vétérinaire selon un mode nouveau d'activité, (encore faut-il qu'il fasse autre chose que signer des ordonnances et exécuter des programmes stéréotypés !).

D'autre part, on peut se demander dans quelle mesure un pharmacien aura la compétence nécessaire pour participer à cette direction technique, à savoir : déceler l'étiologie d'un problème pathologique à l'échelon du groupement, donc faire un diagnostic, évaluer l'importance économique dudit problème pour enfin élaborer un programme sanitaire cohérent curatif et préventif.

A ce sujet, nous nous étonnons du silence quasi absolu de la presse professionnelle quant à cette incursion, jusqu'ici dans les textes, du rôle éventuel d'un pharmacien pour une activité spécifiquement vétérinaire.

Pour en revenir plus particulièrement à la distribution des médicaments, le seul argument positif avancé par les candidats à ces dérogations est d'obtenir une diminution du coût des médicaments utilisés ; déjà on a pu voir, du fait des remises quantitatives, certains produits cédés à des prix inférieurs au prix d'achat du vétérinaire. Il est certain que la tentation pour les laboratoires, comme pour les coopératives de production, est d'éviter le circuit du vétérinaire pour élargir le marché. En ce sens l'article L 617-10 favorisera particulièrement cette pratique :

"Toute exclusivité de vente de médicaments vétérinaires au bénéfice d'une ou plusieurs catégories de revendeurs est interdite". En clair, cela signifie que la "marque professionnelle", du reste guère défendue par les praticiens, est désormais interdite.

Rappelons que la marque professionnelle est une marque particulièrement créée par une association de commerçants qui en a donc la propriété. Cette marque professionnelle est destinée à être ajoutée à la marque commerciale habituelle d'un produit qui, dès lors, est commercialisée exclusivement par les adhérents à l'association.

Ainsi la profession perd encore un peu plus de terrain dans la distribution des médicaments.

Puisque la loi s'est bien gardée d'instaurer la pratique des prix marqués aux laboratoires pharmaceutiques, la seule façon pour la profession de rester compétitive au niveau du marché est d'organiser l'achat collectif de médicaments, dans le cadre d'un Groupement d'Intérêt Economique par exemple, comme cela existe déjà dans certains départements (Association Vétérinaire de Provence, Midi-Pyrénées, Oise, Eure ...).

Cependant, à l'échelon national, le support et l'animation d'une telle structure est difficile non seulement à cause de l'individualisme économique du praticien traditionnel, mais aussi parce qu'aucune solution puridique, fiscale et déontologique n'est encore avancée.

C - BILAN, PROSPECTIVES :

Le non-respect et les carences de la législation vétérinaire antérieure à la loi 75-409 du 29 Mai 1975 ont permis à l'offensive anti-pharmacie vétérinaire de s'organiser pour concurrencer "le circuit vétérinaire des praticiens". Nous nous permettons de reproduire ce que déclarait un praticien, le Dr. GUINEMENT, face à cette situation :

"La pharmacie vétérinaire, jusque-là en principe réservée aux vétérinaires et aux pharmaciens, est devenue l'activité de Monsieur Tout le Monde.

Les aviculteurs, les premiers, puis les moutonniers, se sont approvisionnés en dehors de notre profession ; les éleveurs de porcs ont rapidement suivi, alors que les producteurs de viande bovine sont en train de les imiter. Peut-être, au départ, avons-nous commis des erreurs en ne nous intéressant pas assez à ces productions avicoles et ovines. Mais le climat créé est déplorable. Le vétérinaire, qui voit au cours de ses déplacements les murs des granges et les cadres de fenêtres des étables de ses clients envahis par des produits pharmaceutiques qui viennent d'ailleurs, n'aborde plus les lieux dans les mêmes dispositions qu'autrefois. Ce n'est même pas l'aspect financier du problème qui le traumatise, mais bien plus le fait que pensant avoir été en quelque sorte le premier conseiller technique de l'éleveur, lui ayant appris à se servir d'une seringue ou d'un pistolet doseur, lui

ayant inculqué le premier les notions de prophylaxie sanitaire et médicale, celui-ci le laisse aujourd'hui plus ou moins de côté pour écouter des tiers dont certains n'ont absolument aucune qualification professionnelle et vendent comme de véritables "camelots" des produits parfois dangereux, non seulement pour les animaux, mais aussi pour le consommateur".

Nous pensons que la réponse apportée par le législateur à cet état de fait a été détournée de ses objectifs de protection des consommateurs au profit de puissants intérêts financiers et commerciaux.

La réduction du monopole (très relatif) de la distribution des médicaments par le vétérinaire, loin de se faire au profit des éleveurs, plus ou moins effectivement groupés, livre en fait l'exploitant rural aux appétits intégrateurs de certains.

Si le chiffre d'affaires du colportage était, jusqu'à présent, cinq à six fois plus élevé, en France, que le chiffre d'affaires total des vétérinaires et pharmaciens, un néo-colportage bien plus grave vient de recevoir l'agrément officiel des Pouvoirs Publics. Quant à l'emprise de l'Etat sur la mise en place et l'efficacité d'un contrôle prévu au 2ème alinéa de l'article L 617-21, à savoir :

"Les denrées alimentaires d'origine animale seront contrôlées en vue de la recherche de résidus médicamenteux toxiques ou dangereux",

il y a lieu d'être pessimiste. Comme le déclarait le Professeur LORGUE aux journées vétérinaires 1975 à l'Ecole Nationale Vétérinaire de Lyon :

"La France est d'une pauvreté catastrophique et, sur certains points, scandaleuse, en matière de moyens de contrôle, notamment de contrôle chimique. Peu ou pas de moyens, peu ou pas de personnes qualifiées".

En définitive, la loi sur la pharmacie aura ravivé le syndicalisme vétérinaire. La grève, désormais historique, du 4 Novembre 1974 restera encore longtemps gravée dans les mémoires !

Il est seulement regrettable que cette ardeur, purement défensive, des praticiens se soit essouffée après le simple retrait du fameux amendement 50 de BRIANNE et BOUDET visant la création d'un corps d'auxiliaires vétérinaires.

Avant d'ouvrir le chapitre sur le problème de ces auxiliaires vétérinaires, nous pouvons conclure sur l'extrême réserve que nous formulons quant aux décrets d'application de la loi sur la pharmacie que l'on attend toujours. Nous pouvons prévoir un formidable déferlement de protestations, motions, résolutions, mises en demeure de tous genres de la part des praticiens face à ces décrets qui n'auront alors plus l'ossature floue et imprécise d'un texte de loi qui concrétiseront, sans appel, la volonté de la Technocratie Capitaliste d'éliminer, entre autres choses, l'influence du vétérinaire rural libéral.

II/ LES AUXILIAIRES VETERINAIRES

A - L'EVOLUTION AU COURS DES ANNEES :

1/ Bref historique :

De tout temps la profession ne s'est guère montrée favorable à la création d'un corps d'auxiliaires vétérinaires auquel seraient confiées certaines prérogatives tendant à réduire l'activité du vétérinaire dans l'exercice de la médecine et la chirurgie des animaux, monopole jalousement gardé en vertu de l'article 340 du Code Rural.

Toute la dialectique déployée ces dernières années tend à prouver que le corps des praticiens ruraux est nettement insuffisant pour faire face à la fois aux impératifs des prophylaxies collectives et aux besoins de la clientèle.

Un fait est certain : la question des auxiliaires vétérinaires crée un rapport de force de plus en plus tendu entre les vétérinaires et les organisations agricoles qui furent les premières à demander la création d'un tel corps.

En 1958, une campagne nationale menée par une organisation agricole s'était déchaînée contre les vétérinaires praticiens réclamant que la détention des médicaments vétérinaires ne soit plus le monopole des vétérinaires.

En 1973, d'autres organisations agricoles, reprenant les vieilles revendications plus ou moins estompées par le temps, avaient relancé l'idée d'une telle création ; la Fédération Nationale des Groupements de Défense Sanitaire, rencontrant une délégation du syndicat dirigée par le Dr. BRU, avait voulu lier la conclusion d'un accord national revalorisant les tarifs de prophylaxie et l'engagement d'étudier en commun la possibilité de mettre en place des infirmiers vétérinaires. Cette exigence avait d'ailleurs rendu impossible toute entente au plan national. La même année, lors de la Conférence Agricole annuelle tenue au niveau du Premier Ministre, les grandes

organisations agricoles soulevaient le problème en laissant percer de nouvelles intentions réclamant le droit de disposer d'un corps d'agents d'encadrement des exploitations d'élevage. Si les représentants de la profession agricole admettaient l'intervention des agents de l'Administration dans les prophylaxies obligatoires, ils demandaient que les techniciens de groupements soient utilisés pour les autres prophylaxies.

2/ L'accélération des événements :

Au printemps 1974 deux faits importants ont précipité la question des auxiliaires vétérinaires : d'abord, l'épidémie de fièvre aphteuse en Bretagne au cours de laquelle on a dit beaucoup de choses sur le compte de la profession et quant à l'opportunité de sa prestation, et surtout la disposition votée par l'Assemblée Nationale le 13 Juin en première lecture de l'article L 617-13 de la loi créant un corps d'auxiliaires vétérinaires et zootechniciens : son introduction en discussion à une heure où l'absentéisme de quelques 472 députés en assurait l'adoption facile par 16 députés sur les 28 présents, avait provoqué une levée de boucliers extraordinaire dans la profession toute entière.

3/ Les suites de la suppression de l'amendement 50 de BRIANNE et BOUDET :

Les débats au Sénat furent certainement plus fructueux quant à l'évolution des faits. Le Sénateur MALASSAGNE y a notamment déclaré :

"Loin d'être opposé à la création d'un corps d'auxiliaires vétérinaires (...), je suis au contraire favorable à une telle création, mais sous certaines conditions et à terme. Toutefois, je mets une condition formelle à cette opération, à savoir qu'elle soit menée en accord complet avec la profession concernée, celle des vétérinaires, et en tenant le plus grand compte des intérêts légitimes de la profession agricole. Il y va en effet de l'intérêt direct des vétérinaires de pouvoir disposer d'un corps d'assistants particulièrement qualifié qui les soulagera de charges astreignantes et leur permettra de se consacrer plus entièrement à leur mission qui est avant tout médicale et chirurgicale.

C'est à eux qu'il convient de mettre en place une telle organisation ; c'est encore à eux qu'il convient à peu près certainement de procéder à la formation des intéressés sous leur contrôle direct ; c'est enfin à eux, je pense, qu'il convient d'en assurer les charges financières et salariales. Faute de comprendre l'urgence de ce problème, nos vétérinaires, dont la qualification est particulièrement appréciée dans le monde entier, risqueraient de se voir dessaisis d'une part importante de leur compétence et de leur mission médicale".

Ce à quoi Mme VEIL a répondu :

"Je prends au nom de mon collègue, le Ministre de l'Agriculture, l'engagement que cette importante question sera étudiée dans les meilleurs délais et qu'un projet de loi particulier, destiné à la résoudre, vous sera proposé, allant dans le sens de l'accord de principe qui semble s'être dégagé de l'échange de vues avec les principaux intéressés. Le débat, très large, qui devra être ouvert à cette occasion, permettra de confronter les avantages et les inconvénients qui en résulteront pour les diverses catégories de personnes concernées. Trois solutions sont possibles :

- soit l'extension des attributions des corps techniques de l'Etat ;
- soit la création d'un statut de droit privé pour les assistants des vétérinaires agissant pour leur compte ou pour le compte et sous le contrôle des vétérinaires ;
- soit encore une solution associant les deux premières.

Le Gouvernement resterait, au demeurant, ouvert à toute autre solution qui pourrait apparaître lors des discussions".

B - ARGUMENTS ET PROPOSITIONS

1/ Opportunité d'une telle création :

La nécessité de renforcer le personnel de santé animale est établie. Notamment celle de la création d'une véritable profession d'assistants ou d'auxiliaires de vétérinaires praticiens, comme il en existe pour d'autres professions de santé ; mais il faudrait commencer

par prévoir un statut, des conditions précises d'accès, de formation, de mission, de répartition des responsabilités. Mais qu'on le veuille ou non, c'est une menace directe à l'encontre du caractère libéral de la profession. Il évoque irrésistiblement, à plus ou moins brève échéance, la fonctionnarisation partielle ou totale des prophylaxies collectives subventionnées, ce qui est une réalité en droit ! Ainsi le Conseil d'Etat a jugé que le praticien, lorsqu'il fait de la prophylaxie, est un salarié de l'Etat.

Enfin, il convient de souligner que l'on forme déjà des auxiliaires vétérinaires et qu'on n'en fait guère mention ; il existe actuellement en France trois organisations qui proposent aux jeunes le moyen d'accéder à ce titre d'auxiliaire vétérinaire :

- le lycée agricole d'Ahun, dans la Creuse ;
- le collège agricole de la Madeleine à Evreux, dans l'Eure ;

Ces organismes officiels dépendent de la Direction de l'Enseignement Agricole du Ministère de l'Agriculture ;

- le CEPEM, cours médical privé à Paris, mais qui n'assure pas de stage chez les praticiens, ni de travaux pratiques, contrairement aux deux organismes précédents.

2/ Quel type d'auxiliaires vétérinaires ?

Quatre catégories peuvent être envisagées :

- Agent technique sanitaire, défini par l'arrêté interministériel de 1962 ;
- Infirmier vétérinaire tel que le comprennent les praticiens vétérinaires ;
- Auxiliaire vétérinaire et zootechnicien, comme le souhaitent les milieux agricoles et tel que le projet de loi l'a conçu après le dépôt de l'amendement BRIANNE et BOUDET ;
- Aide-sanitaire enfin, auxiliaires à temps partiel des vétérinaires praticiens.

L'agent technique sanitaire semble être la formule la plus désirable, alors que l'infirmier vétérinaire est la forme d'auxilariat que seraient tentés de créer les vétérinaires en exercice professionnel. Le critère à retenir, en face de cette conjoncture, est la capacité d'utilisation à plein temps de ces agents auxiliaires. Il faut reconnaître que les vétérinaires praticiens n'ont guère besoin de cet agent technique que lors de la réalisation des prophylaxies collectives traditionnelles ou occasionnelles en cas d'épizooties brutales et subites. Aux yeux des praticiens, l'auxiliaire vétérinaire et zootechnicien est à écarter par tous les moyens car il créerait un sous-vétérinariat. Ce corps serait amené, tôt ou tard, à faire à titre privé, une médecine au rabais et de qualité inférieure et douteuse, comme c'est souvent le cas avec les techniciens de groupements de producteurs. Ce corps serait amené de ce fait à dispenser des médicaments et ressusciterait du même coup un colportage qui porte en lui, par pratique et par nécessité, la pratique illégale de la médecine vétérinaire comme aux beaux jours de l'empirisme des années 1930.

3/ Position de l'Administration Vétérinaire :

Pour l'Administration Vétérinaire, la question est de savoir s'il est vraiment besoin d'aider le vétérinaire pour des tâches "mineures" qui, à priori, ne nécessitent pas obligatoirement la compétence et l'intervention de l'Homme de l'Art. Poser la question c'est presque déjà la résoudre puisque les prophylaxies ont incité les praticiens à recourir à des étudiants vétérinaires : ainsi les praticiens ont eux-même montré l'exemple en utilisant des personnes non habilitées à faire ces tâches.

Le Dr. MATHIEU préconise donc l'instauration d'agents techniques sanitaires sous l'autorité de l'Administration pour plusieurs raisons : les difficultés rencontrées à cet égard tiennent au fait que la répartition des vétérinaires sur l'ensemble du territoire ne correspond pas au besoin de la prophylaxie ; il est un fait que ces opérations qui, pour certaines clientèles, représentent une grosse part de l'activité rurale, pour d'autres, c'est plus un souci qu'un moyen substantiel de rémunération.

Pour le Dr. MATHIEU, ce serait aggraver le problème que de créer un corps d'infirmiers qui iraient s'installer où ils voudraient. D'autre part, la création d'un corps d'auxiliaires au service, soit des vétérinaires praticiens, soit du secteur privé, impliquerait l'organisation d'un enseignement qui coûterait fort cher.

Ce dernier argument nous semble tout à fait fallacieux, car le financement d'une telle formation n'a rien à voir avec une quelconque subordination. Les propos du Directeur des Services Vétérinaires n'ont en fait pour but que la réalisation pure et simple des prophylaxies par des agents de l'Administration.

4/ Les arguments des praticiens :

Aux yeux des praticiens il ne paraît nullement désirable que soit créé un corps d'infirmiers vétérinaires qui, par sa naissance, aggraverait la question sans apporter même un semblant de solution. Outre le fait que ces infirmiers coûteraient cher à l'Etat pour une formation correcte et un accroissement des charges sociales, ils ne sauraient apporter, du fait de leur recrutement et de leur qualification, que des sous-garanties sanitaires obérant considérablement les chances commerciales des produits et des productions animales françaises dans le Marché Commun et dans toutes les autres zones de possible exportation. En effet, si des infirmiers vétérinaires devaient intervenir dans les garanties, alors qu'un tel personnel n'existe dans aucun autre pays, ils délivreraient alors des certificats qui risqueraient d'être dévalués ; d'où le danger de se voir opposer des barrières sanitaires. Par contre, l'emploi d'agents techniques pour des tâches "mineures" n'a jamais soulevé de problèmes.

Cependant, au moment où un nombre croissant d'étudiants vétérinaires proviennent du milieu urbain, les praticiens, comme les étudiants, pensent qu'il serait opportun de les employer, plutôt que des agents techniques, à des tâches de prophylaxie qui les initieraient au milieu rural.

D'autre part, compte tenu du plus grand nombre de vétérinaires qui vont sortir des Ecoles et de l'évolution probable des prophylaxies,

il suffirait de peu de choses pour apporter l'aide nécessaire au praticien qui éprouve quelques difficultés à réaliser les prophylaxies dans le temps qui lui est imparti. En plus de l'utilisation des étudiants dans le cadre de stages ou de vacances d'hiver prolongées, le SNVPF a proposé que les vétérinaires biologistes EOR puissent, sous la direction et le contrôle des DSV, épauler et suppléer les vétérinaires sanitaires qui en feraient la demande. Mais bien que des Aspirants Vétérinaires soient déjà employés dans les DSV de l'Est pour la prophylaxie de la rage, le Général LEPERE a émis un refus catégorique pour l'emploi des militaires dans les tâches de prophylaxies collectives subventionnées, décision significative quant à la position des vétérinaires militaires face aux praticiens.

Quant aux prophylaxies privées dans le cadre des groupements d'éleveurs et des plans sanitaires d'élevage, les praticiens se déclarent être en mesure, en particulier grâce aux GTV, après concertation véritable avec les dirigeants agricoles, de répondre aux besoins des éleveurs. D'ailleurs que se passera-t-il si les groupements ont recours à des infirmiers ? Ils auront d'abord à payer ces gens toute l'année, ensuite ce personnel ne manquera pas de s'organiser et de s'appuyer sur un syndicalisme qui sera certainement plus dur que le syndicalisme vétérinaire.

Enfin il faut dire, à l'avantage des praticiens, qu'une prophylaxie efficace comporte une parfaite connaissance du terrain et de l'environnement, des visites régulières des exploitations et une intervention rapide en cas d'épizootie. Ce sont autant de choses qui sont déjà difficiles à mettre en oeuvre par les praticiens connaissant leurs clientèles et notamment les GTV, mais qui le serait autrement davantage avec un corps de fonctionnaires plus au service de l'Administration qu'à celui des éleveurs.

Quant aux prophylaxies officielles subventionnées, elles sont relativement bien faites et ce sont les vétérinaires praticiens qui ont éliminé la tuberculose, la fièvre aphteuse et qui sont en train d'éliminer la brucellose.

En définitive, nous pouvons dire qu'actuellement la profession n'est pas hostile à ce que certaines tâches de prophylaxie dites "mineures" soient confiées à des aides sanitaires, mais à la seule réserve que leurs attributions soient très nettement définies et que leurs activités sur le terrain soient attentivement contrôlées. Il s'agit donc aux yeux de la profession d'une complémentarité hiérarchisée et non, pour certaines opérations, d'une substitution pure et simple : ces agents techniques doivent être des supplétifs, ils ne doivent, en aucun cas, être imposés par le DSV aux praticiens qui demeurent seuls juges de réclamer leur concours au DSV.

C - LE PROJET DE LOI SUR LES PROPHYLAXIES :

Il a été élaboré par la Direction des Services Vétérinaires et est actuellement soumis aux Ministères intéressés avant d'être communiqué pour avis aux organisations professionnelles, puis au Conseil d'Etat, ensuite au Conseil des Ministres, et enfin au Parlement.

Ce projet crée un corps d'agents techniques sanitaires habilités à intervenir sous le contrôle de l'Administration dans les prophylaxies collectives des maladies des animaux organisées et dirigées, ou agréées par le Ministère de l'Agriculture. Dans l'exposé des motifs il s'agit bien, en plus des prophylaxies concernant la tuberculose, la fièvre aphteuse et la brucellose des "programmes sanitaires" proposés aux éleveurs appartenant à des groupements. Il prévoit à la fois une modification de l'article 340 du Code Rural, de la loi de 1938 sur l'exercice de la médecine et de la chirurgie des animaux et déjà (!) une modification de l'article L 617-7 de la loi sur la pharmacie.

Cette loi ne serait qu'une loi cadre, de larges possibilités étant laissées aux décrets d'application pour fixer les attributions de ces auxiliaires et les modalités de leurs interventions.

- Ce projet, séquelle et prolongement du vote de la loi sur la pharmacie, aura l'approbation de tous ceux qui conçoivent ces auxiliaires comme des agents technico-commerciaux chargés d'utiliser et de distribuer les médicaments vétérinaires que les dérogatoires de la loi sur la pharmacie ont le droit de distribuer.

- Ce projet aura l'approbation de tous ceux qui conçoivent ces auxiliaires comme les homologues des préposés sanitaires dans les abattoirs et souhaitent à terme la fonctionnarisation des prophylaxies en éliminant progressivement les vétérinaires praticiens des prophylaxies et de l'IDAOA.

Déjà le décret N° 75-918 du 7 Octobre 1975 fixe le statut et les conditions de recrutement de techniciens des Services Vétérinaires, destinés à reprendre la relève des praticiens dans l'exécution des prophylaxies collectives. En effet, l'article premier du chapitre premier de ce décret stipule :

"Les techniciens des Services Vétérinaires constituent un corps de fonctionnaires classé dans la catégorie B prévue à l'article 17 de l'ordonnance du 4 Février 1959. Ils participent sous l'autorité des vétérinaires inspecteurs, aux tâches techniques et aux missions de contrôle et de surveillance qui incombent aux services vétérinaires en application du livre II du Code Rural, notamment en matière de lutte contre les maladies des animaux et de protection des animaux domestiques, d'une part, et d'inspection sanitaire et qualitative des animaux vivants et des denrées alimentaires animales ou d'origine animale, d'autre part.

Ils peuvent être chargés de fonctions particulières, notamment à l'Administration centrale".

D - CONCLUSION :

Contrairement à ce qu'avait énoncé Mme VEIL lors des débats de la loi sur la pharmacie, aucun représentant des praticiens n'a été consulté dans l'élaboration du projet de loi sur les auxiliaires vétérinaires. Nous reconnaissons personnellement que cette volonté des Pouvoirs Publics qui consiste à écarter les praticiens, c'est-à-dire les premiers intéressés, du débat est regrettable. Nous ne pouvons qu'abonder dans le sens d'un syndicaliste praticien qui déclarait dans une revue professionnelle à propos d'un confrère promoteur du projet :

"Spectacle affligeant d'un administratif qui consulte ses notes pour doser ses paroles et ménager les effets afin de ne pas trahir la pensée officielle.

Tout ce monde, qui tombe d'accord pour inciter les praticiens à veiller aux décrets d'application. Tout ce monde, qui décrit d'abondance les péripéties et les navettes qu'un projet de loi doit subir avant d'être porté au vote du Parlement. Tout ce monde, qui ballotte au gré des vagues des groupes de pression divers (...). L'Administration, synonyme de technocratie collectiviste dans toute sa splendeur, absorberait les prophylaxies avec l'accord bienveillant de certains administratifs ambitieux d'organisations agricoles".

Nous nous réjouissons de la virulence de tels propos. Le SNVPF osera-t-il passer à l'action sur le terrain ? L'avenir proche nous l'apprendra car un fait est absolument certain : la médecine est un tout ; perdre la médecine préventive, tremplin d'une activité vétérinaire nouvelle, c'est perdre l'autre à plus ou moins longue échéance et donc voir la disparition pure et simple de la profession vétérinaire.

III/ LE PROJET DE LOI SUR L'ENSEIGNEMENT VETERINAIRE

A - INTRODUCTION :

La profession est unanime quant au jugement défavorable qu'elle porte sur le "Rapport de la Commission d'Etude de la Réforme de l'Enseignement Vétérinaire" remis au Ministre de l'Agriculture en Décembre 1975 et qui doit servir de base au futur projet de loi sur l'enseignement vétérinaire.

Notons dès à présent que ce rapport n'a jamais été publié. D'autre part, ne réunissant que des avis personnels, la Commission fut peu suivie d'effets. En Décembre 1975, le Ministre présentait des avant-projets de réforme tenant peu compte de ce travail. Ces avant-projets ne purent être connus pendant longtemps par la profession que par des voies détournées, après de nombreuses démarches. Actuellement, nous en sommes au troisième avant-projet qui ne présente que des changements minimes par rapport au premier.

B - LES GRANDES LIGNES DU RAPPORT

Remarquons tout de suite la réserve apportée par la commission dès la première page du rapport :

"L'importance des sujets débattus et le court délai de réflexion imposé à la commission, n'ont pas toujours permis de suffisamment approfondir les questions examinées pour aboutir, en tous les cas, à un accord unanime. Les membres de la Commission, pour répondre au désir de célérité exprimé par le Ministre, ont donc accepté, dans leur majorité, les conclusions proposées ci-après. Il doit être souligné toutefois, que les commissaires ont tenu à ce qu'il soit observé qu'ils gardaient la possibilité d'exprimer, par la suite, des opinions personnelles pouvant s'éloigner des positions moyennes proposées dans le rapport".

On peut lire plus loin : "il se borne (le rapport) à faire apparaître les conclusions en indiquant succinctement les fondements essentiels".

Il est certain que les discussions et les projets élaborés ces dernières années par la profession, les enseignants et les étudiants auront apporté beaucoup plus de suggestions et de perspectives concrètes d'avenir que la trentaine de pages de ce rapport resté vague et imprécis. Les seuls points nouveaux préconisés, notamment quant au recrutement, n'auront réussi qu'à surprendre, une fois de plus, l'ensemble de la profession. Les grandes lignes du rapport concernent :

- les effectifs des promotions à former ,
- le recrutement des élèves ,
- le recrutement des enseignants ,
- durée et contenu de l'enseignement ,
- le principe de l'autonomie ,
- les problèmes posés par la coopération.

Ces six points constituent 90 % du contenu du rapport ; les 10 % restants, qui sont en fait les plus importants, n'ont pour ainsi dire qu'éte mentionnés et concernent :

- les structures administratives ,
- la docimologie ,
- les liaisons entre l'enseignement et la recherche ,
- la formation continue.

C - CRITIQUES :

Il est permis de s'interroger sur certaines formulations, sur des omissions et surtout sur ce qui peut apparaître comme une méconnaissance de la réalité actuelle :

- Le recrutement des élèves vétérinaires :

"pour des candidats titulaires de diplômes universitaires, pour les candidats titulaires du brevet de technicien supérieur agricole, la Commission recommande une sélection sur dossier et entretien".

L'élargissement du recrutement aux candidats issus de la formation agricole nous semble positif, mais nous dénonçons le principe de l'entretien. Certains ont déjà appelé ces nouvelles filières "le concours des fils de ministres !". En effet, le concours parallèle doit se faire sur titres et sur épreuves afin de garantir l'impartialité du recrutement.

- Quant au principe de l'autonomie des écoles, la Commission déclare :

"Les écoles devraient pouvoir se diversifier dans le domaine des méthodes pédagogiques, de la répartition des disciplines dans le temps, des matières à option, des enseignements post-scolaires de spécialisation et, plus généralement de l'organisation des études".

Nous pensons que l'autonomie pédagogique n'est absolument pas synonyme de diversités dans les formules d'enseignement et dans la sanction des connaissances. Une telle réalisation remettrait notamment en cause la valeur du diplôme commun et unique aux trois écoles.

- Quant aux structures administratives :

"La Commission n'a pas eu, faute de temps, la possibilité d'approfondir ce point (...), constatant que les structures mises en place par l'enseignement supérieur agronomique donnaient, malgré un appareil complexe, de bons résultats à cet égard, la Commission a suggéré que lesdites structures appliquées en ce qui concerne l'enseignement vétérinaire".

- Enfin et surtout, notons la "réflexion à propos de la formation continue" :

"Très consciente des problèmes posés et des perspectives nouvelles ouvertes par le développement de la formation continue, la Commission n'a cependant pas été en mesure, faute de temps, d'examiner leur incidence sur l'enseignement dispensé par les écoles".

Par contre, la Commission insiste suffisamment sur les éternels lieux communs concernant l'insuffisance des effectifs, tant en élèves qu'en enseignants face aux besoins "nouveaux", "l'effort financier à la hauteur du retard à rattraper", etc ...

Notons enfin la mise en demeure faite au Ministre de mettre en place rapidement cette "réforme" :

"Faute cependant d'un engagement des Pouvoirs publics à cet égard, la Commission croit devoir souligner qu'aux espoirs nés de l'esprit de réforme ne pourrait succéder chez les enseignants et dans la profession toute entière qu'un découragement profond susceptible notamment d'écarter pour l'avenir, les éléments de valeur qui font aujourd'hui la force et la chance de l'enseignement vétérinaire. Qu'ainsi seraient mis fatalement en cause la valeur et, donc, le rayonnement de cet enseignement dont notre pays a été l'initiateur et qui jouit encore - mais pour combien de temps ? - d'une autorité certaine".

Il est dommage qu'une année de réflexion ait donné si peu de résultats. Au regard de la liste, choisie "intuitu personae" par le Ministre, on pouvait du reste s'y attendre. Celle-ci comportait :

- 4 représentants de l'Administration Centrale ,
- 6 enseignants (seulement) ,
- 3 représentants des élèves (seulement) ,
- 3 vétérinaires (IST, SANDERS et seulement un praticien) ,
- 6 non-vétérinaires (présidents de herd-book (?), agros et laïcs).

La manoeuvre politique opposant une majorité d'administratifs et d'agricoles aux premiers concernés par la réforme, à savoir enseignants et enseignés, est significative.

La réaction des praticiens, désormais classique, ne s'est pas fait attendre, par la bouche de KIBICZ, dans une revue syndicale :

"La pensée des énarques y transparait à chaque pas. Au nom du pouvoir technocratique, enfermer les praticiens dans l'attitude étroite de corporatisme relève du machiavélisme. Introduire l'idée de l'ouverture sociale et de la promotion en créant les portes latérales d'entrée aux Ecoles Vétérinaires fait passer les praticiens comme rétrogrades et conservateurs, bassement attachés aux prérogatives passéistes (...). La complicité du pouvoir bureaucratique éclate encore une fois. Affaiblir l'importance des praticiens permet de réaliser le rêve gratifiant de gestion bureaucratique ; celui de consolider le pouvoir de décision. Et autant que possible sans consulter les victimes désignées. Le jeu sociétaire est faussé car les appétits des uns rejoignent la cupidité de nos autres partenaires sociaux : technocrates agricoles, managers du secteur industriel. L'orientation donnée à la réforme témoigne d'une collusion d'intérêts comme le laissait d'ailleurs supposer la composition de la Commission où ne siégeait aucun responsable des praticiens".

CONCLUSION :

En définitive, la prise en considération toute relative du Ministre de l'Agriculture pour un tel rapport est parfaitement justifiée !. La grève des étudiants d'Alfort des 29 et 30 Avril derniers l'est aussi.

Nous sommes en présence d'un appareillage lent et lourd où l'on ne sait plus très bien où se trouve le pouvoir de décision. Six mille vétérinaires et étudiants "attendent" et, comme d'habitude, la loi sortira sans crier gare et, bien sûr, sans concertation sérieuse avec la profession ou les intéressés par l'activité professionnelle.

La réflexion de M. BONNET, le 9 Avril dernier, est d'ailleurs significative quant aux résultats de tant d'années de discussions et de propositions toujours laissées en suspens :

"J'ai beaucoup d'estime pour l'enseignement et je ne veux pas réformer pour réformer mais améliorer ...".

Nous terminerons le chapitre des propositions apportées par la profession en envisageant celles préconisées par le pouvoir en place et que nous serions tentés d'appeler "l'autre côté de la barrière".

Le fait est là : l'Administration a son programme, ses crédits, sa politique de l'emploi ; dans le secteur vétérinaire il lui manque les hommes. Les problèmes y sont totalement différents de ceux de la pratique classique, mais une chose est remarquable : c'est le désintéressement total des administratifs vétérinaires pour la profession en dehors de son cadre strictement administratif, notamment ses problèmes syndicaux, ordinaires ou universitaires.

CHAPITRE IV : L'ADMINISTRATION VETERINAIRE ET LA PROMOTION DE LA PROFESSION

I/ INTRODUCTION

Dans la première partie de notre travail, nous avons sommairement évoqué la pénurie de vétérinaires hors du cadre de la pratique classique, et particulièrement dans le domaine de la recherche et de l'IDAOA. De ce fait, de nombreux postes sont occupés, faute de candidats vétérinaires, par des possesseurs de diplômes scientifiques universitaires. Ceci semble grave au plan professionnel car il paraît naturel que les postes qui sont, par essence, réservés à des vétérinaires, soient occupés par ceux-ci. Or toute activité, dès lors qu'elle est nécessaire, se développe toujours avec ou sans la participation de certaines des professions intéressées, comme nous l'avons déjà souligné dans notre étude de l'insertion du vétérinaire dans l'économie actuelle. A titre d'exemple, on peut relever le fait que sur les 88 laboratoires départementaux des Services Vétérinaires, 15 ont actuellement à leur tête des non-vétérinaires.

A notre sens, cette abstention professionnelle tient à trois causes dont nous avons déjà suffisamment parlé :

- l'effectif trop faible des vétérinaires français ,
- le manque d'information des candidats à la profession quant aux débouchés de celle-ci ,
- l'intérêt faible des jeunes vétérinaires, tant pour ce genre d'activité que pour sa rémunération.

Face à cette situation, l'administration vétérinaire a pris des mesures afin d'inciter les étudiants à s'intéresser à ces débouchés. C'est ainsi que chaque étudiant de 4ème année a pu recevoir en 1976 un document relativement détaillé sur les carrières offertes dans le cadre des Services Vétérinaires. Nous pensons qu'il sera fait suite à cet appel depuis l'augmentation substantielle des effectifs accueillis dans les Ecoles.

Nous ouvrons une parenthèse sur un point qui nous semble être un faux problème : la féminisation croissante de la profession. En effet, si les praticiens s'en alarment sous prétexte que la pratique a besoin de bras virils, nous pensons d'une part que la médecine vétérinaire en milieu rural exigera davantage d'apport intellectuel que musculaire et que, d'autre part, une partie non négligeable de ces effectifs féminins sera intéressée par les propositions des Services Vétérinaires. Cette discrimination sexuelle est donc peu probante. Fermons la parenthèse et examinons plus en détail le cadre et les structures des Services Vétérinaires.

II/ LES STRUCTURES GENERALES

Deux échelons, l'un national, l'autre départemental, participent aux missions de la Direction des Services Vétérinaires qui s'inscrivent dans le cadre de deux programmes principaux :

- l'inspection sanitaire et qualitative des denrées alimentaires d'origine animale ,
- la protection de la santé du cheptel.

A - LES LABORATOIRES NATIONAUX :

Ils sont au nombre de 9 :

1/ Etablissements à vocation "santé animale" :

- laboratoire central de recherches vétérinaires d'Alfort ,
- centre d'études sur la rage de Nancy ,
- laboratoire de virologie animale de Lyon ,
- laboratoire national de pathologie des animaux aquatiques de Brest ;

2/ Etablissements à vocation "hygiène alimentaire" :

- laboratoire central d'hygiène alimentaire de Paris ,
- centre d'études et de recherches pour l'alimentation collective de Paris ;

3/ Etablissements à vocation mixte "santé animale et hygiène alimentaire" :

- laboratoire de recherches vétérinaires de Nice ,
- laboratoire de recherches vétérinaires de Ploufragan ,
- laboratoire national des médicaments vétérinaires de Fougères.

Ces laboratoires sont chargés :

- des contrôles des produits destinés au diagnostic, à la prévention et au traitement des maladies des animaux ,
- des contrôles spécialisés des produits d'origine animale destinés à l'alimentation humaine et animale ,
- des travaux de diagnostic approfondi : dans cet aspect de leur mission ils constituent des laboratoires d'appel ayant pour interlocuteurs principaux les laboratoires départementaux ,
- des enquêtes épidémiologiques, dont nous reparlerons plus loin,
- enfin ces laboratoires jouent, dans l'élaboration de la réglementation, le rôle de conseillers techniques auprès de l'Administration Centrale Vétérinaire. En règle générale, leurs activités sont dictées par l'urgence et l'importance des problèmes économiques et sanitaires d'actualité.

L'organisation de ces Laboratoires Nationaux est relativement récente ; elle résulte de la décentralisation des activités du Laboratoire Central d'Alfort et de leur regroupement par affinité d'objectifs au sein de laboratoires nouveaux, rénovés ou agrandis depuis 1971. Ainsi l'important effort entrepris ces dernières années, en vue d'une meilleure organisation de ces laboratoires, devrait permettre de satisfaire au mieux les demandes de diagnostic approfondi, notamment formulées par les Laboratoires Départementaux.

B - LES LABORATOIRES DEPARTEMENTAUX :

A l'échelon local, 88 laboratoires dépendant des départements ont une double vocation officielle :

- L'hygiène alimentaire : à ce titre, ils effectuent pour le compte de l'IDAOA les contrôles nécessaires à l'exécution de sa mission.
Ces travaux, effectués au bénéfice des consommateurs, sont commandés et financés par l'Etat ;
- La santé animale : à ce titre, ils effectuent les analyses nécessaires à la mise en oeuvre des opérations de prophylaxie collective subventionnées et les opérations de dépistage et de diagnostic des maladies réputées légalement contagieuses.

Théoriquement effectués au bénéfice principal des éleveurs, ces travaux sont commandés par l'Etat et financés, pour la plus grande part, par ce dernier et les collectivités locales.

Dans le cadre de leur vocation officielle, ces Laboratoires Départementaux ont aussi une vocation privée ; les travaux effectués dans ce cadre, à la demande des utilisateurs et facturés à ces derniers, peuvent être très divers : analyses de denrées alimentaires pour le compte d'industriels, analyses d'eau ou de terre pour le compte d'agriculteurs, analyses d'aliments du bétail, etc ... ; à ce titre, ces Laboratoires peuvent également travailler pour le compte d'autres services du Ministère de l'Agriculture (Service de la Répression des Fraudes et du Contrôle de la Qualité), voire du Ministère de la Santé. Mais les éleveurs et les vétérinaires sont, bien entendu les premiers intéressés par les possibilités de ces laboratoires dans le domaine du diagnostic des maladies animales.

Cependant, les moyens dont ils disposent en hommes, locaux et matériels sont extrêmement variables d'un département à l'autre, reflétant en cela des comportements fort différents, tant des Assemblées départementales pour ce qui est de l'intérêt qu'elles portent à leur agriculture, que des administrations locales, voire même des organisations professionnelles intéressées (agricoles, vétérinaires). Il va de soi que la diversité des diagnostics à assurer et les difficultés inhérentes à la pratique de nombreuses techniques rendent illusoire et utopique tout espoir de voir les Pouvoirs Publics équiper chaque département d'un laboratoire autonome et opérationnel.

La question que doivent donc se poser les organisations professionnelles est de savoir s'il est plus avantageux pour elles de créer leurs propres laboratoires, ou si, pour la grande majorité des services attendus, leur intérêt n'est pas de faciliter au maximum le démarrage de ces activités au sein des Laboratoires Départementaux. Les moyens financiers dont la Direction des Services Vétérinaires dispose et les règles d'orthodoxie budgétaire auxquelles elle est soumise, ne lui permettent certainement pas d'assurer à elle seule le démarrage de nouvelles activités dans les Laboratoires Départementaux.

La seule spéculation intellectuelle pourrait conduire à considérer comme bénéfique un regroupement de ces activités spécialisées au sein de laboratoires auto-financés. Pour ce faire, il conviendrait que les professions concernées puissent se révéler des supports budgétaires certains pour ces Etablissements. Tel n'est malheureusement pas le cas dans l'état actuel des choses.

III/ LE MODE DE RECRUTEMENT

Nous sommes obligés de constater que le recrutement dans le cadre des Services Vétérinaires est loin d'être clair tant ces considérations administratives sont laborieuses et tortueuses.

A - LES FONCTIONNAIRES VETERINAIRES :

Les décrets du 26 Novembre 1962 et du 8 Juillet 1965 ont fixé les statuts des vétérinaires fonctionnaires et institué le corps des vétérinaires inspecteurs avec les grades de : vétérinaire inspecteur, vétérinaire inspecteur principal, vétérinaire inspecteur en chef et, enfin, contrôleur général.

- Les vétérinaires inspecteurs titulaires sont recrutés soit par l'Ecole Nationale des Services Vétérinaires où les candidats, guère nombreux, sont admis dès la quatrième année d'études, soit par voie de concours sur épreuves.
- Les vétérinaires contractuels, qui n'ont pas accès aux grades énumérés plus haut, sont recrutés, à temps complet, par voie de concours sur épreuves ; c'est la seule voie permise aux vétérinaires de plus de 40 ans désireux de se reconvertir dans la Fonction Publique.

- Les vétérinaires vacataires, recrutés sans conditions particulières et à temps partiel, sont payés à la vacation horaire ; c'est le cas par exemple d'un vétérinaire praticien s'occupant d'inspection des viandes ou du contrôle aux frontières douanières.

Les attributions du corps des vétérinaires inspecteurs sont d'appliquer les lois et règlements sanitaires, d'assurer la prophylaxie sanitaire et médicale des animaux, etc ... En somme, les Services Vétérinaires sont chargés d'appliquer, de faire appliquer, de contrôler l'application de la politique gouvernementale en matière de santé animale. Ils sont assistés dans l'application des règlements de police sanitaire et dans la prophylaxie collective subventionnée par des vétérinaires mandatés sanitaires qui sont des docteurs vétérinaires inscrits au tableau A de l'Ordre. En ce qui concerne l'IDAOA, les vétérinaires inspecteurs sont assistés de préposés sanitaires.

Pour ce qui est de la partie purement administrative (Direction des Services Vétérinaires, tant Centrale que Départementale), le recrutement se fait sur titre dans le corps des vétérinaires inspecteurs.

Pour ce qui est de la partie technique (laboratoires), le recrutement est de plusieurs types :

a) dans les laboratoires nationaux : deux voies se présentent aux candidats :

- le statut de "chercheur" : il démarre par le grade d'attaché de recherche, puis de chargé de recherche (recrutement sur épreuves) ; les grades suivants sont : maître de recherche et, enfin, directeur de recherche (recrutement sur titre dans les échelons inférieurs).
- le statut de "contractuel" : le recrutement se fait soit sur titres, on parle alors d'ingénieurs 2A puis 1A et, enfin, Hors catégorie A, soit par voie de concours.

b) dans les laboratoires départementaux :

- le recrutement des agents titulaires se fait par concours sur épreuves ou sur titres, ou par recrutement direct si le candidat possède certains certificats de spécialisation (bactériologie et immunologie) ;

- le recrutement des agents contractuels, d'abord subordonné à l'accord des autorités locales (préfet, conseil général, trésorier payeur général), se fait par voie de concours.

B - LES AUTRES SECTEURS :

- La coopération technique : les vétérinaires fonctionnaires qui servent dans les pays étrangers au titre de coopération technique dépendent des Ministères de la Coopération et des Affaires Etrangères ; ils sont en général intégrés en un corps autonome de l'élevage et des industries animales et recrutés dans le cadre de l'Institut d'Economie et de Médecine Vétérinaire Tropicale (IEMVT à Alfort).
- Le secteur semi-public : à côté des laboratoires de recherche privés, il existe des laboratoires semi-publics dans lesquels exercent des vétérinaires, dont les statuts peuvent être assimilés à ceux des fonctionnaires, tels l'INRA, l'INSERM, le CNRS, le CEA. Les chercheurs sont répartis en diverses catégories et comprennent, comme dans la Fonction Publique, des agents contractuels et des agents titulaires.

C - REMARQUES GENERALES :

Les fonctionnaires vétérinaires, répartis inégalement dans les différents corps, représentent à peu près 10 % du nombre total des vétérinaires. Par rapport au nombre total des vétérinaires, leur nombre est même en régression. C'est-à-dire que par rapport à la profession et encore plus par rapport à la Fonction Publique, leur nombre est infime. Les missions des fonctionnaires, leur situation en tant que salarié de l'Etat en font une catégorie à part, tant du point de vue statut que de celui de la condition sociale. Les fonctionnaires bénéficient d'un statut général qui pose les règles à observer en matière de recrutement, de discipline, d'avancement, de rémunération.

La situation des fonctionnaires est caractéristique à plusieurs traits :

- Un premier trait tient à la certitude de la rémunération basée sur deux éléments : le traitement dépend du grade et de l'échelon ; au traitement s'ajoute un supplément non négligeable de primes diverses (primes familiales variant suivant l'indice et le nombre des enfants, indemnité de résidence, prime annuelle ...).

Il convient de souligner la faiblesse des rémunérations de départ et de fin de carrière, ce qui explique la désaffection des vétérinaires, par rapport à la carrière libérale qui assure un haut revenu immédiat.

- Un trait caractéristique tient au système d'avancement et de déroulement de carrière. L'avancement des fonctionnaires se fait en fonction de plusieurs critères. Un système de notation chiffrée suivie d'une appréciation générale du supérieur hiérarchique attribue annuellement à chaque agent une note exprimant sa valeur professionnelle. Ce système est doublé d'une note partielle affectée d'un coefficient qui varie selon l'administration, le service, la catégorie, le grade et l'emploi. Un fonctionnaire bien noté et ayant une certaine ancienneté peut bénéficier d'un avancement d'échelon, c'est-à-dire du traitement de base, ou d'un avancement de grade, c'est-à-dire hiérarchique. Tout avancement se fait en fonction de l'inscription au tableau préparé annuellement par chaque administration.

L'évolution actuelle dans la Fonction Publique tend vers un certain blocage du recrutement d'agents titulaires et vers le recrutement, selon les besoins des Ministères, de personnel non titulaire : contractuels ou vacataires. Cette évolution tient à l'inadaptation de l'Administration, ressentie comme une armature trop rigide, à l'évolution des tâches, des technologies et des qualifications. Ainsi, la sécurité de l'emploi n'est plus celle qui caractérisait encore récemment la Fonction Publique. D'autre part, la mobilité en cours de carrière est importante mais la reconversion professionnelle demeure rare, contrairement au secteur privé où l'emploi est fortement sujet aux variations de conjoncture et aux aléas des concentrations industrielles.

Enfin, une dernière caractéristique de l'évolution dans la Fonction Publique est la féminisation de ses effectifs, motivée, semble-t-il par les garanties sociales et l'égalité statutaire.

CONCLUSION : BILAN ET PERSPECTIVE D'AVENIR

Il nous semble que le malaise général de la profession est tout autant ressenti dans le secteur public que dans le secteur libéral. Si, pour les praticiens les difficultés tiennent au retard accumulé depuis des dizaines d'années par un refus de changer la prestation de services, celles des fonctionnaires résident beaucoup plus dans la difficulté de s'affirmer en tant que "vétérinaire" que dans la qualité du travail par lui même. Le système de castes hiérarchisées, de division des tâches associé au perpétuel souci de l'avancement et du faux-pas à ne pas faire font que la fonction de "vétérinaire" est de plus en plus diluée au profit de l'arrivisme ou plutôt de la volonté de faire "carrière" et du caractère technocratique, que nous avons précédemment défini, de cette fonction. Les choses ne feront qu'empirer si le fossé continue à se creuser entre les salariés et les libéraux, et si le pouvoir Bourgeois et sa cohorte de fonctionnaires conserve ses distances vis-à-vis de la base, tant dans les décisions que la concertation. Les éleveurs, même groupés, sont encore actuellement plus proches de leurs vétérinaires traditionnels que de leurs DSV ou leurs Laboratoires Départementaux respectifs.

Il nous semble même qu'à moyen terme l'effritement progressif du champ d'action des vétérinaires ira jusqu'à la disparition pure et simple de la Direction des Services Vétérinaires du Ministère de l'Agriculture. En effet, annoncée officiellement par le Ministre de l'Agriculture, M. BONNET, la création d'une Direction de la Qualité a été rendue publique au cours d'une conférence de presse tenue le 16 Mars 1976. Confiée à M. MATHIEU, actuellement Directeur des Services Vétérinaires, cette direction unique, en projet depuis quelque temps déjà, s'inscrit dans la logique d'une politique de la qualité des denrées agro-alimentaires. Mais elle inquiète les uns et les autres : dans les faits, la nouvelle direction coiffera les services vétérinaires (santé animale et IDAOA), le contrôle de la qualité (répression des fraudes), la protection des végétaux et le bureau des labels agricoles. Il s'agit d'un regroupement, sous une même houlette, mais chacune des équipes concernées gardera son autonomie, le Dr. MATHIEU a été clair sur ce point : "mon rôle sera celui d'un coordinateur".

Cependant, les inquiétudes ne viennent pas des perspectives de cette collaboration, mais de la disparition de certaines garanties d'autonomie.

Nous concluons par les propos de l'éditorialiste d'une revue professionnelle qui déclarait, à juste titre : "Un vétérinaire pour diriger les services vétérinaires. Le poste de directeur des services vétérinaires, créé en 1968, en garantissait la certitude. En sera-t-il de même dans l'avenir ? Rien n'est moins certain. Dans une quinzaine d'années, le risque de voir un énarque succéder à M. MATHIEU prendra de la consistance. Et ce serait assez dans la logique de l'évolution des structures administratives françaises où les anciens élèves de l'ENA (Ecole Nationale d'Administration) occupent une place de plus en plus importante. Ils ont les dents longues, un sens aigu de la confraternité et la confiance du pouvoir. Alors, aux regrets s'ajoutent des inquiétudes. D'ici là, des vétérinaires auront eu peut-être la bonne idée de trouver un remède. Après le concours véto, celui de l'ENA. Pourquoi pas ?".

CHAPITRE V - REFLEXIONS PERSONNELLES

1/ LES GRANDES LIGNES :

Au cours des chapitres précédents, nous avons montré que l'évolution du monde rural s'est accompagnée d'un changement profond ; mais celui-ci s'est fait beaucoup plus dans les structures que dans les mentalités. La classe rurale a découvert les lois de la concentration capitaliste en agriculture, bien que depuis longtemps déjà elle sût que sa situation était étroitement liée à la politique du pouvoir. Mais lorsque les paysans, petits et moyens, victimes les plus directes du système, ont commencé à se faire entendre et à s'organiser face aux gros agrariens et aux notables ruraux, les poids des traditions corporatistes et des habitudes prises les a amenés à préciser d'autres revendications que celles de l'agriculture concentrée, à insister sur le problème des structures plutôt que sur les prix et la répartition des bénéfices. Jamais il n'y a eu remise en cause des formes habituelles de l'action, c'est-à-dire la négociation avec les Pouvoirs Publics. Ainsi la tradition paysanne française se reflète à travers le réformisme de ses représentants syndicaux (FNSEA, CNJA et même MODEF) qui préfèrent la négociation discrète aux actions "violentes" d'autres fractions paysannes (certaines CDJA, Paysans Travailleurs ...), qui sortent des formes de contestation tolérées par le système.

D'autre part, il n'est pas de groupement, coopérative ou autre, quelque "socialiste" que puissent être l'intention dans leurs statuts, qui résiste longtemps à la pression du marché et de l'environnement capitaliste. Si tout le monde s'accorde à réclamer "la terre à ceux qui la travaillent", la plupart des ruraux ne savent pas très bien s'il s'agit d'une appropriation individuelle ou collective : même groupés, beaucoup d'éleveurs espèrent encore "sen sortir" par une réussite personnelle, par des investissements spécialisés et suffisamment rentables pour leur permettre d'accumuler progressivement des capitaux et devenir ainsi des chefs d'entreprises compétitives. Beaucoup de paysans se considèrent avant tout comme propriétaires du sol et du capital d'exploitation, refusant de reconnaître que leurs charges d'emprunts, leur faible niveau de revenu, leur dépendance économique font d'eux des exploités.

C'est ce que l'on constate actuellement avec l'éclosion de nouvelles structures professionnelles (fédération européenne des vétérinaires de la recherche et de l'industrie, groupe des vétérinaires praticiens d'élevages spécialisés ...), de nouvelles revues professionnelles (les Dossiers de l'Elevage, la Semaine Vétérinaire, Tonus Vétérinaire ...). Enfin, la profession multiplie les congrès, les colloques, les journées techniques.

Ces actions risquent cependant de rester vaines car non seulement la profession est divisée dans la défense des intérêts mis en jeu, mais l'expression des revendications et les moyens mis en oeuvre, parce que ne dépassant jamais le cadre de la corporation, sont ceux de l'idéologie petite-bourgeoise dont l'Etat n'a que faire. Les diverses lois et projets de lois, élaborés sans concertation avec la profession, d'une part, la disparition de l'autonomie des Services Vétérinaires et son absorption au sein d'une nouvelle structure ministérielle d'autre part, le montrent suffisamment.

Tout au long de notre propos, nous avons réfléchi sur la profession vétérinaire en général. Certains domaines de la profession, bien qu'importants, n'avaient pas à entrer directement dans le déroulement de celui-ci :

- la médecine vétérinaire en milieu urbain ,
- les vétérinaires de la coopération, les vétérinaires militaires.

Nous aurions pu développer certains aspects que nous n'avons fait qu'effleurer, tels le rôle et l'action des vétérinaires de la recherche et de l'industrie. Nous aurions pu insister sur les secteurs actuellement délaissés par la profession, mais où notre compétence pourrait être plus largement utilisée : gibier, pisciculture et, d'une façon très générale, tout ce qui a trait à l'Ecologie.

Mais ces différents points auraient considérablement alourdi notre travail ; c'est pourquoi nous nous sommes cantonnés volontairement à l'étude du rôle économique de la profession et particulièrement en matière d'élevage et de ses dérivés.

En différentes occasions, nous avons donné notre opinion personnelle, tant sur la profession que sur le cadre dans lequel elle évolue. Dans un dernier paragraphe, nous exposerons quelques idées sur l'orientation générale que nous souhaiterions, notamment sur la pratique rurale en nous appuyant principalement sur le raisonnement poursuivi par BRUNET dans sa thèse. Ce travail est, à notre connaissance, le seul qui, jusqu'ici, ait préconisé très concrètement une nouvelle pratique vétérinaire rurale.

II/ REFLEXIONS POUR UNE NOUVELLE PRATIQUE RURALE

A - PRINCIPES DE BASE :

1/ Le choix politique :

Notre choix de société est clair : c'est celui du Socialisme. C'est à travers une profonde transformation des structures économiques bien sûr, mais surtout sociales et mentales, que l'on pourra essayer de l'appliquer. Cela passe évidemment par le travail militant, par le travail politique. Si la loi fondamentale du Capitalisme reste en définitive de dégager le taux de profit maximum, nous préconisons au contraire une production dirigée en vue de l'usage et non du profit.

Armés de ce principe, comment nous situons-nous en tant que vétérinaire ? Bernard LAMBERT, dans son livre "Les paysans dans la lutte des classes", a bien décrit l'alternative qui se présente aux para-agricoles, c'est-à-dire au secteur tertiaire des services dont nous faisons partie :

"La bourgeoisie a besoin des compétences de l'intellectuel, du savant, du vulgarisateur (...). Elle fait donc des membres de ces couches sociales ses instruments dont la sécurité dépend largement de leur docilité et de leur dévouement à son égard. D'ailleurs, la soumission est pour ces hommes l'attitude la plus facile, la plus naturelle : ils ont acquis leur savoir dans un système d'enseignement conçu par et pour la bourgeoisie. Ils s'y sont longuement pénétrés de sa culture, de son idéologie. Ils se voient offrir un statut social et économique avantageux.

Le technicien, le scientifique, l'intellectuel peuvent accepter le contrat offert par la bourgeoisie, jouer son jeu pour être tranquille (...).

Ils peuvent aussi dénoncer ce contrat. Ils peuvent surtout organiser le détournement de leurs connaissances au profit des exploités et prendre ainsi une part active dans la lutte du prolétariat. Les connaissances dont ils sont, malgré tout, porteurs ont une valeur subversive propre. C'est souvent parmi eux que ce sont manifestés les accusateurs les plus violents du système et ce, d'autant plus lucidement qu'ils sont à même d'en connaître les mécanismes. S'ils se mettent au service des travailleurs, ils peuvent apporter leur connaissance des faiblesses du système pour permettre aux luttes quotidiennes de parvenir à des succès limités, mais importants. Ils sont surtout à même de démontrer aux travailleurs qu'il est possible de renverser le régime capitaliste en lui substituant un autre système social, non moins efficace et plus juste. En tant qu'individus, les "para-agricoles" rencontrent et connaissent les réalités agricoles, les mécanismes d'exploitation des paysans. Beaucoup sont suffisamment militants pour prendre conscience de l'iniquité du système qu'ils sont censés servir, et retourner leur savoir contre lui".

En choisissant la deuxième solution, nous affirmons notre solidarité avec la classe paysanne.

2/ Les conditions de notre choix :

La solidarité passe par la collaboration. Or, le milieu rural s'avère souvent incapable de créer des rapports de force susceptibles de faire reculer le pouvoir. Nous avons vu que les paysans, même conscients de l'exploitation capitaliste, ont été marqués par le mythe réformiste de la coopération. En effet, l'organisation collective des producteurs n'a eu qu'un objectif : la rationalisation, l'organisation de la production. Elle n'a pas revendiqué l'accès à l'information, c'est-à-dire la connaissance des profits réalisés par l'entreprise, grâce au travail des paysans. De plus, peu d'efforts ont été faits par les syndicats pour contribuer à l'organisation collective de la défense de ces producteurs face aux firmes privées.

Quel peut donc être le cadre de notre action ? Il n'y a que deux possibilités : la salariat ou l'activité libérale.

Nous avons suffisamment épilogué sur les avantages, les inconvénients, les dangers, les abus de chacun de ces statuts. D'un côté la tendance réformiste, de l'autre l'impasse du corporatisme. A court terme nous préconisons une solution intermédiaire qui passe par la politique contractuelle telle que nous l'avons déjà décrite. Il est important de préciser que cette solution n'est pas à généraliser ; elle est fonction tant de la zone d'implantation du vétérinaire que de sa personnalité. Dans une région à forte concentration d'élevages industriels, le vétérinaire n'a souvent qu'une solution : le salariat. Dans une région où les structures coopératives sont encore peu implantées et où l'élevage est de type traditionnel, le vétérinaire ne pourra agir qu'en tant que libéral.

Enfin, il convient de faire une remarque que nous n'avons pas encore formulée : dans notre métier la notion de liberté est très subjective ; dans l'état actuel des services qui nous sont demandés, l'initiative et la qualité de la prestation sont plus liés à l'individu qu'à son statut professionnel.

B - LES MOYENS D'ACTION

1/ Le travail épidémiologique :

La finalité de notre action inscrit donc la technique et l'économique au service de la société et non l'inverse. Les rôles classiquement dévolus à la profession vétérinaire sont :

- la protection de la santé publique ,
- l'amélioration et la protection du cheptel.

En ce qui concerne le premier point nous rejoignons BRUNET, à savoir : personne ne doit avoir intérêt à vendre ou faire utiliser des médicaments, la prescription doit être faite par des personnes compétentes. La garantie indispensable est de soustraire cette fabrication et cette distribution à la loi du profit. En ce sens, la nationalisation des laboratoires pharmaceutiques réclamée par certains est absurde

si c'est pour les rentabiliser en terme de capital, ce qui n'a rien à voir avec la rentabilité en terme de valeurs humaines. La rémunération du vétérinaire, en matière de pharmacie, ne doit pas être faite proportionnellement au niveau de consommation pharmaceutique, mais sur la base d'un travail de gestion d'un stock dont la propriété aura été transférée du vétérinaire au groupe d'éleveurs utilisateurs. Malheureusement, la loi sur la pharmacie n'est pas explicite sur ce point.

L'action du vétérinaire se basera surtout sur le principe de prévention. Le préalable indispensable est la connaissance épidémiologique. BRUNET a parfaitement bien justifié et décrit l'objet de cette connaissance épidémiologique en faisant intervenir le "taux de contrainte sociale" et le "risque épidémiologique". Avant de mettre en application un programme sanitaire, quelque'il soit, il est indispensable de disposer d'une étude épidémiologique par zone homogène afin de définir les priorités pour chacune d'elles (tenant compte des deux paramètres précités), ce qui conduit à appliquer des mesures de lutte différenciées, répondant aux diverses priorités retenues pour chaque zone. Le plan de prophylaxie doit pouvoir être adapté dans le temps, c'est pourquoi il est indispensable que la connaissance épidémiologique soit constamment mise à jour. Cette démarche préventive nécessite deux choses :

- en cas de maladie, un diagnostic étiologique précis et rapide doit être établi ,
- les moyens de collecte des renseignements épidémiologiques doivent être les plus variés possible : enquête par interrogatoire systématique des éleveurs, tenue de carnets d'élevage, collecte des diagnostics et des remarques faits par chaque vétérinaire dans les clientèles d'une zone particulière et dans les abattoirs locaux, sondages précis à l'aide de diverses techniques : sérologie, bactériologie, coproscopie, CMT, etc ...

2/ La mise en oeuvre :

La mise en oeuvre d'un tel programme n'est possible qu'à deux conditions :

- une optique de travail totalement opposée au principe qui veut que la situation du vétérinaire soit d'autant plus florissante que celle de l'éleveur est compromise par des menaces pathologiques ,
- une collaboration vétérinaires-agronomes-éleveurs étroite. Le terrain de rencontre de ces trois catégories professionnelles se résume dans la triologie, habitat-technique de production-alimentation, qui est à la base de toute épidémiologie.

Comme le dit très justement BRUNET :

"Si le diagnostic et le traitement incombent au vétérinaire, la prévention des divers troubles et carences liés au déséquilibre du sol reviennent de fait à l'agronome. Bien plus, la réussite de l'élevage et le bon état des animaux dépendent largement des choix de production qui sont faits : type d'alimentation, équilibre végété-animal de l'exploitation. Dans la pratique, l'étiologie des phénomènes morbides étant souvent complexe, il peut facilement être envisagé qu'un plan de prophylaxie allie plusieurs mesures intervenant à divers niveaux de la chaîne productive : sol, alimentation, prophylaxie médicale par exemple (...). Si les choix précédents exigent des connaissances qui ne sont pas à la portée ou à la spécialité de tous, nous soutenons qu'un certain nombre d'interventions sanitaires font partie intégrante du métier d'éleveur (et les vachers et bergers dignes de ce nom ne nous désavoueront pas) : administrations médicamenteuses par toutes les voies (injection, pose d'oblets gynécologiques ...), manoeuvres obstétricales simples, écornage ... Et l'éleveur est en effet celui qui est le plus immédiatement sur place pour réaliser les premiers soins d'urgence".

Pour ce faire, l'abandon des vieilles procédures doit être également remplacé par le rôle d'informateur, de vulgarisateur du praticien (et de l'agronome) vis-à-vis de l'éleveur pour les tâches qui n'exigent pas une compétence et une technicité hors de sa portée : traitement de routine, castrations, plaies simples ... L'information ne doit pas être à sens unique puisque, de son côté, l'éleveur doit tenir le vétérinaire et l'agronome au courant de la progression de son élevage et surtout de ces échecs.

Il semble malheureusement que les éleveurs n'aient pas encore compris l'utilité de la bonne tenue d'un carnet d'élevage ; il est dommage de constater que pour bon nombre d'entre eux, le seul argument qui les pousse à en posséder un soit la crainte de voir leur prime d'élevage supprimée par le groupement ou les diverses organisations dispensatrices de subventions. De même, la maladie ne doit plus être considérée comme un échec personnel ou une tare honteuse qu'on n'ose dévoiler. Mais là, le tort est partagé : les mesures répressives et pénalisantes édictées par l'Etat dans le cadre des prophylaxies officielles ont conduit les éleveurs à dissimuler, tant au vétérinaire qu'à leurs voisins, la moindre suspicion de maladie contagieuse, le moindre avortement.

D'autre part, cet important travail de recherche, de mise en commun, puis d'application collective d'un plan sanitaire d'élevage d'abord réalisé par la concertation et la collaboration de chaque catégorie professionnelle à l'échelon d'un groupement ou d'une commune, doit s'accompagner de mesures identiques dans les zones voisines où les problèmes peuvent être différents.

Il n'est pas inopportun de dire que l'action que nous préconisons est le seul moyen de revaloriser notre profession et de permettre au vétérinaire d'utiliser au mieux les connaissances, certes insuffisantes et non définitives, qu'il a acquises à l'Ecole mais largement inemployées, voire étouffées par la pratique traditionnelle. Il est non moins opportun de dire que dans un tel contexte l'auxiliaire vétérinaire, le technicien d'élevage, le laboratoire départemental ou privé ont leur place et leur rôle respectif. Enfin, comme le déclare BRUNET :

"Cette modalité constitue un rempart contre toutes solutions technocratiques qui méconnaîtraient les diversités de la réalité ; elle est également le plus sûr garant de la mise en oeuvre du troisième objectif que nous avons fixé "amélioration des conditions de production de l'éleveur", ce dernier étant plus à même de juger ce qu'il convient de faire pour améliorer son travail et son mode de vie".

On peut donc résumer le catalogue des fonctions du vétérinaire rural comme suit :

- gestion de la pharmacie ,
- mise en place et contrôle de la collecte épidémiologique ,
- dépouillement et interprétation des données épidémiologiques,
- élaboration des plans de prophylaxie sanitaire et médicale ,
- formation et information des éleveurs ,
- conduite d'expérimentations sur le terrain ,
- sélection et amélioration génétique ,
- relations avec les laboratoires et éventuellement gestion d'un laboratoire ,
- et bien sûr tout type d'intervention ponctuelle ou d'urgence relevant directement de sa seule compétence technique (obstétrique, laparotomies diverses, autopsies, etc ...).

3/ Réalisme ou utopie ?

La forme la plus pure d'une telle organisation pourrait être celle qui parviendrait à associer non seulement les techniques mais surtout les intérêts des divers partenaires sur la base d'une autogestion et d'un autofinancement comme c'est le cas de plusieurs structures juridiques (telles certaines sociétés civiles de moyens). Un tel procédé est sans aucun rapport ni commune mesure avec le schéma coopératif tel qu'il est actuellement appliqué et dont la finalité est bien différente, tant au niveau politique et économique qu'au niveau social. Mais pour être fructueuse et solide, une telle alliance impose des devoirs réciproques : elle suppose que d'un côté les éleveurs soient convaincus de la nécessité de telles actions et notamment qu'ils soient prêts à la rétribution des techniciens nécessaires, en l'occurrence les vétérinaires et les agronomes, sous la forme de contrats, de forfaits ou de paiement direct à l'acte pour certaines actions ; de l'autre côté, pour ces deux professions, un tel programme débouche sur l'engagement politique. Le pas à franchir est d'ordre idéologique. Au contraire des technocrates et des techniciens réformistes, cette prise de conscience, notamment des praticiens actuels, peut être facilitée par le fait qu'ils ne sont pas eux-mêmes les profiteurs directs du système. Ce projet restera utopique si le technicien refuse la dimension politique de son action, comme c'est le cas dans de nombreux groupements de producteurs.

On comprendra aisément que notre ambition dépasse très largement le cadre étroit du seul malaise de la profession vétérinaire. Cependant, en tant que vétérinaire, nous devons en tenir compte et, au cours de ce travail, nous avons tenté de cerner les raisons profondes de ce malaise. Bien au-delà des problèmes syndicaux, ordinaires ou législatifs du moment, c'est sur la connaissance réelle de la conjoncture et les motivations des promotions de vétérinaires à venir que nous fondons nos espérances.

4/ La condition "sine qua non" :

Notre projet n'est réalisable qu'avec la réforme urgente et vraie de l'enseignement vétérinaire. Le Professeur FONTAINE est le seul universitaire qui ait posé les jalons de cette véritable réforme :

"Si l'on désire que l'enseignement contribue à la conservation des rapports sociaux déjà existants - et un certain nombre de responsables de l'enseignement vétérinaire français ont cette opinion - alors il faut enfermer les étudiants dans les murs des écoles et leur interdire l'expérience vécue, mais ce projet est assez vain car l'information finit par passer par de multiples brèches et des élèves vont malgré tout au-delà de la connaissance du réel (les mauvais élèves ?). Ou bien il faut affirmer - ce que nous faisons pour notre part - que l'éducation doit être un facteur de préparation et de création de relations nouvelles dans la société, ce que nombre d'étudiants souhaitent d'ailleurs foncièrement ; dans ce cas, les éducateurs doivent s'attendre à une demande de leur part à la mesure de leur expérience et des désirs qu'elle suscite et renforce, en un mot, à la mesure de leurs motivations. A l'uniformisation pour tous des études et à la spécialisation élitique terminale, on opposera la motivation initiale des étudiants et la diversification de l'enseignement permettant l'accès à l'autoformation. La motivation est alors l'élément principal de l'orientation de chacun, consciente, voulue et favorisée, en opposition radicale avec une sélection sur critères scolaires définis arbitrairement et maintenus par habitude pour servir de rempart académique. L'orientation exige la possibilité de mobilité horizontale des étudiants et la disparition des établissements traditionnels en tant qu'institutions fermées fonctionnant pour leur propre compte (...).

Il faut donc imaginer maintenant, et vite, un système de formation récurrente permanente, individualisée (et non un simple recyclage n'apportant que des recettes nouvelles), adaptées principalement aux besoins économiques et sociaux de chacun des pays qui a sa propre individualité et est exposé à des conjonctures culturelles, politiques et économiques propres. Les moyens étant limités en crédits et en hommes, il faut que la formation récurrente se substitue en grande partie à la formation classique, en allège considérablement le contenu, en raccourcisse considérablement la durée, et la vivifie en l'obligeant à se tourner vers les réalités de la société. Donc pas de spécialisations qui renforcent le système actuel, mais formation permanente réelle. (...). Mais si la pesanteur des structures acquises empêche cette révision profonde des institutions scolaires, la formation permanente est encore possible, bien que difficile, car l'élément principal ne réside pas dans l'existence des murs de l'Ecole, mais dans l'inter-relation éducative entre tous les intervenants, utilisateurs compris, au sein de l'activité professionnelle considérée. Une coopération multiprofessionnelle peut parvenir à ce but et nous suggérons la création de groupes à l'échelon de la région, structurés sous forme de véritables coopératives d'entraide mutuelle, où l'élément de base de la formation serait l'échange d'informations, et où chacun deviendrait un instructeur faisant le lien entre ses préoccupations personnelles, la société environnante et les autres qui étudient (...). Elle nécessite aussi la mise en oeuvre de moyens matériels dont la source serait "neutre", c'est-à-dire dépouillée de toute idée de récupération au profit d'intérêts particuliers (...). Une telle multidisciplinarité avec interformation présuppose aussi des rapports sans préalable hiérarchique entre les personnes ayant des activités différentes dans un même champ d'intervention (c'est-à-dire, pour prendre un exemple, des agronomes, techniciens agricoles, vétérinaires, agriculteurs, personnels de laboratoires, chargés d'études de l'aménagement et du développement rural, sociologues, économistes, médecins, journalistes ..., et surtout la présence des étudiants, afin d'éviter une forme de discrimination supplémentaire à l'égard des adultes). Elle présuppose enfin la conception du travail de chacun sans cloisonnement avec celui des autres, à contre-courant de sa parcellisation et de sa division. Dans cette optique, il est évident que la conception des spécialisations telles qu'elles sont envisagées dans les établissements vétérinaires s'oppose totalement à une telle option".

Nous terminerons notre travail par la description d'une expérience intéressante qui préfigure l'orientation générale que nous souhaitons pour la profession vétérinaire en milieu rural et qui, jusqu'ici, est la seule réalisation concrète d'une revalorisation véritable de notre profession.

III/ DES ETUDIANTS EN QUETE DE PAYSANS :

Depuis 1973, un mouvement s'est fait jour pour tenter une expérience réunissant des étudiants-vétérinaires, agronomes et quelques autres (commerce, économie) - des éleveurs, des enseignants d'origine diverse.

Regroupés sous le sigle du CEFALÉ (Centre d'Etudes et de Formation Appliquées à l'Elevage, association de type loi de 1901), et hors institution, ils font l'apprentissage sur le terrain des problèmes auxquels sont confrontés les éleveurs. Par le biais de contrats passés avec les groupements d'éleveurs de toutes sortes pour la réalisation d'enquêtes épidémiologiques telles que nous les avons décrites, cette démarche permet surtout d'explorer les moyens de dialogue et de communication avec les diverses catégories socio-professionnelles touchant à l'élevage. Par ce contact direct et pratique avec le monde rural, l'étudiant trouve l'information qu'il recherche vainement à l'Ecole. Une telle organisation n'a rien à voir avec la caractéristique rébarbatif et inadéquate du "stage pratique" réclamé par nombre d'enseignants et d'étudiants puisque le CEFALÉ propose un type de relations non hiérarchisées et surtout n'intervient qu'à la demande des groupes et organisations d'agriculteurs : une convention est établie pour définir, après discussion, les apports réciproques, les moyens mis en oeuvre et les buts recherchés. Dans un premier temps les étudiants, aidés par les enseignants, s'interrogent sur la signification du problème posé par les éleveurs dans le contexte économique, social et politique, puis ils tentent d'amorcer la discussion sur le terrain où le travail de réflexion et d'information est collectif (réunions d'éleveurs) ; l'aboutissement est un constat qu'il s'agit de discuter avec les intéressés. C'est seulement après que les solutions pratiques, où la technicité et la compétence des intervenants seront mises en oeuvre, pourront être envisagées (cf paragraphe précédent).

Il n'est pas surprenant qu'une telle option, reniant les relations "de classes" telles qu'on peut s'attendre à les voir subsister dans l'instauration de "stages pratiques", entraîne des conflits avec l'enseignement traditionnel, mais aussi avec les organismes de tutelle du milieu agricole, les notables et le pouvoir en place, l'administration vétérinaire ... Attitude tout à fait normale puisque les problèmes posés ont des implications politiques et touchent à l'ordre établi. D'ailleurs, aux yeux de la "réaction", ces étudiants sont "des curieux, des originaux, des marginaux ... des communistes !".

Nous concluons par cette remarque du Professeur FONTAINE : "Cette démarche tend à faire découvrir d'autres perspectives pour l'institution éducative et pour la pratique vétérinaire. Notre souhait est que cette expérience puisse s'étendre et être reprise en de multiples lieux pour donner aux étudiants le moyen d'influencer de façon décisive leur propre avenir, de sortir de l'état d'assistés et d'objets infantilisés du processus de formation, et de devenir des individus à part entière, motivés et orientés consciemment".

CONCLUSION

Il n'y a rien à conclure puisque tout est à faire. Le malaise de la profession vétérinaire s'inscrit bien dans le contexte économique actuel. Bien que ce malaise ne soit pas directement lié à la crise du Capitalisme, cette remarque de Jacques ATTALI s'applique curieusement à notre profession :

"La théorie économique dominante se traduit, sur le plan de la doctrine économique, par le rétrécissement du champs de l'économique, par la négation du long terme, en niant les phénomènes structurels et en évacuant les conflits (...). Il est en effet aujourd'hui urgent d'établir et de faire savoir que la gestion de la politique économique par les grands Etats capitalistes porte une lourde responsabilité dans l'approfondissement de la crise actuelle du capitalisme : par l'incohérence de ses décisions, l'incertitude de ses analyses, l'impuissance de ses instruments, elle a très largement contribué à accélérer la phase récessionniste du cycle actuel de l'économie libérale (...).

Comment s'étonner alors que l'usage de cette doctrine affaiblie, limitée, créée il y a quarante ans pour résoudre des contradictions du capitalisme différentes de celles qu'il affronte aujourd'hui, ne fasse que renforcer la crise actuelle du capitalisme".

Parce que notre profession a un rôle économique et social important à jouer, nous souhaitons personnellement que son action s'inscrive dans le courant révolutionnaire et nous rejoignons les propos de Michel ROCARD, en nous considérant comme des travailleurs parmi les autres :

"Le socialisme est moins un objectif final et figé qu'un processus dialectique contrôlé de développement de la société. Ce qui constitue au sens propre des objectifs est à définir de période en période, en fonction de la situation et du degré de conscience politique des travailleurs et de l'opinion (...). L'élément central de la dynamique d'un développement socialiste est donc celui de la décentralisation. Mais une décentralisation octroyée d'en haut, selon le seul bon vouloir d'un pouvoir central, n'y suffira pas. Nous appelons autogestion le processus de conquête progressive du pouvoir de décision à des niveaux décentralisés par les structures représentatives de l'organisation sociale, et d'abord celle des travailleurs".

C'est dans cette recherche et pour travailler dans cet esprit que nous avons essayé de réfléchir sur une nouvelle pratique vétérinaire rurale qui passe par une connaissance plus approfondie de l'épidémiologie et par des rapports nouveaux, tant avec les agriculteurs qu'avec d'autres catégories professionnelles.

Nous sommes conscients de la tâche à accomplir et des obstacles à franchir. C'est pourquoi notre projet n'est pas statique ni définitif. Il est à adapter aux circonstances, aux situations, mais surtout aux hommes.

Si la dynamique de notre action, à travers le choix de la profession vétérinaire, peut être extrêmement variée, nos convictions profondes resteront les mêmes.

CONCLUSIONS

Nous avons essayé de saisir la nature de ce qu'on appelle le malaise de la profession vétérinaire rurale : partant d'un essai d'analyse du rôle des structures d'encadrement de l'économie agricole et des orientations actuelles des organismes vétérinaires (syndicats, ordre) et de l'administration sanitaire vétérinaire, orientations qui se traduisent par la loi sur la pharmacie et par les projets de textes sur l'enseignement et les auxiliaires vétérinaires, nous avons été amenés à penser que l'attitude globale de la profession elle-même, niant le long terme et évacuant les conflits, porte une responsabilité dans l'accentuation de sa propre crise actuelle : incohérence des décisions, incertitude des analyses, impuissance des moyens et instruments, contribuent à accélérer l'inadaptation de la profession vétérinaire rurale aux besoins socio-économiques du monde de l'élevage.

C'est pourquoi nous avons essayé de réfléchir sur une nouvelle pratique vétérinaire rurale qui passe par une connaissance plus approfondie de l'épidémiologie et par des relations nouvelles, tant avec les agriculteurs qu'avec les autres catégories professionnelles concernées. Reconsidérer les méthodes en vue de la protection de la santé publique et de l'amélioration et la protection du cheptel, et entreprendre la démarche qui mènerait à la définition d'une nouvelle relation, d'un nouveau "contrat" entre le vétérinaire et l'éleveur, apparaît une entreprise souhaitable et possible. Les obstacles sont nombreux, certes, mais c'est sur une connaissance réelle par la profession de la conjoncture et sur les motivations nouvelles des futures promotions de vétérinaire que peut être fondé l'espoir que nous avons formulé.

Vu :
LE DIRECTEUR
de l'École Nationale Vétérinaire de Lyon,

LE PROFESSEUR RESPONSABLE
de l'École Nationale Vétérinaire,

Foutani

LE PRÉSIDENT DE LA THÈSE,

Billi

Vu et permis d'imprimer

LYON, le 25 NOV. 1976 119
LE RECTEUR, PRÉSIDENT DU CONSEIL DE L'UNIVERSITÉ LYON I

D. GERMAIN

BIBLIOGRAPHIE

1. ATTALI (J) - Une politique économique socialiste
Les cahiers du Nouvel Observateur N° 6 - 1975
2. BON (F) et BURNIER (MA) - Les nouveaux intellectuels
Editions du Seuil, collection politique - Paris 1971
3. BOURDEAU (R) - La profession vétérinaire et l'exercice libéral du praticien rural - Thèse doct. vét. Lyon 1972
4. BRION (A) - Précis de législation vétérinaire -
VIGOT Frères, 4ème édition - Paris 1970
5. BRUNET (J) - Arguments et propositions pour une nouvelle activité vétérinaire - Thèse doct. vét. Lyon 1975
6. COTTEREAU (Ph.) - La modernisation de l'enseignement vétérinaire
Revue de l'Ordre des Vétérinaires - N° 30 - 1975
7. COTTEREAU (Ph.) - Proposition de rénovation de l'enseignement vétérinaire - Revue de l'Ordre des Vétérinaires N° 31 - 1975
8. DELAFOLIE (P) - Un nouvel instrument pour la formation vétérinaire continue - Bulletin des GTV N° 0 - 1973
9. DRIEUX (H) - L'enseignement et la science
Rec. Méd. Vét. 144, 1968
10. FERRANDO (R) - L'enseignement vétérinaire et ses problèmes
Rec. Méd. Vét. 140, 1966
11. FONTAINE (L) - Les groupements de producteurs
Mémoire de sciences économiques - Lyon 1974

12. FONTAINE (M) - Cours de législation vétérinaire - Lyon 1974
13. FONTAINE (M) - Orientation ou spécialisation ?
Spécialisation ou formation permanente ?
Economie et médecine animale 12, 1976
14. FROMM (G) - Le salariat vétérinaire, insertion sociale du
salarié vétérinaire - Thèse doct. vét. Lyon 1871
15. GUINEMENT (P) - Devenir de la pharmacie vétérinaire en pratique
rurale - Rev. Méd. Vét. 119, 1968
16. IMBERT (B) - Syndicats et syndicalisme vétérinaires
Thèse doct. vét. Lyon 1975
17. JEAN-BLAIN (M) - Quelques réflexions sur l'enseignement vétéri-
naire, la recherche, les écoles nationales vétéri-
naires - Rec. Méd. Vét. 112, 1961
18. KUBICZ (St) - Le praticien vétérinaire N° 57 - Février 1976
19. LAMBERT (B) - Les paysans dans la lutte des classes
Editions du Seuil, collection politique - Paris 1970
20. LORGUE (G) - La pharmacie vétérinaire, aspects législatifs et
réglementaires actuels et prospectifs
Rec. Méd. Vét. 126, 1975
21. MEUNIER (P) - Aspects de la médecine vétérinaire rurale libérale
dans ses rapports avec le monde paysan
Thèse doct. vét. Lyon 1972
22. MOUREAU (JJ) - La Semaine Vétérinaire N° 3, 27 Mars 1976
23. ROCARD (M) - Nos choix - Les cahiers du Nouvel Observateur N° 6 -
1975
24. ROY (G) - Annuaire Vétérinaire - Editions Walter 1975

25. SABATIER (J) - Etude juridique et pratique de la profession libérale - Thèse doct. droit Poitiers 1947
26. VUILLAUME (R) - Plaidoyer pour une renaissance de l'enseignement vétérinaire - Rec. Méd. Vét. 147, 1971
27. ZANDER (J) - Les phénomènes d'intégration en productions animales - Le Point Vétérinaire 2, N° 7, 1974
28. Projet de proposition de loi relative à l'exercice de la pharmacie vétérinaire - Supplément au bulletin du Syndicat National des Vétérinaires - Juillet-Août 1951
29. Rapport de la Commission d'Etude de la Réforme de l'Enseignement Vétérinaire - Novembre 1975
30. L'Enseignement Technique Agricole - Direction générale de l'enseignement, des études et de la recherche, Ministère de l'Agriculture 1976.

Nous avons aussi tenu compte des propos de M. GUICHARD (l'Action Vétérinaire), de G. LE BERRE (ancien Président du SNVF) et de R. MORNET (actuel Président du SNVPPF).

Dans cette bibliographie, figurent seulement les ouvrages, thèses et publications dont nous avons cité les auteurs. Nous n'avons pas mentionné dans le détail les divers articles lus notamment dans le Praticien Vétérinaire, l'Action Vétérinaire et Vétérinaires Français de ces dernières années, et qui ont orienté notre réflexion.

TABLE DES MATIERES

INTRODUCTION	1
PREMIERE PARTIE : L'ECONOMIE RURALE ACTUELLE ET LE MALAISE DE LA PROFESSION VETERINAIRE POUR S'Y INSERER	
<u>CHAPITRE I - LA SITUATION AGRICOLE FRANCAISE ACTUELLE</u>	4
INTRODUCTION : L'INADAPTATION DE CERTAINES PREVISIONS	4
I/ UNE SOLUTION DE RECUPERATION : L'INTEGRATION	6
A - Définition, schéma général	6
B - Différentes sortes d'intégration	7
C - Les stades de l'intégration	8
D - Synthèse	9
II/ LA MULTITUDE DES STRUCTURES AGRICOLES	11
A - Quelques considérations générales	11
B - Les Institutions	13
1/ Nature et rôle	13
a) Administrations de Gestion	13
b) Administrations de Mission	14
2/ Les Chambres d'Agriculture	15
3/ Articulation entre Institutions et organisations : le développement agricole	16
a) A l'échelon national	16
b) A l'échelon départemental	17
C - Les Organisations	17
1/ Bases légales, agrément	17
2/ Les groupements de producteurs au sens large	18
a) Définition	18
b) Les différents types de groupements de producteurs	18
3/ Etude critique	20

4/ Etude complémentaire	23
a) Etablissements Départementaux de l'Elevage ..	23
b) Groupements de Défense Sanitaire	24
c) Instituts techniques	25
CONCLUSION	25
III/ L'ENSEIGNEMENT AGRICOLE	27
A - Motivation du développement de l'enseignement agricole ..	27
B - Structures	29
1/ Secteurs d'activité	29
2/ L'enseignement technique agricole	31
CONCLUSION	36
<u>CHAPITRE II - L'INSERTION DU VETERINAIRE DANS L'ECONOMIE ACTUELLE ...</u>	37
I/ HISTORIQUE : LE VETERINAIRE, NOTABLE RURAL	37
A - Développement de la profession vétérinaire	37
B - L'accession à la notabilité	38
C - Le vétérinaire, intellectuel libéral	38
II/ LE VETERINAIRE TECHNOCRATE	40
A - La mutation de l'agriculture	40
B - Evolution de la pratique vétérinaire	41
C - La place du vétérinaire dans le cadre économique et poli- tique	42
III/ LA REALITE ACTUELLE DU PRATICIEN LIBERAL RURAL	44
A - Le vétérinaire face aux petits éleveurs	44
B - Le vétérinaire face aux gros éleveurs ou à l'élevage programmé	45
1/ Importance économique de l'acte vétérinaire	46
2/ L'incompétence du vétérinaire dans de nombreux domaines	47
C - Conséquences directes	48
1/ Isolement du vétérinaire rural dans l'économie actuelle	48

2/ La supplantation par les techniciens d'élevage ..	49
CONCLUSION	50
CHAPITRE III - LES CAUSES VÉRITABLES DU MALAISE	52
INTRODUCTION	52
I/ MAUVAISE INFORMATION DE CE QU'EST LA PROFESSION VÉTÉRINAIRE	53
A - Définition "populaire" du vétérinaire	53
B - Les facteurs d'engouement pour la profession	53
1/ L'essor de l'animal de compagnie	53
2/ Le caractère libéral de la profession	54
C - La classe préparatoire	55
D - Premières conclusions	56
II/ ENSEIGNEMENT INADAPTE	57
A - Introduction : La prise de conscience	57
B - Fondement des critiques	59
1/ Problèmes de fond	59
2/ Philosophie générale de l'évolution, application à la profession vétérinaire	61
C - La réforme des structures : Bien-fondé ou faux problème	63
CONCLUSION	66
III/ LES STRUCTURES SYNDICALES ET ORDINALES	68
A - Syndicats et syndicalisme vétérinaire	68
1/ Définition, idéologie syndicale	68
2/ Les syndicats vétérinaires	69
3/ Les dissensions au sein du SNVF	70
CONCLUSION	72
B - L'ordre des vétérinaires et le libéralisme vétérinaire	72
1/ Historique	72
2/ Le procès du libéralisme	73
3/ Les carences et les contradictions de la déontologie	75

CONCLUSION GENERALE DE L'ANALYSE DE L'ECONOMIE RURALE ACTUELLE ET DU MALAISE DE LA PROFESSION VETERINAIRE POUR S'Y ADAPTER	79
--	----

DEUXIEME PARTIE : LES SOLUTIONS PROPOSEES PAR LA PROFESSION

<u>CHAPITRE I - LES GROUPEMENTS TECHNIQUES VETERINAIRES</u>	81
I/ DOCTRINE DES GTV	81
II/ LES DIFFICULTES DE LA SNGTV	84
A - Vis-à-vis des autres vétérinaires	84
B - Difficultés dans la réalisation des buts poursuivis	85
CONCLUSION	86
<u>CHAPITRE II - LES VETERINAIRES ET LE MARCHE COMMUN</u>	87
I/ HISTORIQUE : LE TRAITE DE ROME	87
II/ ORGANISATION EUROPEENNE DES VETERINAIRES	88
A - Les organismes	88
B - Le travail effectué	89
CONCLUSION	91
<u>CHAPITRE III - LES LOIS ET LES PROJETS DE LOIS</u>	92
I/ LA PHARMACIE VETERINAIRE	92
A - Introduction	92
1/ Historique	92
2/ Etat antérieur de la législation	93
B - Aspects principaux de la nouvelle loi	94
1/ Points positifs	94
2/ Points obscurs	94
C - Bilan, perspectives	97

II/ LES AUXILIAIRES VETERINAIRES	100
A - L'évolution au cours des années	100
1/ Bref historique	100
2/ L'accélération des évènements	101
3/ Les suites de la suppression de l'amendement 50 de BRIANNE et BOUDET	101
B - Arguments et propositions	102
1/ Opportunité d'une telle création	102
2/ Quel type d'auxiliaires vétérinaires ?	103
3/ Position de l'Administration Vétérinaire	104
4/ Les arguments des praticiens	105
C - Le projet de loi sur les prophylaxies	107
CONCLUSION	108
III/ LE PROJET DE LOI SUR L'ENSEIGNEMENT VETERINAIRE	109
A - Introduction	109
B - Les grandes lignes du rapport	110
C - Critiques	111
CONCLUSION	113
<u>CHAPITRE IV : L'ADMINISTRATION VETERINAIRE ET LA PROMOTION DE LA</u> <u>PROFESSION</u>	115
I/ INTRODUCTION	115
II/ LES STRUCTURES GENERALES	116
A - Les laboratoires nationaux	116
B - Les laboratoires départementaux	117
III/ LE MODE DE RECRUTEMENT	119
A - Les fonctionnaires vétérinaires	119
B - Les autres secteurs	121
C - Remarques générales	121
CONCLUSION : BILAN ET PERSPECTIVES D'AVENIR	123

<u>CHAPITRE V : REFLEXIONS PERSONNELLES</u>	125
I/ LES GRANDES LIGNES	125
II/ REFLEXIONS POUR UNE NOUVELLE PRATIQUE RURALE	128
A - Principes de base	128
1/ Le choix politique	128
2/ Les conditions de notre choix	129
B - Les moyens d'action	130
1/ Le travail épidémiologique	130
2/ La mise en oeuvre	131
3/ Réalisme ou utopie ?	134
4/ La condition "sine qua non"	135
III/ DES ETUDIANTS EN QUETE DE PAYSANS	137
CONCLUSION	138
BIBLIOGRAPHIE	140
TABLE DES MATIERES	143

